



Investir dans les populations rurales

Madagascar

Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II

Revue à mi-parcours

Rapport principal et appendices

Dates de mission: 24 juillet au 8 août 2019

Date du document 12/11/2019

Identifiant du projet 2000000850

Numéro du rapport: 5170-MG

Afrique orientale et australe

Département de la gestion des programmes

Sigles et acronymes

AD2M	Appui au développement du Menabe et du Melaky
AEL	Association d'éleveurs
AHA	Aménagement hydro-agricole
AO	Appel d'offres
APD	Avant Projet détaillé
APM	Assistant en passation de marchés
AROPA	Projet d'appui au renforcement des organisations professionnelles et aux services agricoles
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne aux changements climatiques
AUE	Association des usagers de l'eau
BAD	Banque africaine de développement
CALAT	Cellule d'appui à la lutte antiacridienne terrestre
CAO	Commission d'appel d'offres
CAOP	Chargé d'appui aux organisations de producteurs
CAP-FIDA	Cellule d'appui au programme FIDA
CCI	Chambre de commerce et d'industrie
CCRF	Cellule de coordination de la réforme foncière
CECAM	Caisse d'épargne et de crédit agricole mutuel
CEP	Champ école paysan
CF	Certificat foncier
CCFAMA	Centre de fabrication, de formation et d'application du machinisme agricole
CIR	Chargé des infrastructures rurales
CLA	Chenille légionnaire d'automne
CMVA	Chargé de la mise en valeur agricole
CNM	Commission nationale des marchés
COSOP	Country Strategic Opportunities Programme (<i>Programme d'options stratégiques pour le pays</i>)
CP	Coordonnateur de projet
CPM	Chargé de passation de marchés
CRIF	Centre de ressources et d'information foncière
CSA	Centre de services agricoles
CSCC	Chargé de suivi du changement climatique
DAC	Dispositif d'animation commercial
DCP	Document de conception de projet
DDP	Direction de la dette publique
DGM	Direction générale de la météorologie
DGSF	Direction générale des services fonciers
DIP	Diagnostic institutionnel participatif
DRAEP	Direction régionale de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
DRF	Demande de retrait de fonds
DTI	Droits et taxes à l'importation
EAF	Exploitation agricole familiale
ECD	Etat certifié de dépenses
EIES	Etude d'impact environnemental et social
FCCIM	Fédération des chambres de commerce et d'industrie de Madagascar
FDA	Fonds de développement agricole
FIDA	Fonds international de développement agricole
FITAME	Fédération des paysans du Menabe
FOFIFA	Foibe Fikarohana ho an'ny Fampandrosoana (<i>Centre national de recherche agricole pour le développement</i>)
GAIN	Gouvernance, Autonomie, Integration, Needs
GCV	Grenier communautaire villageois
GF	Guichet foncier
GPI	Grand périmètre irrigué
GRN	Gestion des ressources naturelles
GTDR	Groupe de travail pour le développement rural
IEM	Initiative pour l'émergence de Madagascar
LNTPB	Laboratoire national des travaux publics et du bâtiment
MAEP	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
MATHTP	Ministère de l'aménagement du territoire de l'habitat et des travaux publics
MECIE	Mise en compatibilité de l'investissement à l'environnement
MEF	Ministère de l'économie et des finances
MGA	Ariary (monnaie malgache)
MO	Main d'œuvre
MPV	Microprojet aux plus vulnérables
OFID	Fonds de l'OPEP pour le développement international
OM	Opérateur de marché
ONE	Office national de l'environnement
ONGT	Organisation non gouvernementale de terrain
ONN	Office national de nutrition
OP	Organisation de producteurs
ORN	Office régional de nutrition
PACFC	Projet d'aménagement de corridors et de facilitation du commerce
PATAS	Pérennisation des acquis, transfert des avoirs et des savoirs
PCD	Plan communal de développement
PEC	Périmètre d'épandage de crues

PESEC	Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (<i>Social, Environmental and Climate Assessment Procedures- SECAP</i>)
PGES	Plan de gestion environnementale et sociale
PI	Périmètre irrigué
PPM	Plan de passation de marchés
PPS	Paysan producteur de semence
PRD	Plan régional de développement
PROSPERER	Programme de soutien aux pôles de microentreprises rurales et aux économies régionales
PSAEP	Programme sectoriel, agriculture, élevage et pêche
PTBA	Programme de travail et budget annuels
RAF	Responsable administratif et financier
RFC	Responsable financier et comptable
RMP	Revue à mi-parcours
ROP	Responsable des opérations
ROR	Réseau des observatoires ruraux
RPI	Ressources propres internes
RSE	Responsable du suivi-évaluation
SAC	Schéma d'aménagement communal
SE	Suivi-évaluation
SECAP	Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (<i>Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique – PESEC</i>)
SMRO	Système de mesure des résultats opérationnels (<i>Operational results management system</i> – ORMS)
SOC	Service officiel de contrôle des semences et matériel végétal
SRAT	Schéma régional d'aménagement du territoire
SRI	Système de riziculture intensive
TdR	Termes de référence
UGP	Unité de gestion de projet
URCRCAM	Union régionale des CECAM
USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique

A. Aperçu du projet

Région:	Afrique orientale et australe	Niveau de risque du projet:	Pas à risque
Pays:	Madagascar	Catégorie environnementale et sociale:	B
Nom du projet:	Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II	Classification du risque climatique (PESEC):	1
N° du projet:	2000000850	Institution chargée de l'exécution:	Ministry of Agriculture and Livestock
Type de projet:	Développement Rural	Institution chargée de la mise en oeuvre:	Pas encore disponible
Chargé de Programme Pays:	Ibrahima Bamba		
Coordonnateur du projet:	Andrianaiainasoa RAKOTONDRATSIMA (Chef de projet)		
Zone du projet:	Régions Menabe et Melaky		

Date d'approbation:	15/09/2015	Date de réception du dernier rapport d'audit:	25/06/2019
Date de signature:	21/10/2015	Date de la dernière mission de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	08/08/2019
Date d'entrée en vigueur:	30/12/2015		
Date d'éligibilité aux décaissements:	25/01/2016	Nombre de missions de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	4
Date du premier décaissement:	23/09/2016	Nombre de prolongations:	0
Date de la revue à mi-parcours:	24/07/2019	Délai d'entrée en vigueur:	3 mois
Date d'achèvement prévue:	31/12/2022		
Date d'achèvement actuelle:	31/12/2022		
Clôture financière:	Pas encore disponible		

Financement total du projet

Répartition du financement FIDA	IFAD	\$34,400,000
	ASAP Trust Fund	\$6,000,000
Répartition du financement national	Beneficiaries	\$1,200,000
	National Government	\$7,600,000
Répartition du cofinancement	OPEC Fund for International Development	\$7,500,000
Financement total du projet:		\$56,700,000

Mission en cours

Dates de mission:	24 juillet au 8 août 2019
Jours sur le terrain:	8 jours

Composition de la mission:	<p>M. Ibrahima Bamba, Directeur pays du FIDA, Chef de mission; Mme Rachel Senn, Chargée de Programme-pays FIDA à Madagascar; M. Jean-Charles Heyd, spécialiste en production agricole, chargé de la coordination technique de la Mission, consultant; Mme Oliva Lily Razanatseho, Spécialiste environnement, consultante; Mme Oumou Wane Touré, Spécialiste en gestion financière, consultante; M. Simon Randriatsiferana, Spécialiste en infrastructures rurales, consultant; M. Sauli Hurri, Spécialiste en finance rurale et marchés ruraux, FIDA; M. Ndriana Rahaga, Coordonnateur de la CAP-FIDA; M. Leandro Bullor, Analyste économique et financier, consultant; M. Rado Rakotondralambo, Spécialiste en passation de marchés, consultant; M. Lantonirina Harivelo Ramarason, Directeur général de l'agriculture (MAEP); M. Joelisoa Rakotonandrasana, Chargé de suivi des projets (DDP/MEF); Mme Fanja Raharinomena, Coordonnatrice de la Cellule de coordination et d'appui aux projets et organismes rattachés (MAEP); M. Fanomezana Hajanirina Rabeharisoa, Chef de Service d'appui aux aménagements hydro-agricoles (MAEP); M. Denis Savoir, Chargé de mission (MAEP); M. Bruno Rakotomalala, Chargé d'appui et de suivi des projets et organismes rattachés (MAEP); M. Alain Thierry Randrianarivelo, Coordonnateur du Dispositif d'animation commerciale (FCCIM/PROSPERER); M. Jean Baptiste Rasolofonirina, Chef de région du Melaky; M. Antonio Jerry Ralaisabotsy, Directeur de développement (Région du Melaky); Mme Fleur Honorée Ngado, Directrice régionale (DRAEP Melaky); M. Serge Hajanirina Andriamiarinera, Directeur régional (DRAEP Menabe); M. Paul Tongamisy, Chef Service régional de l'agriculture (DRAEP Menabe); M. Adrien Andry Mandrano, Chef Division planification et suivi-évaluation (DRAEP Menabe); M. David, Technicien GR (DRAEP Menabe).</p>
Lieux visités:	<p>Dans les régions du Melaky (districts d'Antsalova et Maintirano) et du Menabe (districts de Miandrivazo, Mahabo et Manja)</p>

B. Évaluation d'ensemble

Indicateur clé #1	Ø	Note	Indicateur clé #2	Ø	Note
Probabilité d'atteindre l'objectif de développement		4	Évaluation de la performance globale de l'exécution		4

Efficacité en matière de développement	4	Gestion du projet	4
Efficacité	4	Qualité de la gestion du projet	4
Ciblage et portée	5	Gestion des savoirs	4
Égalité des sexes et participation des femmes	4	Utilisation optimale des ressources	4
Productivité agricole	5	Cohérence entre le PTBA et les activités menées	3
Nutrition	4	Performance du système de suivi-évaluation	3
Adaptation aux changements climatiques	4	Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)	3

Durabilité et transposition à plus grande échelle	4	Gestion et exécution financière	4
Institutions et participation à l'élaboration des politiques	4	Taux de décaissement acceptable	3
Établissement de partenariats	4	Qualité de la gestion financière	5
Capital humain et social et autonomisation	3	Qualité et ponctualité des audits	2
Qualité de la participation des bénéficiaires	4	Fonds de contrepartie	4
Adaptabilité des prestataires de services	3	Conformité avec les clauses des prêts	5
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	4	Passation des marchés	4
Stratégie de retrait	4		
Potentiel de reproduction à plus grande échelle	4		

Pertinence	5
-------------------	----------

C. Objectifs de la mission et principales conclusions

Contexte et objectif principal de la mission

Une mission du Fonds international de développement agricole (FIDA) a séjourné à Madagascar du 24 juillet au 8 août 2019 pour réaliser la revue à mi-parcours (RMP) du Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II). L'objectif de la Mission était d'apprécier les aspects stratégique, opérationnel et administratif du Projet, d'évaluer les difficultés rencontrées et de recommander les orientations nécessaires pour résoudre les difficultés et pouvoir atteindre les objectifs fixés.

AD2M-II, est un projet de mise à l'échelle de la stratégie, des approches et instruments mis en œuvre avec succès au cours de la première phase du projet AD2M-I. AD2M-II est entré en vigueur le 30 décembre 2015, sa durée d'exécution est prévue pour 7 ans, avec un achèvement au 30 décembre 2022.

L'objectif global du Projet est de contribuer à ce que les exploitations agricoles des régions Menabe et Melaky améliorent durablement leur revenu et leur sécurité alimentaire. Le coût total d'AD2M-II est de 56,75 millions USD dont: 34,427 millions financés par un prêt du FIDA; 6,006 millions par un don du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne au changement climatique (ASAP) du FIDA; 7,503 millions par un prêt du Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID); 7,656 millions par le gouvernement de Madagascar et 1,158 million par les bénéficiaires.

A son arrivée à Antananarivo, la Mission a été reçue en audience par son Excellence, M. Lucien Fanomezantsoa Ranarivelo, Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP). Elle s'est ensuite rendue dans la zone d'intervention du Projet où elle a effectué des visites de terrain du 24 juillet au 1^{er} août dans les régions du Melaky (districts d'Antsalova et Maintirano) et du Menabe (districts de Miandrivazo, Mahabo et Manja). Elle a visité des réalisations du Projet, en particulier les sites des nouveaux aménagements hydro-agricoles, et a eu des entretiens avec les producteurs, les responsables d'organisations de producteurs (OP), d'associations d'usagers de l'eau (AUE) et des autorités locales. Elle a rencontré les deux Chefs de région, les maires de certaines communes, les deux Directeurs régionaux de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (DRAE), des partenaires du Projet comme le Fonds de développement agricole régional (FDA-R), l'Office régional de la nutrition (ORN), la Chambre de commerce et de l'industrie (CCI) du Menabe, l'ONG WWF, l'Union régionale des caisses d'épargne et de crédit agricole mutuel (URCECAM) du Menabe, ainsi que les quatre Organisations non gouvernementales de terrain (ONGT): CODE Menabe, MADE Sarl, TOKY FAMPANDROSOANA et SARAGNA. Avant de quitter Morondava le 5 août, la Mission a eu une séance de présentation et de discussion de l'état d'avancement du Projet et des séances de travail avec les différents responsables de l'Unité de gestion du Projet (UGP).

A son retour à Antananarivo, la Mission a eu un entretien avec M. Hajaniaina Randrianandrasana, Directeur général des travaux publics (MATHTP) et M. José Serge Rajaonarison, Directeur général de l'Union interrégionale des CECAM.

Les constats et recommandations de la Mission ont été présentés et discutés à Antananarivo le 8 août, en présence des membres du comité de pilotage, des partenaires du Projet et des Directions centrales concernées par le développement rural.

La Mission tient à exprimer ses remerciements aux Autorités malgaches au niveau national et régional, ainsi qu'à toutes les personnes rencontrées pour leur accueil, la haute qualité des échanges et leur contribution au bon déroulement de la Mission. Elle remercie également l'UGP et la Cellule d'appui au programme FIDA (CAP-FIDA) pour la qualité de l'organisation et de l'appui à la Mission.

Principaux accords de mission et conclusions

En dépit de la proactivité et des efforts importants mis en œuvre par l'UGP, l'année blanche de 2016 n'a pas été totalement rattrapée du fait de défis majeurs à relever dans la zone du Projet: (i) enclavement prononcé des nouveaux sites d'intervention et difficulté à y mobiliser des ressources humaines qualifiées; (ii) détérioration de l'insécurité rurale durant les années 2016 à 2018; (iii) peu de soumissionnaires pour certains appels d'offres ou désistement de sociétés adjudicataires devant les difficultés des sites. Du fait du phasage des activités du Projet, les décalages temporels dans la réalisation et donc la réception des aménagements hydro-agricoles (AHA) se répercutent sur les investissements complémentaires de mise en valeur agricole et de développement des chaînes de valeur, et risquent d'impacter négativement les bénéfices et la rentabilité du Projet.

A mi-parcours, le nombre de bénéficiaires ayant reçu les services du Projet s'élève à 22 186 soit quasi 40% de la cible (57 000 bénéficiaires) avec un taux de décaissement de 27,6% sur le don ASAP, 28,1% sur le prêt OFID et 21,4% sur le prêt FIDA au 30 juin 2019.

AD2M-II offre un tableau contrasté par rapport au niveau d'avancement des différentes activités. Ainsi les réalisations de la composante 1 (Promotion de systèmes de production performants et résilients au changement climatique) en matière d'AHA, de formation en techniques agricole résilientes au changement climatique et d'appuis aux plus vulnérables sont à un bon stade d'avancement, alors que les activités de la Composante 2 (Appui à l'accès aux marchés et aux opportunités

économiques), notamment le renforcement des capacités et des fonctions économiques des OP, restent à un stade embryonnaire.

Les recommandations générales de la RMP sont les suivantes:

Amélioration des performances de la composante 2, en:

- adoptant une approche à deux niveaux pour développer les partenariats OP/OM: (i) Structuration des exploitations agricoles familiales (EAF) en OP en ayant recours aux outils développés avec AROPA (DIP, GAIN) et en lien avec l'opérationnalisation de la Stratégie nationale du développement des coopératives; (ii) Renforcement de la dynamique des partenariats avec les OM en utilisant des dispositifs institutionnels développés par la FCCIM /PROSPERER. Ces deux types d'interventions sont à mener de pair avec un accent fort sur la nécessité d'accélérer les investissements dans l'organisation et la structuration des EAF;
- réorientant les activités d'accès aux services financiers sur les services de transactions financières numériques en partenariat avec des institutions de microfinance (IMF) et sur l'éducation financière.

Retrait de la zone de consolidation en y arrêtant progressivement d'ici 2021 les activités d'appui à la production (composante 1) mais en y poursuivant les activités de valorisation de la production (composante 2). Il y a lieu de saisir les opportunités du marché tout en gardant un nombre raisonnable de filières prioritaires.

Respect scrupuleux des procédures malagasy de sauvegarde environnementale et sociale. A cet effet, un permis environnemental ou certificat préalable de l'autorité compétente (ONE et Cellule environnementale auprès du Ministère) devra être obtenu avant le lancement de tout nouveau travaux. En cas de non-respect de cette obligation, les investissements ainsi consentis seront déclarés non éligibles au financement du FIDA.

Extension de la durée du Projet de 24 mois afin de permettre aux populations rurales cibles de pouvoir exploiter pleinement les perspectives offertes par les mutations en cours et les AHA qui vont commencer à être progressivement opérationnels à partir de la fin de cette année.

[1] Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA.

D. Vue d'ensemble et avancement du projet

AD2M-II est placé sous la tutelle du MAEP. Le Projet couvre 47 communes (consolidation des actions dans 20 communes touchées en phase I et zone d'extension couvrant 27 nouvelles communes dans la phase II), réparties dans 7 districts des régions du Menabe et du Melaky et vise à toucher 57 000 ménages. Il est articulé autour des 2 composantes techniques: (i) Promotion de systèmes de production performants et résilients au changement climatique; (ii) Appui à l'accès aux marchés et aux opportunités économiques; et (iii) d'une composante de gestion du Projet.

La période écoulée est marquée par les changements de contexte importants qui ouvrent les opportunités suivantes:

- La volonté politique de développement agricole et rural réaffirmée dans l'Initiative pour l'émergence de Madagascar (IEM).
- Une amélioration de la situation sécuritaire qui devrait restimuler les activités agricoles et économiques dans la zone rurale des 2 régions d'intervention.
- Les opportunités de marché pour de nouvelles filières - dites secondaires dans le DCP, en l'occurrence le maïs et le miel. Des opérateurs de marchés sont en quête de ces produits et d'autres produits émergents[2].
- Les grandes potentialités agricoles pressenties dans le DCP sont confirmées, notamment dans le pôle de Manja.
- La réhabilitation de la route nationale n°9 jusqu'à Manja se concrétise. Elle facilitera l'accès des produits de ce pôle aux marchés.

Malgré un contexte particulièrement difficile au démarrage (graves contraintes financières en 2016) et durant les premières années du Projet (aggravation du niveau d'insécurité en zone rurale, éloignement et enclavement des zones d'extension), le Projet a fourni un effort remarquable pour rattraper les retards. Cela se traduit au niveau du taux d'exécution financière global qui est passé de 3,5% (28/02/17), 11,4% (30/06/18) à 24% et un taux d'exécution physique global de 28% au 15 juillet 2019.

Composante	Taux d'exécution global au 15 juillet 2019	
	Exécution physique	Exécution financière

C1. Systèmes de production performants et résilients au changement climatique	46%	27%
C2. Accès aux marchés et aux opportunités économiques	11%	9%
C3 Gestion du Projet et suivi évaluation	28%	22%
Total	28%	24%

L'écart important entre les taux de réalisation physique et financier de la composante 1 s'explique par le fait que: (i) la réduction des coûts unitaires en MGA liés au gain de change USD/MGA suite à la dévaluation importante du MGA; et (ii) les travaux réalisés en matière d'aménagements hydro-agricoles (l'avancement physique) ne sont pas encore attachés donc non encore comptabilisés dans la réalisation financière. La composante 2 accuse un niveau d'exécution particulièrement faible.

Une présentation détaillée des principales réalisations depuis le début du Projet jusqu'au 15 juillet 2019 est présentée ci-dessous. Les taux de réalisation sont exprimés par rapport aux prévisions totales du Projet.

Composante 1. Promotion de systèmes de production performants et résilients au changement climatique

Sous-composante 1.1. Développement d'infrastructures productives résilientes

Planification territoriale. Au niveau communal, il était prévu de réaliser: (i) 47 plans communaux de développement (PCD), dont 27 nouveaux plans et 20 plans à mettre à jour; et (ii) 19 schémas d'aménagement communal (SAC). A mi-parcours, 17 PCD ont été élaborés et validés (taux de réalisation: 36%), et les 30 restants sont en attente de validation par l'Autorité communale. 6 SAC ont été préparés et validés au niveau communal et sont en attente de validation par l'Autorité régionale (taux de réalisation: 0%).

Au niveau régional, il était prévu d'appuyer la réalisation du Schéma régional d'aménagement du territoire (SRAT) de la région du Menabe. Pour le moment, les TdR pour la réalisation du SRAT ont été validés par le Ministère de l'aménagement du territoire, de l'habitat et des travaux publics (MATHTP). Ce dernier a transmis la liste des cabinets habilités à réaliser cette prestation (taux de réalisation: 0%).

Les retards dans la réalisation des SAC et du SRAT s'expliquent par les difficultés à recruter l'ensemble des spécialistes requis.

Information agro-climatique. Suite à la recommandation de la Direction générale de la météorologie (DGM) les 40 micro-stations pluviométriques prévues initialement ont été remplacées par 5 stations agro-météorologiques automatiques, fournissant des données plus nombreuses et diversifiées. L'achat de ces stations d'abord confié à l'UNOPS n'a pas abouti. L'acquisition au niveau national, par consultation de fournisseurs, a été rejetée par la Commission régionale de marchés (CRM), qui recommande un appel d'offres ouvert. (taux de réalisation: 0%).

AHA. Les objectifs de ce volet sont de: (i) construire ou réhabiliter 9 120 ha de périmètres dont 8 périmètres irrigués (PI) représentant un total de 6 350 ha et 4 périmètres d'épandage de crue (PEC) représentant 2 770 ha; (ii) mettre en place et accompagner les AUE.

Le programme de travail actuel du Programme comprend les travaux confortatifs sur 4 périmètres dans les zones de consolidation et les travaux d'aménagement sur 13 périmètres dans les zones d'extension pour un total de 12 370 ha^[1], dont (i) des travaux de réhabilitation de 3 PI dans la zone d'extension pour un total de 2790 ha; (ii) 3 nouveaux PI dans la zone d'extension pour 3360 ha; (iii) 7 PEC dans la zone d'extension pour un total de 4530 ha. Comparée aux prévisions à la conception, l'augmentation des superficies résulte de: (i) la révision des superficies aménageables suite à l'APD de Veromanga, Vondrove, Bejangoa; (ii) l'identification de nouveau besoin suite au diagnostic mené au démarrage de la seconde phase du projet; (iii) l'abandon d'un PI pour cause de la complexité de sa faisabilité (Maharivo).

A mi-parcours, le Projet a réalisé: (i) toutes les études d'avant-projet détaillé (APD) des aménagements; (ii) l'aménagement de 2 périmètres totalisant 380 ha, soit 230 ha (Ambararata) et 150 ha PEC (extension Kamako), soit un taux de réalisation: 4%; et (iii) les travaux confortatifs sur deux PI Marerano et Migodo. Les travaux en cours sur 4

aménagements sont très avancés: 1^{ère} tranche Vondrove (910 ha) à 63%, 1^{ère} tranche Demoka-RD (900 ha) à 81%, Beboka Lot 1 (1 600 ha) à 44% et Marifilaly (1 600 ha) à 52%. Les marchés de travaux pour 5 périmètres sont signés et 3 DAO pour 3 160 ha sont lancés ou à lancer. Par contre, les actions de sensibilisation et d'animation des futurs exploitants à la mise en place des AUE sont à peine commencées.

En ce qui concerne les études préalables de sauvegarde environnementale et sociale, AD2M a réalisé 2 études de mise en conformité avec les procédures nationales pour des périmètres supérieures à 1000 ha. Par contre, il y a 5 périmètres (3 en cours de travaux et 2 achevés) pour lesquels les études préalables de sauvegarde environnementale et sociale n'ont pas été réalisés. Toutefois, suite aux réunions avec l' ONE et la Cellule environnementale auprès du MAEP, les dispositions à prendre pour régulariser cette situation ont été élucidées. Sur la base de fiches d'identification qui seront établies pour chaque site, ONE indiquera le type d' étude à entreprendre ainsi l'autorité en charge de la validation de chaque étude.

Des avenants sont nécessaires pour réaliser des compléments de travaux qui n'étaient pas visibles lors des études. Tout le fonds OFID ne sera pas consommé sur le PI de Beboka. La Mission propose que ce reliquat soit utilisé pour d'autres AHA et de désenclavement dans la zone du Projet.

Enfin, la Mission invite le Gouvernement à prendre des mesures transitoires nécessaires pour sécuriser l'ensemble des terres des périmètres en cours d'aménagement afin d'éviter les tentatives d'immatriculation de parcelles avant la distribution finale aux bénéficiaires ciblés par le Projet.

Le taux de réalisation physique à date des AHA est estimé à 46%. Le Projet compte terminer tous les travaux au cours de l'année 2021.

Action	Responsabilité	Echéance
1. Confier la réalisation des SAC à un bureau d'études chargé de recruter toutes les spécialités exigées.	CAOP	12/2020
2. Relancer l'acquisition des stations agro-météorologiques par appel d'offre ouvert à l'échelle nationale.	CPM	12/2019
3. Lancer l'appel d'offre pour la 2 ^{ème} tranche des travaux du PI de Vondrove.	CPM	12/2019
4. Classer en PI partenaire ^[1] Demoka-RD car la gestion et l'entretien de la prise dépassent la capacité des usagers.	MAEP	12/2020
5. Prendre des mesures transitoires pour les terres en cours d'aménagement afin d'éviter les tentatives d'immatriculation de parcelles avant la distribution finale aux bénéficiaires ciblés par le Projet.	MAEP	10/2019

[1] Les PI partenaires sont des PI dont la totalité ou une partie relèvent de la gestion de l'Etat.

Sous-composante 1.2. Organisation et formation des producteurs

Organisation des producteurs. Les OP appuyées par le Projet sont avant tout des organisations assurant la gestion d'infrastructures agricoles. Le Projet a appuyé et renforcé 38 OP (25 AUE, 2 unions d'AUE, 2 comités de gestion de PEC (COGEPEC) et 9 associations d'éleveurs (AEL) dans la zone de consolidation. 32 OP (23 AUE/union et 9 AEL) ont atteint un niveau d'autonomie opérationnelle avancé. Dans la zone d'extension, AD2M a appuyé la constitution de 11 AUE et 1 union d'AUE dans les PI d'Ambararata (Manja) et Demoka-RD (Betanatana), regroupant au total 1 190 usagers dont 197 femmes (17%). Pour les autres PI en cours d'aménagement, 4 730 futurs usagers ont été recensés et sensibilisés sur les questions de gestion du PI.

Education nutritionnelle. Depuis le démarrage du Projet, 6 975 personnes dont 4 966 femmes (71%) ont été sensibilisées par les ORN du Menabe et du Melaky). 2 815 personnes sur 10 000 prévues ont bénéficié d'actions d'éducation nutritionnelle (taux de réalisation: 28%). Le partenariat avec l'ORN prévoit un co-financement de 25% pour des actions telles que: (i) la prévention de la malnutrition pour les enfants de moins de 5 ans; (ii) l'hygiène et l'assainissement incluant le lavage des mains; (iii) l'accompagnement et le counseling des mères enceintes et allaitantes; (iv) la distribution de compléments alimentaires selon le besoin. Les ORN contribuent également financièrement dans la

mise en place du petit élevage. A date, 1 107 ménages ont mis en place des jardins potagers familiaux (taux de réalisation: 50%).

Action	Responsabilité	Echéance
1. Mettre en place le dispositif de collecte périodique des données sur le Score de consommation alimentaire (SCA) dans le Melaky et le Menabe.	ORN	12/2019

Sous-composante 1.3. Appui aux services agricoles efficaces

Sécurisation foncière. Les produits attendus étaient les suivants: (i) 23 guichets fonciers opérationnels; (ii) 12 000 certificats fonciers délivrés; (iii) 7 800 hectares de terres sécurisés; 8 000 ménages avec un droit sécurisé à la terre.

Les 13 guichets fonciers (GF) et les 2 centres de ressources et d'information foncières (CRIF) installés durant la 1^{ère} phase du Projet sont opérationnels, 8 GF et 2 CRIF ont atteint l'autonomie fonctionnelle. 2 GF ont été construits et équipés dans la zone d'extension à: Manja (Menabe) et Betanatana (Melaky). Le taux d'opérationnalité des GF est de 35%. 2 993 certificats fonciers (CF) ont été délivrés (taux de réalisation: (25%) pour 4 736 demandes enregistrées (taux de satisfaction: 63%). La superficie sécurisée représente 2 066 ha (taux de réalisation: (26%) au profit de 2 259 bénéficiaires (taux de réalisation: 18%) dont 510 femmes (23%). La sécurisation des droits secondaires a porté sur l'enregistrement de 177 contrats de location établis entre 164 propriétaires de parcelles et 176 locataires pour une superficie totale de 90 ha. Les 33 diagnostics socio-fonciers (DSF) prévus d'être réalisés en 2017 n'ont toujours pas pu être démarrés pour des retards dans la passation des marchés pour le recrutement du cabinet.

Appui aux producteurs et à la gestion des ressources naturelles. Le conseil agricole est réalisé à travers les champs écoles paysans (CEP). Depuis le démarrage du Projet jusqu'à date, 744 CEP ont été réalisés dont 81% dans la zone d'extension (voir répartition dans le tableau ci-dessous). Au total, 12 814 exploitants ont été formés, dont 3 657 femmes (29%). Les taux de réalisation prévus à mi-parcours sont largement dépassés. Le taux de réalisation de l'objectif final du Projet est de: (i) 88% pour le nombre de CEP réalisés; (ii) 87% pour le nombre de personnes touchées; et (iii) 138% pour le nombre de femmes touchées. Ces résultats sont remarquables, d'autant plus qu'ils ont été obtenus sans dépassement global de coût pour ce volet. Ceci s'explique par le fait que le coût unitaire des CEP est inférieur à la prévision (taux de change favorable), la taille du CEP a été réduite et que certains matériels lourds (charrue, herse) sont moins utilisés par manque de bœufs de trait.

Type de CEP	Nombre CEP			Personnes formées			Superficie réplcation (ha)
	Z. consolid.	Z. extension	Projet	Total	femme	%femme	
Agriculture	70	494	564	10 838	3 149	29%	3 370
Apiculture	22	42	64	762	76	10%	-
Elevage porc	-	12	12	60	26	43%	-
Agri.conserv.	46	58	104	1 154	406	35%	183
TOTAL	138	606	744	12 814	3 657	29%	3 553

Les CEP sont mis en œuvre par les animateurs des 4 ONGT. L'OPR FITAME apporte un appui technique pour la réalisation des CEP apiculture et la production de semences de pois du Cap.

9 visites échanges ont été organisées (taux de réalisation: 14%). Elles ont rassemblé 153 producteurs dont 31% de femmes.

La construction de 14 couloirs de vaccination prévue est ajournée à cause de la réticence des éleveurs à rassembler le bétail en brousse. 2 locaux pour guichet unique bovins et 2 couloirs de vaccination au niveau de marchés de bovidés sont réalisés à Manja et Betanatana.

Dans le cadre des activités de reboisement, 39 pépiniéristes formés sur 26 prévus (150%) ont été formés et suivis par le Centre d'expérimentation et de formation en fruits et légumes (CEFFEL). 185 439 arbres ont été plantés par 15 406 bénéficiaires (53%) dont 42 % de femmes. Les actions environnementales ont concerné: (i) la plantation de 3 442 arbres dans 19 écoles et de 2 056 plants de kaboka (*Voacanga thouarsii*) par les AUE; et (ii) la formation d'un réseau de 15 formateurs paysans en foyers améliorés et la diffusion de 410 foyers.

AD2M a contribué à la lutte antiacridienne par: (i) un abondement d'un million USD au programme géré par la FAO (2016); et (ii) l'appui avec un montant de 185 000 USD et à la lutte terrestre menée en 2017 par la CALAT. AD2M a

également contribué à la lutte antimurine et à l'information/formation sur la lutte contre la chenille légionnaire.

FDA. Le Projet a fourni en 2017 aux FDA du Menabe et du Melaky de matériel roulant et informatique ainsi qu'une contribution aux fonds de service de 110 millions MGA par région. Fin 2018, 80% de contribution a été décaissé pour 3 OPR dans le Menabe (1 241 personnes touchées) et 85% dans le Melaky. Une nouvelle demande d'abondement vient d'être transmise au Projet.

Accès aux semences de qualité. Le Projet a procédé à la sélection et à la formation de 7 nouveaux paysans producteurs de semence (PPS) dans la zone d'extension, ainsi qu'au recyclage de 6 anciens PPS dans la zone de consolidation. Depuis le démarrage, le Projet a appuyé la production totale de 78 t de semences sur les 250 t prévus pour la durée du Projet (taux de réalisation: 31%).

Accès aux matériels agricoles et autres intrants commerciaux. AD2M a appuyé l'installation de 4 mécaniciens réparateurs de matériel motorisé (zone de consolidation), la formation de 3 artisans de matériel agricole et de 2 mécaniciens. Il a appuyé l'installation d'un atelier de fabrication de ruches à Antsalova. 23 détenteurs de boutiques d'intrants ont été formés. 3 boutiques d'intrants ont été construites et 4 sont en cours. 7 017 unités de matériel agricole et 1 100 ruches ont été produits par les artisans promus par le Projet.

Microprojets aux plus vulnérables (MPV). Depuis le démarrage du Projet, 273 MPV ont été mis en œuvre, bénéficiant à 1 794 personnes dont 1 197 femmes (67%). Le taux de réalisation en nombre de MPV pour 3 années de fonctionnement effectif du Projet est conforme aux prévisions du DCP, mais avec un nombre moyen de personnes légèrement inférieur aux prévisions (-12%).

Composante 2. Appui à l'accès aux marchés et aux opportunités économiques

Sous composante 2.1. Infrastructures de désenclavement, stockage et valorisation des produits

Les principaux produits attendus au niveau de cette sous-composante sont; (i) la réhabilitation de 34 km de pistes rurales; (ii) la construction de 9 embarcadères; et la construction de 24 bâtiments (stockage, conditionnement).

Infrastructures de désenclavement. Le Projet a opté pour asseoir d'abord les investissements dans la base productive, en particulier les aménagements hydro-agricoles, avant d'enclencher les investissements dans les ouvrages de désenclavement et de valorisation des produits agricoles. Ainsi, seuls 4,5 km de pistes ont été achevés (RN34 – Analambiby) et des travaux sont en cours sur 4,3 km de piste sur l'axe Tsaraotana-Ambatomisay, soit un de 8,8 km de piste pour fin 2019 (taux de réalisation: 26%).

Infrastructures de valorisation des produits. Aucune infrastructure n'a été construite du fait que les zones de forte production ne sont pas définitivement identifiées et que l'activité de microfinance justifiant la création de greniers communautaires villageois (GCV) n'a pas démarré (taux de réalisation: 0%).

Sous composante 2.2. Appui au partenariat OP/OM et accès aux services financiers

Cette sous-composante vise à améliorer l'accès des petits producteurs à des marchés rémunérateurs et à des services financiers de proximité adaptés à leurs besoins.

Appui au partenariat OP/OM. L'approche choisie par le Projet a privilégié dans un premier temps la prospection d'opérateurs de marché (OM) désirant s'engager dans des partenariats commerciaux avec les EAF et ensuite l'organisation des producteurs, une fois les opportunités de marché confirmées.

Le Projet a déployé beaucoup d'effort pour: (i) faire la promotion des produits des deux régions au niveau des OM; (ii) identifier des OM fiables et d'une bonne envergure; et (iii) élaborer de premières opérations de vente de produits (maïs, haricot, oignon, miel,...). 81 paysans leaders ont participé à 10 manifestations nationales (FIER MADA et FIA), régionales (RENALA et MAHALOMBA).

A travers les foires agricoles et la multiplication de contacts avec les acteurs du secteur privé, 7 contrats ont été formellement conclus ou sont en cours de signature avec des OM. Mais les activités de structuration des OP à caractère commercial n'ont pas été menées.

Accès aux services financiers. L'objectif de cette activité est de permettre à 4 600 ménages d'avoir accès aux services de finance rurale par le biais d'un réseau d'IMF viable, comprenant notamment la mise en place de 8 caisses. Aucune activité n'a été menée, car la CECAM, seule IMF intervenant dans la zone du Projet, ne compte plus étendre son réseau de caisses physiques dans la zone d'AD2M.

De manière générale la réalisation de la composante 2, avec un taux d'exécution physique de 11% et financier de 9% est très faible et nécessite des changements de stratégie qui ont été discutés et validés avec l'UGP (voir section Modification).

[2] niébé Black Eyed dit "Black eyes", haricots rouge et marbré.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Prendre attache avec le PACFC pour la mise en place d'un partenariat pour la réalisation des pistes de désenclavement des périmètres hydro-agricoles du district de Manja.	CP	08/2019
Prendre des mesures transitoires pour les terres en cours d'aménagement afin d'éviter les tentatives d'immatriculation de parcelles avant la distribution finale aux bénéficiaires ciblés par le Projet.	MAEP	10/2019
Lancer l'appel d'offre pour la 2ème tranche des travaux du PI de Vondrove	CPM	12/2019
Relancer l'acquisition des stations agro-météorologiques par appel d'offre ouvert à l'échelle nationale.	CPM	12/2019
Mettre en place le dispositif de collecte périodique des données sur le Score de consommation alimentaire (SCA) dans le Melaky et le Menabe.	ORN	12/2019
Mener une étude sur la performance des MPV en vue d'intensifier les appuis spécifiques à l'endroit des producteurs les plus vulnérables et d'accroître les investissements dans les activités les plus rentables.	CAOP	12/2019
Renforcer les actions de plaidoyer en faveur du principe d'équité d'accès à la terre auprès des autorités compétentes (Services régionaux, régions, communes, communautés locales).	UGP	12/2019
Valoriser les contributions des bénéficiaires et les comptabilisées dans les rapports financiers.	RAF, ROP	12/2019
Appliquer une stratégie et des instruments de promotion des OP à caractère commerciale.	ROP	12/2019
Réaliser une étude de faisabilité sur la possibilité et les conditions de mise en place d'un service financier numérique dans les zones d'intervention du Projet.	CP	12/2019
Confier la réalisation des SAC à un bureau d'études chargé de recruter toutes les spécialités exigées.	CAOP	12/2020
Classer en PI partenaire[3] Demoka-RD car la gestion et l'entretien de la prise dépassent la capacité des usagers. [3] Les PI partenaires sont des PI dont la totalité ou une partie relèvent de la gestion de l'Etat.	MAEP	12/2020

E. Exécution du projet

a. Efficacité en matière de développement

Effacité en matière de développement

Effacité

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le Projet a déployé des efforts considérables afin de combler son retard de démarrage. Les travaux d'aménagement, à la base du Projet, ont notamment souffert de ce retard, mais la situation actuelle présage l'atteinte des résultats quantitatifs d'ici 2021. Les activités d'amélioration de la base productive restent un domaine important où le Projet dispose d'une bonne expertise, mais il reste beaucoup à faire dans les zones d'extension. Par contre, les résultats en matière d'accès aux marchés et aux opportunités économiques restent très faibles encore. La Mission estime que le Projet a besoin d'ajustements en termes de stratégies opérationnelles et d'une prorogation de sa durée afin d'atteindre les résultats attendus.

Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité

A mi-parcours de sa mise en œuvre, le Projet a réalisé des avancées notables sur certains volets de la composante I mais d'importants résultats restent à matérialiser en matière de mise en valeur agricole et d'appui à la mise en place d'organisation de producteurs qui rendent des services aux membres. Le nombre de ménages bénéficiaires est actuellement de 22 186 sur les 57 000 ménages prévus, soit un taux de réalisation de près de 39% de l'objectif total.

Les informations disponibles au sein du Projet ne permettent pas d'apprécier convenablement les résultats traduits par la mesure des indicateurs d'effets. Toutefois, la Mission note les investissements considérables consentis dans l'extension des superficies, l'intensification agricole et les évolutions prometteuses dans le développement de partenariats en vue d'améliorer l'accès des producteurs aux marchés rémunérateurs.

En termes de produits liés aux activités réalisées dans la première composante, les réalisations en matière d'aménagements hydro-agricoles, avec 380 ha de superficie livrés, restent modestes au regard de l'indicateur du cadre logique, mais les travaux d'aménagement sont assez avancés et permettent d'espérer la réalisation de 2 330 ha additionnels à la fin de l'année 2019. Vu le rythme de lancement des nouveaux travaux et l'avancement des chantiers en cours (5 680 ha), le Projet devrait pouvoir réaliser ses objectifs quantitatifs en matière de superficie aménagée. Par ailleurs, 32 OP de gestion des infrastructures mises en place durant la première phase ont atteint un niveau d'autonomie avancé et 6 périmètres irrigués regroupant 14 AUE feront l'objet de transfert de gérance cette année. Par contre, l'organisation des usagers n'est qu'à son début dans les zones d'extension où les travaux d'aménagements sont en cours. 7 313 producteurs, soit 39% des objectifs sont membres des OP d'usagers appuyés. La Mission constate que la structuration des producteurs se fait surtout autour des infrastructures et n'est pas encore développée sur l'accès aux marchés. Les efforts dans le déploiement de services d'appui à la production sont appréciables, l'on peut citer entre autres les 78 t de semences de qualités produites (31% de l'objectif), les 14 245 personnes formées aux techniques de production (95% de l'objectif) dont 60% sont des femmes et des jeunes ou encore les 2 259 personnes bénéficiaires de certificats fonciers (18% de l'objectif), dont 41% sont de femmes et de jeunes.

Dans la composante d'appui à l'accès aux marchés et aux opportunités économiques, les résultats traduits en termes de produits ne sont pas tangibles encore. En matière d'infrastructure, seulement 4,5 km de pistes rurales sur une prévision de 40 km sont réalisés et les infrastructures de transformation et/ou de stockage ne sont pas entamées encore. Quelques partenariats sont noués avec les opérateurs de marchés notamment dans de nouvelles filières émergentes comme le maïs ou le miel. Ces collaborations ne sont qu'à leur début et les avancées enregistrées ne permettent pas encore d'en apprécier la pertinence et les retombées auprès des producteurs. Le développement de services financiers adaptés aux producteurs n'a connu aucun avancement, faute d'institutions financières intéressées, le Projet est en cours de recherche d'autres alternatives.

La Mission a travaillé sur les dispositions à prendre afin de rattraper les retards enregistrés et d'atteindre les résultats prévus. L'ensemble des mesures convenues dans le cadre de la Mission, notamment la prorogation de la durée de mise en œuvre, convergent dans ce sens.

Axe de développement

Ciblage et portée

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

Le Projet a mis en œuvre le ciblage géographique, l'auto-ciblage et le ciblage direct selon les grandes lignes de la stratégie de ciblage adoptée dans le DCP. Une des forces indéniables du Projet est d'être l'un des rares intervenants dans des zones très reculées et enclavées de Madagascar, où la précarité des populations est souvent aggravée par l'insécurité. Les différentes formes d'appui de AD2M-II touchent effectivement les trois types d'EAF définis initialement. Cependant, les appuis spécifiques à l'endroit des EAF 3 méritent d'être renforcés. La performance en matière de ciblage est jugée satisfaisante.

Principaux problèmes

Ciblage géographique. Conformément au DCP, la stratégie du Projet repose premièrement sur un ciblage géographique, le choix actuel des pôles de développement agricole est pertinent dans ce sens. AD2M développe actuellement 4 nouveaux pôles tout en étendant/consolidant ses activités dans les 4 pôles de la 1^{ère} phase. Ce sont des zones avec d'importantes potentialités agro-économiques à valoriser, présentant une concentration élevée de producteurs pauvres, généralement enclavés et où la dégradation des sols et les effets du CC affectent le capital productif des populations. D'ailleurs, le Projet se trouve souvent être un des rares acteurs de développement travaillant dans ces zones reculées.

Auto-ciblage. Les actions et les services développés par le Projet sont expressément formulés et adaptés pour répondre aux besoins des différentes couches socio-économiques de ménages ruraux, notamment par rapport à la typologie des EAF adoptée pour la deuxième phase: (i) EAF3, en situation de déficit alimentaire chronique, étant les plus vulnérables; (ii) EAF2, ayant une autosuffisance alimentaire avec un surplus pour la vente; et (iii) EAF1 tournées vers le marché. D'une manière générale, l'implication des EAF en tant qu'acteur et bénéficiaire du Projet s'effectue selon une démarche volontaire de leur part.

Les 22 186 bénéficiaires se répartissent comme suit:

- 3 821 EAF1 (17% des bénéficiaires), principalement appuyés à travers les CEP (71% d'entre eux), la sécurisation foncière et la délivrance de certificat foncier (23% d'entre eux).
- 11 692 EAF2 (53% des bénéficiaires), notamment appuyés à travers les CEP (85% d'entre eux).
- 6 673 EAF3 (30% des bénéficiaires) qui sont surtout appuyés à travers les plantations d'arbres (63% d'entre eux), les activités d'éducation nutritionnelle (34% d'entre eux) et les MPV (20% d'entre eux). Ces MPV sont concentrés dans les cultures maraîchères, l'aviculture, l'élevage de petits ruminants et la pêche.

Ciblage direct des EAF3. La démarche inclusive adoptée par le Projet à travers les appuis différenciés selon les catégories de bénéficiaires est certainement pertinente. Actuellement 1 794 EAF ont pu bénéficier des MPV, soit 36% de l'objectif. Les informations disponibles à ce jour ne permettent pas d'apprécier assez précisément l'évolution des EAF3 appuyés vers les catégories EAF2 et 1. La Mission recommande de mener une étude sur la performance des MPV en vue d'intensifier les appuis spécifiques à l'endroit des producteurs les plus vulnérables et d'accroître les investissements dans les activités les plus rentables, permettant réellement aux ménages de sortir de leur situation de précarité. Dans les futurs attributaires de parcelles irriguées figurent de nombreux EAF3.

La Mission a apprécié la disponibilité des données par type d'EAF, les différentes activités appuyées et surtout la désagrégation du nombre de bénéficiaires selon le sexe et l'âge.

Égalité des sexes et participation des femmes

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Globalement, le Projet intervient selon la stratégie genre et pro-jeune adoptée à la conception. Actuellement, 31% des bénéficiaires directs du Projet sont des femmes, un taux qui est supérieur aux prévisions. Les jeunes commencent aussi à évoluer dans quelques activités promues par le Projet. Au-delà des chiffres et des taux globaux, leur intégration à travers les différents appuis spécifiques est indéniable. Les outils de gestion du Projet intègrent des mesures spécifiques pour ces groupes prioritaires, cependant les changements constatés ou les effets des actions d'autonomisation ne sont pas suffisamment documentés pour permettre une appréciation objective. La prise en compte du genre et qualité de la participation des femmes et des jeunes est jugée moyennement satisfaisante.

Principaux problèmes

Accès aux actifs fondamentaux. Le Projet favorise l'inclusion et l'autonomisation économique des femmes et des jeunes, notamment à travers le CEP où ils peuvent avoir accès à certains moyens de production, à des connaissances et à des technologies liés à leurs métiers. Parmi les 14 245 producteurs encadrés dans les CEP, 32% sont des femmes et 28% sont des jeunes. Les femmes sont particulièrement actives dans l'élevage porcin, la culture d'oignon et d'arachide, la plantation d'arbres et l'arboriculture fruitière ainsi que l'agriculture de conservation d'une manière générale. En outre, 1 163 bénéficiaires de MPV, soit 71% du total de bénéficiaires de MPV sont des femmes. Elles sont surtout présentes dans les microprojets sur le maraîchage et à l'aviculture. Concernant la sécurisation foncière, 41% des 2 972 personnes bénéficiaires de CF sont de femmes et des jeunes. Les efforts du Projet dans la promotion de l'autonomisation des femmes et des jeunes sont évidents, cependant les effets de ses actions auprès des groupes cibles restent à documenter.

Accès à la terre dans les nouveaux aménagements. La stratégie de ciblage de même que la stratégie genre et pro-jeune adoptées à la conception du Projet insistent sur le fait que le processus de médiation foncière autour des nouvelles terres aménagées devra être conçu et mis en oeuvre avec des principes d'équité visant à réduire les inégalités sociales et permettre aux groupes souvent marginalisés, comme les femmes et les jeunes, de jouir de la propriété foncière. En

effet, les nouveaux aménagements hydro-agricoles offrent une opportunité rare à ces groupes vulnérables qui n'y ont pas encore eu accès auparavant. A ce stade, aucune mesure concrète allant dans ce sens n'a été prise par les acteurs locaux, car le dialogue social autour des nouvelles terres irriguées n'est qu'à son début.

Rôle dans les affaires communautaires. Le pourcentage des femmes parmi les membres des 75 OP (AUE/COGEPEC et AEL) consolidées représente 19%. 34 femmes siègent actuellement au niveau de leur instance de décision (présidente, vice-présidente, conseillère, commissaire aux comptes, trésorière, secrétaire). De par la nature même de ces organisations communautaires centrées sur les infrastructures de production et historiquement dévolues aux hommes, il reste assez difficile pour les femmes et les jeunes d'y prendre part pleinement. Les appuis du Projet dans la structuration des OP en vue de renforcer les capacités économiques des producteurs ne sont pas encore très développés à ce stade. Le développement de ces OP à vocation commerciale donnera certainement davantage d'opportunités aux femmes et aux jeunes de jouer un rôle prééminent dans les prises de décisions relatives à leurs secteurs d'activités respectifs.

Bien être et travail. Les activités spécifiquement destinées à améliorer la situation nutritionnelle auprès des ménages, notamment la promotion de jardins potagers sont principalement dédiées aux femmes. Ainsi, 71% des 6 502 bénéficiaires de ce volet sont des femmes et 916 d'entre elles ont été à ce jour appuyées dans la mise en place de leur jardin potager familial. Par ailleurs, la promotion de foyers améliorés vise principalement la réduction des coûts énergétiques des ménages, mais cela devrait également contribuer à l'allègement du travail des femmes, d'une manière générale. Par ailleurs, 25 des 48 animateurs en foyers améliorés formés sont des femmes. Cependant, les résultats enregistrés dans ce domaine restent encore très modestes avec 776 foyers diffusés sur un objectif de 5 000.

Productivité agricole

Note: 5

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les relevés de rendement présentés dans le tableau ci-dessous ont été effectués sur des parcelles de producteurs participant au CEP. Ils sont significativement supérieurs à celles cultivées traditionnellement. La contribution à la productivité agricole est jugée satisfaisante.

Principaux problèmes

Spéculation	Rendement moyen (t/ha)				Augmentation %
	Référence	2017	2018	moyenne	
Riz irrigué	2	3,4	3,75	3,6	79%
Riz sur MME	1,5	2,1	2,5	2,3	53%
Haricot	0,8	1,2	1,2	1,2	50%
Pois du Cap	0,8	1,2	1,2	1,2	50%
Arachide sur tanety	0,8	1,2	0,8	1,0	25%
Arachide sur décrue	-	-	1,7	1,7	

MME : Mauvaise maîtrise d'eau

La formation technique et économique (établissement de compte d'exploitation) des producteurs à travers les CEP, l'introduction de l'agriculture de conservation et de l'intersaison couplée à l'apport de fumure organique (fumier ou compost) et l'utilisation des semences certifiées ont été des éléments déterminants de l'augmentation de la productivité agricole (augmentation du rendement et de l'intensité culturale).

La formation des producteurs sur les nouveaux AHA ne pourra se faire que lorsque les travaux d'aménagement seront achevés et le système hydraulique fonctionnel.

Nutrition

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les activités d'éducation nutritionnelle des ménages sont menées depuis 2017. Une nouvelle convention a été établie avec les deux ORN Menabe et Melaky pour la période de mai à octobre 2019 pour mettre en œuvre des actions intégrées en matière de nutrition au niveau des communes cibles du Projet. Par ailleurs, la diversification des cultures en intersaison a apporté une diversification de l'alimentation des producteurs et a assuré la disponibilité des aliments (stock ou achat à partir du surplus de revenu) au niveau des ménages. Les jardins potagers ont également amélioré le régime alimentaire et le revenu des ménages. L'enquête d'effet de l'ensemble des interventions devra être intégrée dans le prochain PTBA. Les activités sont jugées moyennement satisfaisantes.

Principaux problèmes

Le partenariat avec l'ORN apporte une synergie intéressante avec les autres actions du Projet: (i) le cofinancement de 25% permet d'étendre et renforcer les actions dans le domaine de la lutte contre la malnutrition; (ii) l'intervention de l'ORN touche l'ensemble de la population des communes d'intervention et d'avoir ainsi un impact plus large au niveau de la

population rurale. Ainsi à titre illustratif pour la région du Menabe, l'objectif est de: (i) réduire le taux des enfants ayant un faible poids à la naissance de 11,4% à 9% avec un résultat actuel de 10,4%; (ii) maintenir le taux de la malnutrition aigüe sévère inférieur à 5%, avec un résultat actuel de 3,1%; et (iii) réduire le taux d'insuffisance pondérale de 18% à 12%, avec un résultat actuel de 14,8%.

Le retard dans le déblocage du budget de l'ONN aux ORN risque de réduire l'impact des activités de diversification alimentaire dans le domaine de la promotion du petit élevage. Ceci peut être atténué par les MPV petit élevage du Projet.

Les principaux bénéfices rapportés à la Mission par les bénéficiaires des potagers familiaux sont: (i) la diversification de l'alimentation grâce à la consommation des légumes; (ii) la disponibilité d'aliments diversifiés et de sous-produits aussi pour le petit élevage, surtout pour l'élevage porcin; (iii) l'amélioration de revenu grâce à l'économie générée par la disponibilité des aliments (au lieu d'acheter) et à la vente des produits au marché ou auprès des collecteurs à un meilleur prix. Le surplus de revenu présente une opportunité pour les ménages pour (i) étendre leur champs de culture (par achat ou location); (ii) avoir recours à plus de main d'œuvre pour travailler les champs; (iii) acheter les produits de première nécessité et améliorer la qualité et la quantité de leur alimentation; et/ou (iv) constituer aussi une épargne. Les résultats des actions sur l'éducation nutritionnelle seront confirmés par l'enquête d'effet que le Projet conduira, mais aussi par les études réalisées par les ORN.

Compte tenu de la nature des interventions du projet, le Score de consommation alimentaire (SCA) des ménages serait l'indicateur le plus approprié pour mesurer les effets au niveau de l'ensemble des bénéficiaires. L'ORN du Menabe a déjà initié une enquête SCA en 2018. Elle sera mise à l'échelle dans toutes les communes d'interventions dans les deux régions. Et, afin de garantir l'amélioration de l'alimentation par le surplus de revenu des activités agricoles, l'éducation des ménages sur la gestion financière fera partie des appuis des ONGT.

Adaptation aux changements climatiques

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les activités du Projet visent à la fois l'atténuation des effets du changement climatique et l'adaptation et la résilience des producteurs aux chocs climatiques par la promotion de variétés résilientes, l'adoption de cultures adaptées, l'agriculture de conservation, le développement du petit élevage pour améliorer le revenu et la sécurité alimentaire, ... Les informations agro-météorologiques devraient orienter les décisions en termes de culture et de calendrier agricole. Un protocole de collaboration a été signé en 2017 avec la DGM pour l'appui et la coordination des activités. Cependant, les 5 stations agro-météorologiques restent à acquérir. L'adaptation au changement climatique est jugée moyennement satisfaisante.

Principaux problèmes

Les zones d'intervention du Projet sont caractérisées par un déficit pluviométrique durant les 3 dernières années, un retard de l'installation des pluies et leur répartition erratique dans les deux régions. Ceci a affecté aussi bien les cultures de saison que de contre saison. Pour les cultures de décrue, le faible débordement des fleuves a entraîné des pertes de cultures et une réduction des superficies cultivables faute d'humidité suffisante.

Les connaissances autochtones sont valorisées au niveau du Projet pour améliorer l'adaptation des producteurs au changement climatique. Les producteurs sont accompagnés dans le choix des cultures et des variétés, notamment pour la contre saison, les assolements en fonction de la pluviométrie et des dépôts alluviaux: maïs, niébé, haricot après le riz s'il y a eu une pluviométrie suffisante, suivi par la culture de maïs avant la prochaine saison du riz, etc. Le Projet facilite également l'acquisition des semences et autres intrants agricoles, la diffusion de nouvelles techniques au niveau des CEP, ainsi que la recherche de marché pour les produits de rente.

Concernant les 5 stations agro-météorologiques, les sites d'implantation ont déjà été choisis en concertation avec la DGM, et en tenant compte des autres installations réalisées par d'autres acteurs. Le Projet relancera les procédures d'acquisition. En attendant la livraison et l'installation de ces stations, il importe pour le Projet de préparer, dès à présent, le système de diffusions des informations agro-climatiques jusqu'aux producteurs à travers les canaux adéquats et langages appropriés. Les compétences des structures au niveau régional seront renforcées davantage afin d'assurer la pérennisation de l'équipement et la disponibilité des informations utiles au niveau des producteurs et des décideurs.

Les aménagements hydro-agricoles sont également des mesures d'adaptation au changement climatique en favorisant l'accès des producteurs à l'eau pour irriguer les champs de culture.

b. Durabilité et transposition à plus grande échelle

Institutions et participation à l'élaboration des politiques

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le Projet s'inscrit et participe entièrement aux politiques nationales, en particulier le Programme sectoriel agriculture élevage et pêche (PSAEP), la stratégie nationale de développement rizicole, la Stratégie de services aux agriculteurs (SSA), la planification territoriale et communale, le Programme national foncier. Avec les investissements en cours dans les AHA, l'appui-conseil agricole et l'accès aux marchés, AD2M contribue à l'atteinte des objectifs de l'IEM, particulièrement pour le "contrat objectif" d'autosuffisance alimentaire. AD2M apportera des contributions significatives à l'atteinte des inducteurs de résultats relatifs à la production rizicole et aux superficies agricoles irriguées. La participation au dialogue politique est jugée moyennement satisfaisante.

Principaux problèmes

Une des spécificités d'AD2M réside dans sa contribution majeure dans la mise en œuvre de la politique foncière malgache, caractérisée par la gestion foncière décentralisée au niveau des communes dont les compétences comprennent l'émission de CF. Spécifiquement, AD2M appuie l'installation des GF et des CRIF au niveau des communes ainsi que le renforcement des capacités des acteurs intervenant dans la politique de sécurisation foncière. Suite à la déperdition du cheptel bovin, les certificats fonciers sont désormais acceptés comme garantie de crédit dans certaines IMF dont les CECAM.

Au niveau de la planification territoriale et communale, AD2M concourt à la réalisation des documents de planification, tels les PCD, les SAC et les SRAT.

AD2M continue aussi à apporter un appui dans le renforcement des moyens d'action des instruments de la politique agricole de Gouvernement Malgache, particulièrement les démembrements régionaux du FDA, de la Chambre d'agriculture, des Centres de services agricoles (CSA), des Groupes de travail pour le développement rural (GTDR).

AD2M a également contribué à l'organisation de l'atelier régional des institutions foncières africaines sur la sécurisation des droits fonciers communautaires en Afrique qui a lieu en mai 2019 à Antananarivo Madagascar. Cet atelier a été co-organisé par l'Initiative des droits et ressources (RRI), la Coalition internationale pour la terre (ILC), la Solidarité des intervenants sur le foncier (SIF), et en collaboration avec le Ministère en charge de l'aménagement du territoire (MATHTP).

Établissement de partenariats

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le Projet a établi actuellement 19 accords de partenariat (voir appendice 5) afin d'assurer la professionnalité de ses interventions sur le plan technique et organisationnel et créer les conditions favorables à la pérennisation des investissements réalisés. Les partenariats majeurs en cours concernent: (i) les 4 ONGT de mise en œuvre des activités de terrain (CODE Menabe, MADE Sarl, TOKY FAMPANDROSOANA et SARAGNA); (ii) des institutions publiques: FDA-R, ONN/ORN, institutions foncières, DGM, ...; (iii) des établissements de formation; et (iv) divers opérateurs privés. Cependant les contrats cadre avec les OM peinent à déboucher sur des opérations commerciales contractuelles avec les OP. La mise en œuvre de partenariats est jugée moyennement satisfaisante.

Principaux problèmes

Partenariats avec les OM. Des entreprises leader sur les filières appuyées par le Projet (SAHANALA, AGRIPRO et LFL dans la filière maïs et SSM dans la filière miel) ont été démarchées par l'UGP. 7 contrats ont été formellement conclus ou sont en cours de signature avec les sociétés SAHANALA, AGRIPRO, Beekeeper, Senteur et Saveur du Monde, AWT, SIMIMEX, DANISH). Les filières concernées sont le maïs, le miel, l'arachide et les grains secs (Black eyes, haricot lingot blanc, haricot rouge, pois du Cap, etc.). Ces OM proposent ou envisagent de proposer des services aux agriculteurs dont des services de labour, de fourniture de semences et autres intrants, d'extraction de miel, de formations et de conseil agricole. Au cours de la Mission, il a été convenu que ce processus entamé par le Projet serait élargi et consolidé grâce à un partenariat institutionnel avec la FCCIM.

Signalons que le Projet collabore avec la Fédération des paysans du Menabe (FITAME) qui propose des prestations dans la multiplication de semences du pois du Cap et d'appui-conseil des EAF en apiculture.

Assistance technique et contrôle des travaux. Le Projet a établi un contrat de prestation de service avec le Bureau de contrôle BRL Madagascar pour garantir la qualité de l'exécution des travaux d'aménagements hydro-agricoles. Ce contrat inclut les interventions du Laboratoire national des travaux publics et du bâtiment (LNTPB) qui réalise les sondages et essais in-situ. Ce montage a permis au Projet non seulement d'apprécier l'importance des risques au niveau des ouvrages, puis d'examiner la conception proposée (barrage de Marifilaly), mais aussi d'évaluer les variations des quantités de travaux (déblais rocheux et substitution) pour les marchés de grands PI en cours.

FDA. La contribution du Projet aux fonds de service des FDA régionaux est destinée à 3 volets: (i) Renforcement des OPR/OPB; (ii) Equipement collectif; et (iii) Investissements hors zone Projet. La priorité est donnée aux demandes d'OP. Le décaissement de la première allocation d'environ 28 000 USD versée en 2017 à chaque FDA-R a pris plus de 2 ans. Les fonds accordés à 3 OPR dans le Menabe ont servi à financer de la formation et de la distribution d'intrants et de

matériels à leurs membres. Le fonctionnement de ce fonds souffre de la faiblesse des moyens humains et matériels, des délais administratifs de traitement de dossier très longs (6 à 8 mois) et du montant limité du fonds de service. Le nombre de dossiers de financement soumis est en baisse par rapport à la période pilote du FDA.

Finance rurale. Durant sa 1^{ère} phase, AD2M a établi un partenariat avec le CECAM pour les services financiers ruraux dans les zones de consolidation du Projet en fournissant: (i) 10 bâtiments et équipements en succursale; (ii) la formation du personnel; et (iii) une subvention pour les coûts opérationnels. Ce partenariat devait être poursuivi au cours de la deuxième phase dans les zones d'extension. CECAM a toutefois perdu de son intérêt pour le modèle de partenariat, lié au fait: (i) de l'éloignement des zones d'extension par rapport aux centres urbains; (ii) des coûts de maintien de caisses en zone rurale trop élevés; (iii) de la dégradation de la situation sécuritaire (attaques et vols fréquents: cinq attaques de caisses CECAM ont été enregistrées par l'URCECAM Menabe en 2018-2019). L'URCECAM Menabe a informé la mission que près de la moitié des caisses appuyées en 1^{ère} phase n'était pas rentable et qu'il n'est pas envisageable d'étendre le réseau CECAM dans les zones d'extension. Cependant, la CECAM a récemment développé et testé une alternative plus rentable: le service financier numérique via un réseau d'agents bancaires. AD2M étudiera avec l'UNICECAM et l'URCECAM la possibilité de l'initier dans les zones cibles du Projet.

Désenclavement du pôle de Manja. Le Projet d'aménagement de corridors et de facilitation du commerce (PACFC), financé par l'Union européenne, la BAD, l'OFID et le Gouvernement dispose d'un volet pistes rurales pour connecter les zones de production du district de Manja avec la RN9. Le chantier de réhabilitation et de bitumage de la RN9 est en bonne voie et devra permettre à terme l'évacuation des produits de Manja vers Tulear. Il est recommandé que l'UGP de prendre attache avec le PACFC pour mettre en place un partenariat pour la réalisation des pistes de désenclavement des périmètres hydro-agricoles aménagés dans le district de Manja.

Capital humain et social et autonomisation

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les acquis de la première phase du Projet en termes de renforcement des AUE ont été maintenus dans la zone de consolidation, tandis que dans les zones d'extension, les actions démarrent progressivement en lien avec l'avancement des AHA. Les compétences des PPS, devenus autonomes dans leur exploitation, ont été renforcées afin de mettre à jour leurs connaissances et les initier à la multiplication de nouvelles espèces liées aux filières soutenues. Toutefois, les OP dans la zone de consolidation ne sont pas encore suffisamment structurées et outillées pour négocier et mettre en œuvre des contrats commerciaux avec les OM. L'appui au développement du capital humain et social est jugé plutôt insatisfaisant.

Principaux problèmes

Dans les zones de consolidation, 32 AUE/AEL sur 38 ont atteint un niveau d'autonomie opérationnelle avancé grâce à un programme de renforcement et d'appui soutenu. En 2018, 179 leaders ont reçu plusieurs formations thématiques axées sur la législation de la gestion de l'eau et des périmètres, les procédures de transfert de gestion des périmètres, la gestion du réseau, un recyclage sur la gestion associative. Quatre visites échanges ont été organisées dont une dans les grands périmètres d'Ambatondrazaka. Concernant les AEL qui sont déjà autonomes depuis 2017, le renforcement s'est limité aux nouveaux membres de bureau. Dans les zones d'extension, le recensement et les actions d'animation et de sensibilisation des futurs usagers de l'eau continuent, renforcés par la formation d'au moins 3 personnes du village sur les techniques d'entretien des infrastructures par les bureaux d'étude, en charge également d'élaborer le manuel de gestion des infrastructures et de l'eau. Afin de garantir la viabilité et l'opérationnalité de la gestion de l'eau et des infrastructures, il est recommandé de: (i) renforcer l'ingénierie sociale en associant les futurs usagers à toutes les étapes à la mise en place des ouvrages (de la conception à la réalisation); et (ii) d'associer étroitement la DRAEP dans la mise en œuvre et le suivi des activités pour une meilleure appropriation et faciliter l'accompagnement post-projet des AUE au besoin.

Les associations des producteurs sont encore fragiles et leurs membres ont pour le moment une faible visibilité sur les marchés de produits agricoles. Pour l'instant, le Projet appuie la mise en relation des producteurs avec les opérateurs privés dont le nombre reste encore limité. Par ailleurs, les collecteurs habituels ou saisonniers imposent leur prix face au besoin de trésorerie des producteurs et profitent de l'enclavement des sites. Les actions prévues par le PTBA 2019 concernant l'appui à l'organisation des producteurs ciblent essentiellement les AUE et les AEL. Compte tenu de l'ampleur des nouveaux périmètres irrigués prévus, la professionnalisation des OP devrait être une priorité pour le Projet pour qu'elles puissent: (i) rendre service aux membres et renforcer leur adhésion pour une meilleure cohésion; (ii) gérer et entretenir convenablement les infrastructures post-récoltes; (iii) défendre les intérêts des membres; et (iv) explorer des marchés, assurer la commercialisation des produits au meilleur prix, négocier, formaliser et garantir le respect des contrats commerciaux.

Les capacités des ONGT devront également être renforcées afin de répondre au besoin des OP, en termes d'institutionnalisation, de professionnalisation et de commercialisation des produits. La Stratégie nationale de développement des coopératives donne des indications sur le développement et le renforcement des coopératives et pourrait servir de guide pour les ONGT.

Qualité de la participation des bénéficiaires**Note: 4****Notation précédente: 4****Justification de la note**

Les bénéficiaires participent à la mise en œuvre du Projet à différents niveaux: (i) la planification locale; (ii) les aménagements hydro-agricoles et leur gestion; (iii) l'action environnementale; (iv) les CEP; (v) le ciblage et l'inclusion des vulnérables. Pour le moment, les OP à caractère économique sont peu nombreuses ou très faibles et les actions de promotion de ce type d'OP menées par le Projet sont jugées insuffisantes. La qualité de la participation des bénéficiaires est jugée moyennement satisfaisante.

Principaux problèmes

Planification. Le Projet utilise une démarche de planification ascendante. Des concertations avec les communautés sont réalisées par les ONGT pour en ressortir les premières propositions d'activités, pour l'élaboration des plans communaux de développement, et pour le choix des bénéficiaires notamment pour les MPV par le biais d'un auto-ciblage.

Aménagements hydro-agricoles. Les bénéficiaires ont été formés pour: (i) apporter leur force de travail à la réalisation des canaux primaires et secondaires; (ii) réaliser la construction des canaux tertiaires; et (iii) gérer l'irrigation par le biais de l'AUE.

Formation des producteurs. Les entretiens avec les bénéficiaires ont montré un fort engouement et une bonne participation des producteurs aux CEP. Ces derniers ont participé largement aux diagnostics, à l'identification et au choix du CEP. Le CEP est considéré comme un instrument très utile pour améliorer les connaissances par la pratique de nouvelles techniques et l'utilisation d'intrants et matériels améliorés dans les filières choisies.

Inclusion des vulnérables. Le Projet a développé une stratégie pour l'inclusion des vulnérables dans le choix, la planification et la mise en œuvre d'actions en leur faveur, notamment à travers le diagnostic participatif et leur contribution au choix et à la réalisation des MPV. L'octroi de MPV est ciblé en particulier sur les ménages vulnérables, qui n'ont pas de terres, dans le but de pouvoir mener des activités rémunératrices et les insérer ainsi dans une trajectoire de développement économique et social. La nature des MPV est laissée au choix des bénéficiaires parmi les 5 types proposés par le Projet. Les MPV volailles et cultures maraîchères sont les plus demandés (respectivement 36%), suivis par l'élevage ovin ou caprin (18%), la pêche continentale (7%) et les MPV non agricole (3%). L'élevage porcin, demandant des ressources, dépassant les capacités d'affouragement des ménages vulnérables, n'est plus inclus dans le programme des MPV.

Pour la période à venir, le Projet devra mettre en place un mécanisme d'enregistrement des contributions des bénéficiaires, qui doivent être comptabilisées dans les rapports financiers.

Adaptabilité des prestataires de services**Note: 3****Notation précédente: 4****Justification de la note**

Les entreprises de BTP disposent des moyens nécessaires et réalisent les travaux de manière satisfaisante. Toutefois, leur recrutement a souvent été difficile faute de réponses aux appels d'offres ou de désistement. Les prestations des consultants sont satisfaisantes mais l'éloignement des zones d'intervention limite les candidatures. Les fournisseurs promus dans le cadre du Projet (pépiniéristes, fabricants de petits matériels agricoles, PPS, etc.) répondent d'une manière satisfaisante aux demandes du Projet et ont le mérite de s'implanter dans la zone. Par contre, les ONG-T devront s'impliquer davantage dans l'ingénierie sociale pour les infrastructures et l'accès des producteurs aux marchés. La réactivité des prestataires de services est jugée plutôt insatisfaisante.

Principaux problèmes

Bureau de contrôle. La Mission a noté avec satisfaction le respect du délai et la qualité des prestations fournies par le Bureau en charge des contrôles et surveillances des travaux. Elle a demandé au Bureau de fournir dans un délai très court les estimations des augmentations des quantités de travaux pour les marchés de grands PI en cours afin d'avoir une vision claire concernant les avenants au marché des travaux.

Entreprise de travaux. Sachant que l'enclavement de la zone du Projet limite l'intérêt des entreprises compétentes à soumissionner aux appels d'offres de travaux, la Mission a constaté une lenteur, probablement due à une faiblesse dans la gestion du chantier, dans la mise en œuvre des travaux pour une entreprise de petite ou moyenne taille (ECSON, entreprise locale, titulaire du Lot 2 - Beboka). La Mission propose que le Bureau de contrôle fasse un coaching pour les PME afin de renforcer leur capacité technique tout en garantissant son rôle de contrôleur et surveillant des travaux.

ONGT. Depuis la première phase, les 4 ONGT ont fait preuve de leur efficacité sur le terrain dans le dispositif de mise en œuvre des activités d'AD2M. Globalement leurs services répondent aux besoins des bénéficiaires. Toutefois, les capacités des agents des 4 ONGT doivent être renforcées afin de permettre d'exécuter convenablement leurs missions,

particulièrement matière d'appui à la mise en place d'OP à vocation économique et de mieux accompagner le processus en cours de développement de l'agriculture contractuelle. Les actions d'information et de sensibilisation des ONGT doivent être renforcées afin que les bénéficiaires soient informés à toutes les étapes de la mise en œuvre des investissements et contribuent au suivi de proximité des activités.

CECAM. Suite à l'échec de la proposition initiale de partenariat avec le CECAM, il est regrettable que les échanges entre les acteurs n'aient pas abouti d'un commun accord à une réorientation des activités à mener en matière de finance rurale.

Gestion de l'environnement et des ressources naturelles

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Depuis son démarrage, le Projet met en œuvre un volet d'appui à la gestion des ressources naturelles à travers la promotion de l'agro-écologie: agriculture de conservation, agroforesterie, arboriculture, système de riziculture intensive, renforcée par des actions de plantation d'arbres, d'éducation environnementale, de protection des sources d'eau, de promotion de techniques agricoles respectueuses de l'environnement. L'environnement et la gestion des ressources naturelles font également partie des priorités des PCD. Toutefois, la non-réalisation d'études de sauvegarde environnementale et sociale préalablement à la réalisation des AHA constitue une des principales lacunes du projet.

Principaux problèmes

Etudes de sauvegarde environnementale et sociale. En concertation avec l' ONE, il faudra s'assurer que tous les investissements en infrastructure en cours et achevés aient fait l' objet d'une mise en conformité avec les procédures nationales et veiller au strict respect des procédures de sauvegarde environnementale et sociale avant le lancement de tout nouveau investissement en infrastructure.

Lutte contre la chenille légionnaire. La filière maïs est actuellement menacée par l'invasion de la chenille légionnaire d'automne (CLA) *Spodoptera frugiperda*. Le Gouvernement a lancé officiellement la campagne de lutte intégrée contre la CLA en février 2019, avec la diffusion de produits homologués pour cette première phase d'urgence. Le Projet a soutenu la DPV pour: ses missions d'expérimentation en vue de l'homologation des pesticides à retenir, la participation des agents des deux DRAEP au regroupement d'information et formations organisées au niveau national, la diffusion de 2 000 fiches de sensibilisation, accompagnée par des séances d'information pour les producteurs.

Actuellement, le Chargé de mise en valeur agricole de AD2M-II et le Coordonnateur adjoint de l'ONGT-MADE intervenant dans le district de Miandrivazo, enregistrant les plus fortes d'infestations, suivent une formation intensive de trois semaines organisée par la FAO pour mettre en place les CEP et la lutte intégrée dans les zones d'interventions du Projet. En outre, 65 personnes dont 49 agents des ONGT ont également été formées sur la reconnaissance, la collecte des données et la lutte intégrée contre la CLA.

Le Projet n'a pas diffusé de pesticides chimiques pour lutter contre la CLA, mais a formé les producteurs à l'utilisation de pièges à phéromone et distribué à titre d'essai 50 pièges à phéromone à 11 producteurs dans la région du Menabe. Par ailleurs, l'expérimentation de diverses des formules de biopesticides se poursuit. Le *neem* semble donner de résultats positifs dans certains champs. L'opérateur privé LFL qui a un contrat d'achat avec les producteurs de maïs diffuse le produit homologué PARAGRI 45, à base d'huiles essentielles.

Education environnementale. Les activités de sensibilisation et d'éducation à l'environnement continuent au niveau de 19 établissements scolaires et au niveau des producteurs. L'éducation environnementale ne pouvant pas être réalisée de manière isolée, devrait être intégrée et accompagnée d'actions concrètes comme l'agro-écologie ou le reboisement, pour bien asseoir et pérenniser les comportements et les pratiques respectueux de l'environnement. Il est recommandé d'intégrer l'éducation environnementale dans les appuis intégrés des ONGT au niveau des communes d'intervention. Le Projet pourrait renforcer le partenariat avec la Direction régionale de l'environnement et du développement durable et également de faire appel à une structure pérenne, comme le Centre de recherche en éducation à l'environnement (CREE) au sein de l'Ecole normale supérieure pour renforcer les compétences des ONGT.

Diffusion de foyers améliorés. Le Projet a initié le développement progressif d'un réseau d'utilisation de foyers améliorés. 15 paysans pilotes sont formés et 410 foyers diffusés au niveau de 322 ménages en 2018. Les ménages ont confirmé plusieurs bénéfices du foyer amélioré: économie de 50% en bois énergie, économie de temps de cuisson allant de 1 à 2 heures par jour pouvant être valorisé au niveau de: l'entretien du foyer, les soins aux enfants, les activités de petit élevage et de potager.

Stratégie de retrait

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Suite à la RMP, la stratégie de sortie d'AD2M-II, qui est déjà énoncée dans le DCP devrait être élaborée de manière plus détaillée et traduite en Plan d'actions en mettant l'accent sur le transfert des savoirs, des investissements physiques et

des responsabilités aux acteurs locaux et aux institutions compétentes selon le concept PATAS (Pérennisation des acquis, transfert des avoirs et des savoirs) (PATAS) recommandé dans le COSOP. Cette stratégie de désengagement du Projet et de pérennisation des acquis est fondée sur le renforcement des capacités et une plus grande responsabilisation à différents niveaux d'intervention en commençant par les OP et les communes rurales. La mise en œuvre de la stratégie de désengagement est jugée moyennement satisfaisante.

Principaux problèmes

La stratégie de désengagement accompagnée d'un Plan d'actions qui devra être élaborée de manière détaillée par le Projet devra comprendre notamment: (i) la capitalisation des expériences et des résultats, le transfert des outils de gestion et de suivi-évaluation aux partenaires clés; (iii) ainsi que le processus à mettre en œuvre pour transférer les savoir et avoir du Projet (PATAS). Un accent particulier sera mis sur la différenciation des interventions entre les zones de consolidation et d'extension.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer de manière détaillée la stratégie de désengagement en différenciant les interventions entre les zones de consolidation et d'extension.	RSE	12/2019

Potentiel de reproduction à plus grande échelle

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

La 1ère phase du Projet est riche en matière d'approche stratégique, de bonnes pratiques, et d'outils à fort potentiel de réplication qui ont été capitalisés en novembre 2017. L'approche pôle de développement guide le ciblage et la séquence des activités d'appui menées dans une zone en cherchant à créer des effets synergiques forts entre les différents volets d'activités. L'approche CEP simplifié, la production paysanne de semences, l'introduction de cultures d'intersaison et de pratiques d'agriculture de conservation, l'octroi de microprojets pour les plus vulnérables permettent d'améliorer en même temps la productivité agricole et la résilience au changement climatique des systèmes de production et des ménages pauvres.

Principaux problèmes

L'approche "CEP simplifié" est une adaptation de la méthodologie CEP au contexte des petites exploitations agricoles familiales de Madagascar et en particulier celles des pôles de production du projet AD2M. Elle répond au besoin des producteurs en matière: (i) d'approfondissement de leurs savoirs face aux contraintes environnementales et climatiques plus fortes; et (ii) d'accès à de nouvelles espèces et variétés ainsi qu'à du matériel plus performant qui ne serait pas possible individuellement. Cette adaptation a été entreprise compte tenu des ressources limitées du Projet et de la grande dispersion des producteurs.

La promotion de paysans semenciers permet: (i) d'améliorer l'offre de proximité des semences les plus recherchées; (ii) de garantir une bonne qualité du matériel végétal; et (iii) de créer des réseaux de multiplication et de diffusion de semences gérables par les producteurs.

Diversification et agriculture de conservation. La pratique de la riziculture de saison suivie d'une campagne de haricot ou d'une autre légumineuse est possible grâce à l'utilisation de variétés de riz à cycle plus court et moins sensibles au stress hydrique. Des techniques d'agriculture de conservation en pratiquant une culture de niébé ou de tsiasisa (*Vigna umbellata*) en contre-saison ont suscité beaucoup d'intérêt chez les producteurs. Cette pratique fournit une couverture du sol en contre-saison qui: (i) améliore la structure et de la fertilité du sol; (ii) facilite la reprise du sol après la contre-saison; et (iii) produit des graines, consommables ou utilisables comme semence.

AD2M a contribué également à la diversification des activités agricoles avec la plantation au niveau des habitations d'arbres fruitiers ou à usage multiple (moringa, neem, ...), le développement de l'apiculture moderne ou l'intensification de l'élevage fermier (volaille, petits ruminants, porc).

Le système de cultures d'intersaison développé par AD2M permet: (i) une augmentation de l'intensité culturale en réalisant une culture supplémentaire dans l'année; (ii) une utilisation plus efficiente de l'eau disponible entre les deux campagnes rizicoles; (iii) la diversification des cultures, bénéfique sur le plan agronomique et économique mais également en termes de résilience aux chocs climatiques; (iv) l'augmentation des productions et des revenus tirés sur les parcelles irriguées, et amortissement plus rapide des travaux d'AHA; (v) l'accès temporaire à des terres pour des ménages qui n'en disposent pas grâce à des location d'intersaison (suivi éventuellement d'une contre-saison selon la disponibilité de l'eau); et (vi) une réduction des coûts de production par rapport à la culture en décrue, nécessitant un gros travail de défriche et de préparation de sol au moment du retrait des eaux.

c. Gestion du projet

Justification de la note

Au 30 juin 2019, le personnel du Projet est composé de 25 agents dont 7 cadres; 10 assistants et employés similaires et 8 personnels d'appui (5 chauffeurs, 2 gardiens et une femme de ménage). Les postes Chargé de suivi du changement climatique, d'Assistant SE et de Chargé de logistique sont vacants suite à la démission de leurs titulaires début 2019. Le recrutement est en cours pour leur remplacement. Le poste de Chargé de passation de marchés (CPM) qui était vacant depuis 2018 vient d'être occupé par l'ancienne Chargée des infrastructures rurales (CIR). Un nouveau CIR a été recruté, avec date de prise de fonction le 12 août 2019. Le personnel passe ainsi à un effectif de 25 agents. La qualité de la gestion du Projet est jugée moyennement satisfaisante.

Principaux problèmes

Pour rétablir l'organigramme conforme au dispositif organisationnel de tous les projets FIDA, la Mission recommande de mettre à jour le Manuel des procédures pour refléter la prise en charge effective des aspects logistiques et administratifs par le poste actuel de Responsable financier et comptable (RFC) qui prendra l'appellation de Responsable administratif et financier (RAF). Un assistant sera recruté pour exécuter les tâches de logistique sous la supervision hiérarchique du/de la RAF.

Gestion des partenaires d'exécution (ONGT). La Mission précédente avait recommandé d'apporter les précisions et modifications suivantes par signature d'avenants avec les ONGT: (i) modifier la fréquence de facturation de 3 mois à 1 mois; (ii) préciser la nature des émargements selon le type de distribution (signature individuelle pour parcelle/matériel individuels, trois signataires pour parcelle ou matériel collectifs); (iii) préciser le caractère forfaitaire des charges incluses dans les contrats comme charges fixes que les ONGT facturent au Projet dans le cadre de leurs prestations. La recommandation n°2 a été mise en application à travers des notes et ateliers; la mise en œuvre de la recommandation n°3 est prévue en fin août 2019.

Les conventions avec les ONGT incluent des kits solaires qui devaient être fournis depuis le démarrage du Projet, pour les besoins de fonctionnement des locaux étant donné que la consommation en carburant des groupes électrogènes est trop onéreuse et que les délestages sont très fréquents. Le Projet a tenté de lancer le processus d'acquisition des kits solaires via l'UNOPS, sans succès. La Mission recommande de diligenter l'acquisition des kits solaires avec un matériel adapté et performant et toutes les garanties nécessaires.

Le personnel des ONGT devrait être revu pour tenir compte de des retards accumulés dans la composante 2 et de l'accent à mettre sur la mise en place et l'accompagnement des OP à caractère commercial et l'agriculture contractuelle. Le budget d'accompagnement a été revu dans ce sens.

Justification de la note

A ses débuts, le Projet a réalisé quelques produits de connaissances pertinentes et intéressantes. Cependant, à défaut d'un plan de capitalisation cohérent et rigoureux, les efforts en matière de documentation des expériences ne sont pas soutenus et les quelques résultats intermédiaires fixés en la matière n'ont pas été atteints. Le Projet se doit de renforcer les activités de communication pour le développement, à travers l'élaboration d'un manuel, d'un plan de communication et surtout la mise en œuvre effective de ce dernier. La gestion des connaissances est jugée moyennement satisfaisante.

Principaux problèmes

Capitalisation et documentation des expériences. Depuis 2016, le Projet a élaboré 4 produits de capitalisation, dont un document mettant en exergue les approches, méthodologies et instruments innovants développés (pôles de développement, CEP, production semencière, culture d'intersaison, sécurisation foncière, services de finance rurale) au cours de la 1^{ère} phase et un reportage vidéo sur les impacts des activités mises en œuvre dans le pôle rizicole d'Ankilizato-Malaimbandy. Les produits recommandés par la précédente mission de supervision ainsi que les 5 études de cas planifiées pour l'année 2019 n'ont pas encore été lancées à ce jour. D'une manière générale, la Mission constate que les expériences du Projet restent insuffisamment documentées, et ce malgré les diverses activités de renforcements de capacités menées en ce sens. Pourtant, le Projet est reconnu au sein du portefeuille pour ses performances, les meilleures pratiques et les innovations développées en son sein. Pour relancer le processus et susciter l'intérêt en interne, les activités de gestion des savoirs et de capitalisation devraient, dans un premier temps, prioriser les besoins d'apprentissage au sein même du Projet. La Mission recommande l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de capitalisation en privilégiant les produits et études de cas spécifiques pouvant promouvoir l'apprentissage en interne, entre les équipes projet et les ONGT.

Echanges. La Mission salue l'effort du Projet dans la promotion des échanges et des partages d'expériences entre les acteurs locaux à travers les AUE. 21 organisations et 171 de leurs membres ont ainsi pu échanger leurs expériences grâce aux initiatives du Projet. Au sein du portefeuille des projets financés par le FIDA, l'équipe d'AD2M-II participe

activement aux sessions d'échanges thématiques organisés par la CAP-FIDA. Par ailleurs, des cadres du Projet ont aussi eu l'opportunité de participer à des événements d'échanges internationaux. La Mission encourage le Projet à poursuivre et intensifier ces initiatives à tous les niveaux (interne, local, national et international), d'établir et de suivre des plans d'action spécifique pour concrétiser, fructifier les acquis de ses événements d'apprentissage.

Communication. Les actions de communication menées sont sporadiques et se caractérisent par une concentration des messages sur les réalisations du Projet. Au-delà des enjeux de visibilité du projet, du MAEP ou du FIDA, la communication pour le développement (C4D) est surtout un outil indispensable pour mobiliser les acteurs partenaires, notamment les bénéficiaires, instaurer la confiance et influencer positivement sur les comportements. Les dialogues sociaux à venir autour des nouveaux périmètres aménagés constituent par exemple des cas édifiants où la communication peut jouer un rôle primordial. Le CERCOM/FLSH, mandaté par la CAP-FIDA a récemment élaboré un guide sur les bonnes pratiques en la matière pour l'usage des projets/programmes. La Mission recommande de diligenter l'élaboration et la mise en œuvre du plan de communication, afin de renforcer les synergies et l'implication des acteurs, partenaires du Projet.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer et mettre en œuvre un plan de capitalisation en privilégiant les produits et études de cas spécifiques pouvant promouvoir l'apprentissage en interne.	CP	12/2019
Diligenter l'élaboration et la mise en œuvre du plan de communication (C4D), afin de renforcer les synergies et l'implication des acteurs, partenaires du Projet.	RSE	12/2019

Utilisation optimale des ressources

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

L'analyse économique et financière du Projet a été mise à jour en prenant les paramètres (rendement, taux d'adoption, prix des produits et coûts) obtenus à partir des visites terrain et de la revue des données de SE du Projet. Pour l'analyse financière, on constate une augmentation des charges de culture et en même temps des rendements par rapport à ceux considérés dans le DCP, et des marges brutes additionnelles positives pour chaque modèle. La rentabilité par périmètre est positive mais avec une très grande variabilité des TRIE et de la VANE, liée à la différence importante des coûts d'aménagement par ha. Pour l'analyse économique, le TRIE s'établit à 11,4% et la VANE à 3,97 millions USD. L'efficacité du Projet est jugée moyennement satisfaisante.

Principaux problèmes

Les marges brutes additionnelles sont toutes positives: (i) pour les productions végétales, elles varient entre 161 00 et 3 930 000 MGA/ha; et (ii) pour les MPV elles varient de 258 167 à 1 120 960 MGA. L'analyse de la rentabilité par périmètre. La rentabilité des périmètres est très variable, avec des TRIE (entre 11% et 263%) et des VANE entre 334 millions MGA (PI Veromanga) et 20 849 millions MGA (PI Vondrove). Les périmètres de Beboka, Marifilaly, Veromanga et Bemarrivo) montrent une rentabilité limitée, cette situation s'explique par le coût d'aménagement élevé, allant jusqu'à 3 508 USD/ha.

Les sources de bénéfices ont été validées et une hypothèse d'extension de la durée du Projet a été prise en compte. Des augmentations de production et de productivité sont prévues grâce à: (i) l'intensification et diversification agricole; (ii) l'amélioration des itinéraires techniques; (iii) l'augmentation de l'utilisation des facteurs de production; (iv) l'amélioration de l'intensité culturale et l'exploitation des AHA; et (v) la gestion durable des ressources en eau et en terre. En outre, deux sources de bénéfice additionnel ont été ajoutées: (i) les revenus additionnels des MPV; et (ii) les revenus additionnels suite aux économies en bois de chauffe et en temps de collecte du bois avec les foyers améliorés. La production additionnelle envisagée suite aux réalisations du Projet est estimée à 25 349 t pour le riz, 1 910 t pour le haricot et 1 050 t pour l'oignon.

Le suivi des comptes d'exploitation et des prix de revient, en cours, doit être poursuivi de manière systématique pour orienter l'appui aux producteurs en matière d'intensification agricole et prise de décision pour le choix des chaînes de valeur.

Les risques principaux pour la rentabilité sont: (i) la disponibilité et l'accès des producteurs aux prestations des services dans la parcelle (mécanisés ou non-mécanisés); (ii) le contrôle de la chenille légionnaire dans la filière maïs; et (iii) l'écoulement de la production et l'existence des acheteurs/collecteurs pour les nouvelles productions dans les zones les plus enclavées.

On considère que les bénéfices sont largement sous-estimés car les calculs ne prennent pas en compte l'énorme impact économique et social du fait des actions de désenclavement de certaines zones très difficiles d'accès den saison des

pluies. De même, l'amélioration nutritionnelle pour les ménages et en particulier les enfants, suite à la création des jardins potagers et aux nouveaux cycles de culture^[4], n'a pas été considérée économiquement.

Concernant les coûts, jusqu'à date, les variations du taux de change (35% cumulé) ont été supérieures aux variations de l'inflation (28% cumulé). Bien que cela affecte différemment les produits importés et les services locaux, ce fait pourrait expliquer: (i) les niveaux des réalisations physiques supérieures aux réalisations financières; et (ii) les économies dans les coûts prévus et réels (pour les microprojets, ou les ONGT, par exemple). La situation est différente pour les infrastructures pour lesquelles ont été constatés des écarts et parfois des difficultés avec les marchés lancés.

Les coûts unitaires des CEP ont enregistré des variations importantes (624 USD par CEP contre 1 700 USD prévus dans le DCP). Néanmoins, au-delà de l'efficacité, ceci s'explique surtout par le fait que, compte tenu de la perte ou du déstockage important de zébus, le matériel à traction animale prévu dans les CEP n'a pas été acquis. Pour la même raison, les superficies de réplification des CEP^[5] ont été réduites, réduisant d'autant les quantités d'intrants et autres matériels prévus.

^[4] Avant les infrastructures, les bénéficiaires ont témoigné que les enfants mangeaient des racines des arbres, ce qui a changé après les réalisations et la disponibilité des produits vivriers.

^[5] Les bénéficiaires des CEP n'ont réalisé en moyenne que 6 ha de réplification par CEP, alors que le DCP en prévoyait 10.

Cohérence entre le PTBA et les activités menées

Note: 3

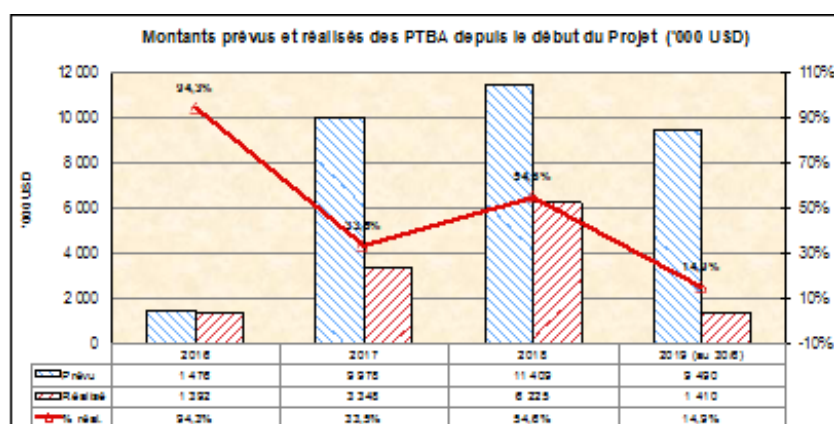
Notation précédente: 4

Justification de la note

D'une manière générale les PTBA sont toujours ambitieux, mais pour diverses raisons évoquées dans différentes sections du rapport (difficultés au niveau des passations de marchés, difficultés à trouver des prestataires qualifiés, lenteur dans l'exécution de certains travaux), les taux de réalisation des PTBA restent très moyens. Ainsi si on ne tient pas compte du PTBA de l'année 2019 qui est en cours, le taux d'exécution financière moyen des PTBA sur la période 2016-2018 est de 48% par rapport aux montants planifiés. Ce taux est fortement lié au taux d'avancement des grands travaux d'aménagement difficile à prévoir du fait des nombreuses difficultés rencontrées au moment de leur exécution. La cohérence entre le PTBA et l'exécution est jugée plutôt insatisfaisante.

Évaluation du PTBA

La revue de l'exécution des PTBA fait apparaître des taux d'exécution financière très variables d'une année sur l'autre qui sont illustrés dans le graphique ci-dessous.



Le taux de 94,3% pour l'année 2016 est exceptionnel. Il est lié à la revue à la baisse importante du PTBA qui a été rendue nécessaire à cause des difficultés d'accès aux ressources financières au cours de cette année de démarrage. Dans les faits, les PTBA 2016-2017 ont ensuite été cumulés, ce qui aboutit à un taux de réalisation financière moyen de 41,4% pour la période 2016-2017.

Le PTBA 2018 a enregistré un taux de réalisation financière moyen de 54,6%. Le PTBA 2019 montre à mi-exercice un taux de réalisation financière de 14,9%. L'UGP estime que ce taux pourrait atteindre 70% à la fin de l'exercice, avec un taux de 68% pour la composante 1, 79% pour la composante 2 et 82% pour la composante 3.

La mise en œuvre des différentes composantes dont les taux d'exécution financière sont présentés dans le tableau ci-dessous montre des différences très importantes.

Composante	2016	2017	2018	2019	Total
C 1. Appui aux systèmes de production résilients	98,7%	30,9%	54,8%	13,7%	37,6%
C 2. Accès aux opportunités économiques et au marché	105,6%	5,1%	36,6%	7,4%	17,1%
C 3. Coordination et SE	76,6%	68,6%	73,5%	31,9%	60,8%
Total Projet	94,3%	33,5%	54,6%	14,9%	38,3%

La composante de coordination et de suivi des activités du Projet, qui est certainement la plus facile à maîtriser par l'UGP présente en moyen un taux de réalisation de 60,8%. Parmi les composantes techniques, c'est toujours la composante 1 qui montre le meilleur niveau d'exécution, avec un taux moyen de 37,6%. Le niveau de réalisation de la composante 2 est beaucoup plus faible et atteint en moyenne un taux de 17,1%.

Concernant les taux de réalisations physiques globaux, plus difficiles à estimer, ils sont passés de 16% en juillet 2018 à 22% à 28% en juillet 2018, soit une augmentation de 75% en une année.

Performance du système de suivi-évaluation

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le dispositif de SE, dans son état actuel, permet de renseigner les indicateurs liés aux activités et produits du Projet assez convenablement et sert dans le pilotage et le suivi de la mise en œuvre. Des ajustements ont été récemment effectués en vue d'être conformes aux exigences du nouveau Système de mesure des résultats opérationnels (SMRO) déployé par le FIDA. Suite aux démissions consécutives de deux personnes clés de la Cellule SE, cette dernière manque actuellement de ressources humaines pour pouvoir fonctionner pleinement. Par ailleurs, le Projet ne dispose pas encore de suffisamment d'informations qualitatives et quantitatives sur les effets, c'est un aspect important du SE à ce stade de mise en œuvre. La performance du système SE est jugée plutôt insatisfaisante.

Évaluation du système de suivi-évaluation

Dispositif SE. Le manuel de SE a été élaboré d'une façon participative, puis validé en interne, entre les équipes de l'UGP et des ONGT. Les outils de collecte sont toujours en cours de test, parallèlement au développement du système informatisé de gestion de base de données qui sera validé cette année. En attendant, le dispositif fonctionne à partir de saisies et de traitement de données sous Excel. La Mission a constaté que la plupart des indicateurs de produits sont convenablement renseignés et les données sur les bénéficiaires sont désormais désagrégées selon le sexe et l'âge, conformément à la recommandation de la mission de supervision précédente. Toutefois, quelques incohérences dues à des erreurs de comptage sur les personnes bénéficiant de deux ou plusieurs volets d'activités du Projet ont été relevées. Le bon fonctionnement du dispositif SE repose actuellement sur deux processus clés qui sont déjà en cours et prioritaires par le projet: (i) le recrutement du personnel complémentaire au sein de la Cellule SE suite au départ des deux assistants précédents; et (ii) la finalisation du système informatisé dans les plus brefs délais.

Contrôle et validation des données de base. La qualité du système SE est intrinsèquement liée à la fiabilité des données de base récoltées sur le terrain. Actuellement, les procédures adoptées ne prévoient pas un contrôle au niveau des fiches et outils de collecte renseignés sur le terrain. La Mission recommande d'effectuer des contrôles périodiques à partir d'échantillons prélevés au niveau des agents et ONGT afin de réduire les risques d'erreur et d'améliorer la qualité des informations traitées et par conséquent la performance de l'ensemble du dispositif.

Cadre logique du SMRO. Conformément aux directives du FIDA et aux recommandations des missions de supervisions précédentes, le Projet a intégré dans son système les indicateurs de base et les outils SE complémentaires permettant de collecter, traiter et analyser les informations nécessaires. Un cadre logique mis à jour a été validé par le FIDA en 2018. Néanmoins, pour tenir compte des changements et orientations stratégiques avancés par la présente RMP, le cadre logique du Projet sera à nouveau mis à jour dans le cadre de cette mission.

Mesures d'effets et d'impacts. Le lancement de l'étude de référence du Projet a connu un retard considérable, le cabinet vient d'être sélectionné et l'étude de référence devrait être disponible à la fin de l'année. A ce stade de la mise en œuvre, le Projet est aussi tenu de mesurer périodiquement les effets et de renseigner les indicateurs spécifiques correspondants. En collaboration avec le Réseau des observatoires ruraux (ROR), le Projet a mis en place un dispositif de suivi en panel afin de mieux illustrer les changements opérés par les EAF appuyées. La Mission constate que ce système n'est pas assez valorisé et recommande d'exploiter pleinement les données récoltées pour enrichir le SE du Projet. La Mission recommande également de mener les enquêtes thématiques nécessaires pour évaluer les effets et, dans une moindre mesure, les impacts du Projet.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Effectuer des contrôles périodiques sur la qualité des données de base à partir d'échantillons prélevés au niveau des agents et ONGT.	RSE	10/2019
Mener les enquêtes thématiques nécessaires pour évaluer les effets du Projet.	RSE	06/2020

Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

L'analyse environnementale a été réalisée en 2018 pour les périmètres irrigués de superficie supérieure à 1 000 ha en cours des travaux. Aucune étude environnementale n'est réalisée pour les autres périmètres supérieurs à 200 ha dont les travaux ont également démarré ou sont achevés. La prise en compte des PESEC et le respect des procédures nationales sont jugés plutôt insatisfaisants. L'analyse de risque climatique, jugé élevé, n'a pas encore été réalisée, mais, le Projet a mis en œuvre des stratégies d'adaptation au changement climatique et à la résilience, en particulier par la promotion d'espèces et de variétés résilientes, de techniques d'agriculture de conservation, le développement du petit élevage pour améliorer le revenu et la sécurité alimentaire des ménages vulnérables.

Évaluation des PESEC

Catégorisation environnementale et sociale. AD2M-II reste classé en catégorie B, selon les critères d'évaluation définis dans Procédures d'évaluation environnementale, sociale et climatique du FIDA (PESEC 2014) .

Sur les deux grands périmètres en cours de travaux PI Marifilaly et Beboka, l'étude d'impact environnemental et social en vue de l'élaboration d'un plan de gestion environnementale (PGES) a été réalisée en novembre 2018. La conduite de l'étude s'est conformée aux dispositions du décret MECIE[6] relatives à l'obtention du certificat de conformité pour les investissements en cours. Les démarches administratives et financières auprès de l'Office national de l'environnement (ONE[7]) sont effectives.

Les documents d'EIES sont en cours d'évaluation par l'ONE. Ces documents sont conformes aux directives nationales pour l'élaboration d'une EIES; l'analyse des aspects techniques reste toutefois à intégrer pour faire face aux problèmes environnementaux et aux risques climatiques des zones du Projet. La diffusion du document pour une audience publique est en cours de programmation.

Les EIES et l'élaboration des PGES doivent à l'avenir être entreprises parallèlement aux études techniques des avant-projets détaillés afin, d'une part, cerner les aspects techniques ayant des conséquences sur l'environnement, et d'autre part, d'intégrer le cahier des charges environnementales y afférent dans le contrat des entreprises de travaux.

Analyse de risque climatique. Les deux régions sont de plus en plus sujettes au passage de cyclones. La régression conséquente de la pluviométrie est constatée durant les 10 dernières années allant de 2 000 mm à 1 100 mm pour la région Melaky et de 1 400 mm à 800 mm pour la région du Menabe (site web: map.meteomadagascar.mg), ce qui confirme la classification à un Projet à risque climatique élevé. La collaboration avec la Direction générale de la météo (DGM) avec l'installation prochaine de stations agro-météorologiques constituera un pilier pour l'analyse de risque climatique et servira d'outils de décision en termes de résilience et de calendrier agricole.

Recommandations. Le Projet doit: (i) intégrer dans les contrats des entreprises de travaux les mesures définies dans les PGES des PI Marifilaly et Beboka; (ii) compléter la mise en conformité avec la législation nationale (décret MECIE) pour les périmètres inférieurs à 1 000 ha; (iii) élaborer un Programme d'engagement environnemental (PREE) pour les superficies entre 200 et 1 000 ha; ou (iv) élaborer un Plan de gestion environnementale et sociale (PGES) pour les périmètres inférieurs à 200 ha, et (vi) faire une analyse de risque climatique pour l'ensemble du Projet.

Le seuil de déclenchement d'un Plan d'action de réinstallation (PAR) défini dans le PESEC n'est pas atteint, néanmoins certains tracés des canaux d'irrigation empiètent une partie de parcelles exploitées. Il est ainsi recommandé de: (i) acquérir préalablement le consentement par écrit des propriétaires; (ii) intégrer dans le processus de répartition des terres nouvellement aménagées la compensation des parcelles empiétées par les infrastructures.

[6] Décret MECIE: N° 99-954 du 15 décembre 1999, modifié par le décret n°2004-167 du 03 février 2019, ayant pour objet de fixer les règles et procédures à suivre en vue de la mise en compatibilité des investissements avec l'environnement et de préciser la nature, les attributions respectives et le degré d'autorité des institutions ou organismes habilités à cet effet.

[7] L'ONE est l'organe opérationnel en charge de l'évaluation de l'EIES, la délivrance des permis environnementaux et le certificat de conformité et en charge de la coordination du suivi de la conformité des plans de gestion environnementale.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Mise en conformité environnementale et sociale des investissements Régulariser la mise en conformité environnementale des périmètres achevés (audit environnemental) et des périmètres en cours	UGP	12/2019
Etudes pour les nouveaux périmètres Diligenter les études de mise en conformité environnementale et sociale des nouveaux aménagements, conformément au Décret MECIE.	UGC	12/2020

d. Gestion et exécution financière

Taux de décaissement

Type	Nom	Montant actuel	Montant décaissé	Taux effectif
Répartition du financement national	Beneficiaries	\$1,200,000	\$0	0.0%
	National Government	\$7,600,000	\$0	0.0%
Répartition du cofinancement	OPEC Fund for International Development	\$7,500,000	\$1,638,919	21.9%

Taux de décaissement acceptable

Note: 3

Notation précédente: 2

Justification de la note

Le Projet AD2M Phase II est dans sa 4ème année de mise en œuvre et les différents taux de décaissement au 30 juin 2019 se présentent comme suit: 21,4% (12,6% au 30 juin 2018) sur le prêt FIDA ; 27,6% (17,2% au 30 juin 2018) sur le don ASAP et 28,1% (13,3% au 30 juin 2018) sur le prêt OFID. Bien que restant relativement faibles à la revue à mi-parcours, il y a eu une amélioration notable du fait que ces taux sont pratiquement doublés en une année par rapport au taux cumulé des trois années précédentes. Il n'y a pas eu d'extension.

Principaux problèmes

Le taux de décaissement global, toutes sources confondues, sur le financement global de 56 millions USD du Projet est de **22,7%** au 30 juin 2019 et **26%** avec les DRF en cours de finalisation et relatives aux dépenses de la période de Janvier à Juin 2019. Selon les projections du budget révisé durant la présente revue à mi-parcours, ce taux de décaissement global prévisionnel pourrait atteindre 44% en 2020 ; 69% en 2021 ; 81% en 2022 ; 89% en 2023 ; 94% en 2024 et 99% en juin 2025 à la clôture, dans la perspective de l'extension envisagée pour deux ans. Les décaissements prévus sur les deux dernières années de mise en œuvre sont faibles étant donné que ces années seront essentiellement consacrées à l'accompagnement et au renforcement des capacités des acteurs pour la valorisation des travaux de génie rural réalisés sur les années précédentes. Cela permettra de rentabiliser les infrastructures et aménagements et d'augmenter ainsi le taux de rentabilité du Projet.

Au 30/06/2019, les décaissements sur le prêt FIDA s'élèvent à 7 296 126,55 USD équivalant à 5 251 154,17 DTS sur une allocation de 24 500 000 DTS, soit un taux de décaissement de 21,4%. Une DRF est en cours de finalisation pour un montant de 920 590 USD, ce qui portera le taux de décaissement à 24%.

Sur le don ASAP, les fonds décaissés s'élèvent à 1 605 237,49 USD équivalant à 1 160 487, 43 DTS sur une allocation de 4 200 000 DTS, soit un taux de décaissement de 27,6%. Une DRF est en cours de finalisation pour un montant d'environ 427 920 USD, ce qui portera le taux de décaissement à 35%.

Sur le prêt OFID, les fonds décaissés s'élèvent à 2 108 549,39 USD sur une allocation de 7 500 000 USD, soit un taux de décaissement de 28,1%. Une DRF est en cours de préparation pour un montant de 375 189,38 USD, ce qui portera le taux de décaissement à **33%** en septembre 2019.

La durée du prêt OFID a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2020.

Portail ICP du FIDA. Le Projet AD2M Phase II a entamé le processus d'enregistrement sur ICP pour soumission, approbation et suivi électronique des DRF. La lettre de définition des auteurs avec leurs niveaux d'intervention est en cours d'élaboration, en concertation avec la CAP FIDA et tous les projets, pour signature par la DDP et envoi au FIDA.

Aspects fiduciaires

Qualité de la gestion financière

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

La qualité de la gestion financière est satisfaisante. Le logiciel est tenu à jour pour la comptabilité et exploité de façon optimale pour produire les DRF, les états d'exécution budgétaire, le suivi des engagements / marchés et tous les états financiers requis. Les recommandations d'audit et de supervision liées à la gestion financière ont été appliquées. Certaines recommandations ont été partiellement mises en œuvre, c'est le cas notamment du remboursement du solde non justifié d'avances de carburant par l'ancien Chargé de Logistique.

Principaux problèmes

Contrôle interne. La vérification des ECD n'a pas révélé de manquements au niveau des pièces justificatives et de l'application des procédures. En plus des procédures de contrôle interne au sein du Projet, le système de gestion des finances publiques inclut plusieurs niveaux de contrôle interne au niveau régional et au niveau national. Le Projet dispose d'un personnel adéquat et compétent pour la comptabilité et la gestion financière.

Sous-compte des opérations. Différents échanges ont été faits entre le Projet, le ministère de tutelle et le FIDA sur la possibilité d'ouvrir un sous-compte pour chacun des deux comptes d'opérations, pour pallier le manque de signataires suppléants sur les comptes principaux, en cas d'absence de l'un des régisseurs (CP et RAF) pour missions, congés, etc. En tenant compte des différentes options discutées, la Mission recommande l'ouverture de sous-comptes qui seront mouvementés par signature conjointe de deux signataires parmi les trois suivants : CP, RAF et ROP. Le premier approvisionnement sera fait à partir des fonds RPI pour un montant total de 140 millions MGA (40 000 USD) pour les deux sous-comptes. Les dépenses effectuées seront ensuite vérifiées et remboursées par les comptes d'opérations FIDA/ASAP et OFID respectivement, par signature des deux régisseurs, au retour de mission ou de congés du régisseur qui était absent. La continuité des opérations est ainsi assurée, avec un plafond de décaissement limité au préfinancement sur fonds RPI pour le maximum indiqué ci-dessus de 140 millions MGA (40 000 USD).

Taux d'exécution cumulée par catégorie : Au 30 juin 2019, les taux d'exécution par catégorie varient entre 5% et 27% pour les financements FIDA et ASAP, ce qui constitue une faible exécution. Après approbation du budget révisé et extension de la durée de mise en œuvre, le Projet pourra soumettre au FIDA une demande de réallocation pour affectation des fonds non alloués sur les catégories dont les coûts seront révisés.

Efficience. Le ratio actuel des coûts récurrents (salaires et coûts de fonctionnement) sur le total du financement est de 9% contre 14% à la conception du Projet. Il faut noter que toutes les ressources humaines prévues n'ont pas été mobilisées durant cette première étape à mi-parcours. Par ailleurs, le Projet a bénéficié d'un gain de change MGA/USD du fait que le taux à la conception du Projet était de 2400 MGA / 1USD alors que le taux moyen pondéré sur la période de 2016 à 2019 est de 3 294 MGA / 1USD. Le dernier taux de cession des fonds du compte désigné au compte d'opérations en mai 2019 était de 3 610 MGA / 1 USD.

Paiement des fournisseurs des micros projets. Les factures des fournisseurs de biens et intrants pour les micros projets sont payées directement par l'UCP par mobile banking pour éviter le transport d'espèces. Ceci, du fait que pour la plupart d'entre ces fournisseurs, il n'y a pas d'agence de banque au niveau de leur localité (la banque se trouvant au chef-lieu de région souvent éloigné) ou dans certains cas, ces fournisseurs ne disposent pas de compte bancaire. Le mobile banking est également utilisé pour payer les frais de mission aux agents du Projet, dans les cas où il n'est pas prudent de voyager avec des espèces. Actuellement, le Projet utilise les services des cash points publics pour les transferts par mobile banking. Pour des questions de sécurité et de plus grande traçabilité des transactions, la Mission recommande la création d'un compte dédié auprès d'un opérateur téléphonique, pour effectuer directement des transferts aux fournisseurs des microprojets et aux agents en mission et disposer de relevés mensuels retraçant l'ensemble des transactions.

<i>Action convenue</i>	<i>Responsabilité</i>	<i>Date convenue</i>
13. Préparer et faire envoyer par les autorités compétentes une demande d'extension de la durée du financement OFID	cp,rfc	10/2018
Recruter un prestataire pour appui à l'équipe comptable dans l'attente de recrutement de l'AC	CP, RFC	10/2018

Qualité et ponctualité des audits

Note: 2

Notation précédente: 5

Justification de la note

La déontologie de l'auteur a remise en question.

Principaux problèmes

Le rapport d'audit a été soumis à temps. Toutefois, l'opinion de l'auditeur ne correspond pas aux conclusions de l'audit. L'auditeur a soumis une opinion sans réserve. Lors que dans les passations de marché, il a été relevé 3 cas de favoritisme. L'auditeur a également souligné plus de 21 000 USD de reçus de carburant manquants datés de décembre 2017. L'examen de la documentation a montré qu'il s'agissait d'un cas potentiel de fraude, qui aurait dû être clairement indiqué dans le rapport d'audit.

Lors d'une réunion en septembre 2019, l'auditeur a confirmé qu'il pourrait s'agir d'un cas potentiel de fraude. Mais il a choisi de ne pas le révéler en raison du profil élevé de la personne impliquée. Ce comportement n'est pas conforme aux normes du FIDA en ce qui concerne les auditeurs. Il est donc préférable d'engager un autre auditeur pour l'exercice 2019.

Fonds de contrepartie

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le total de la contrepartie mobilisée au 30 juin 2019 est équivalent à 1,7 million USD sur la prévision de 7,6 millions USD, soit un taux de 22,6%. La contrepartie comptabilisée est constituée des contributions en numéraire et de l'enregistrement de droits et taxes (TVA) payés ou en cours de paiement par le biais de virements du Trésor aux fournisseurs concernés. En y ajoutant les DTI sur le matériel roulant du Projet acquis en HT sur les fonds FIDA, le taux sera de 25%. Le niveau de mobilisation de la contrepartie est relativement faible à la mi-parcours mais est jugé moyennement satisfaisant du fait que les biens et services ont été acquis en hors taxes et que le niveau de mobilisation des ressources n'a pas affecté négativement la performance du Projet.

Principaux problèmes

Les contributions en numéraire relatives aux accords FIDA, ASAP et OFID ont porté sur 1 milliard MGA (330 000 USD) versés en 2017 et 800 millions MGA (242 400 USD) versés en 2018. Pour l'année 2019, un montant de 735 millions MGA (204 000 USD) a été inscrit dans la loi de finances. Le processus de mobilisation de ces fonds a été entamé.

La TVA sur les travaux, biens et services relatifs aux accords FIDA, ASAP et OFID porte sur un total de 2,9 milliards MGA (environ 895 000 USD) de 2016 au 30 juin 2019, dont 204 millions MGA effectivement payés par le Trésor public depuis le début du Projet. Il faut noter que les délais de paiement de la TVA sont longs et peuvent atteindre un an, voire deux ans. Actuellement, les régularisations ont été déjà faites pour la TVA due et le Projet procédera à l'engagement des factures correspondantes dans les prochains mois.

Droits et taxes à l'importation (DTI). Les 10 véhicules et 70 motos acquis sur le financement FIDA par le Projet AD2M phase II pour l'UCP et les 4 ONGT partenaires d'exécution en 2018 ont bénéficié de l'exonération de droits et taxes à l'importation pour un montant de 639.804.267,96 MGA (194 233 USD). Ces DTI ont été traités à travers le compte du Projet PROSPERER financé également par le FIDA, étant donné que les DTI sont considérés pour le portefeuille global et que AD2M Phase II n'avait pas encore de compte DTI. La comptabilisation dans les comptes du Projet AD2M Phase II n'a pas été faite à cause de la non-réception des documents justificatifs. La Mission recommande de recueillir les justificatifs au niveau des services des douanes ou autres services appropriés, en concertation avec le Projet PROSPERER, pour pouvoir comptabiliser ces DTI au titre de la contrepartie mobilisée pour le Projet.

Pour OFID, le Projet a pu inscrire un compte DTI sur le PIP 2019 pour les droits et taxes à l'importation du véhicule et des 35 motos acquis sur ce financement. La procédure est en cours de traitement.

Conformité avec les clauses des prêts

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

La Mission note que les dispositions de l'Accord de financement sont globalement respectées. La périodicité de l'évaluation annuelle du personnel est maintenant fixée au mois d'août de chaque année; elle a été initiée pour le personnel cadre; il reste à finaliser pour le personnel d'appui.

Évaluation de la passation des marchés

Passation des marchés

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le Projet dispose des capacités techniques satisfaisantes de passation de marchés, et de dossiers de bonne qualité. Des progrès sont notés au niveau de la sélection de consultant et sur la mise en place des registres de prestataires. Toutefois, des améliorations sont nécessaires pour corriger les faiblesses au niveau du délai de passation de marchés et sur l'archivage. La passation de marchés est jugée moyennement satisfaisante.

Évaluation de la passation des marchés

Le plan de passation de marchés (PPM) 2018 est exécuté à 61% en nombre et 88% en montant, correspondant à 4 386 700 USD. Son exécution s'est poursuivie sur l'année 2019, contribuant à la faible exécution du PTBA 2018. La mise en œuvre du PPM 2019 est de 28% en nombre et 46% en montant fin juillet 2019. La Mission note avec satisfaction le recrutement du chargé des infrastructures, permettant au CPM actuel de s'occuper exclusivement des tâches relatives à la passation de marchés, et évitant le cumul de fonctions, préjudiciable à la bonne exécution des tâches. En vue d'une optimisation du travail, la Mission recommande une revue des TdR du Chargé de passation de marchés (CPM) et de l'Assistant chargé de passation de marchés (APM). L'APM devra s'occuper du suivi en continu de l'exécution du PPM qui est actuellement insuffisant.

Le Projet a établi en deuxième semestre 2018 un registre de consultants en nombre suffisant pour quelques prestations, dont les appuis aux GF et aux CRIF, ce qui a amélioré le mode de recrutement des consultants en charge de ces prestations. La Mission encourage le Projet à enrichir les registres pour les autres activités afin d'éviter les ententes directes ou les reconductions tacites de consultants. Même si les ententes directes ont concerné des montants très faibles, la Mission rappelle que l'entente directe est utilisée uniquement dans des cas très particuliers, et après avis de non objection du FIDA.

La procédure par comparaison de prix est satisfaisante et conduite avec intégrité, permettant au Projet d'obtenir plus rapidement ses acquisitions. Pour les appels d'offre ouverts, des efforts sont appelés pour améliorer le délai de traitement qui est jugé trop long (plus de 7 mois en général). Pour les contrats de taille moyenne, la Mission recommande l'utilisation de la procédure par voie d'affichage qui exige moins de temps de publication et un contrôle plus réduit. Cette mesure sera accompagnée d'un renforcement de capacité pour les organes locaux de la DRAEP (Personne responsable des marchés publics (PRMP), Unité de gestion de passation de marchés (UGPM), Commission d'appel d'offres (CAO)). La Mission recommande également une amélioration de la tenue de l'archivage.

Une mise à jour du Manuel des procédures de passation de marchés devra être effectuée pour tenir compte: (i) des nouvelles dispositions de la Lettre à l'emprunteur et du système national; (ii) de la revue des conditions de sélection de consultant par entente directe; (iii) de l'insertion de la procédure par affichage; et (iv) de la mobilisation de la DRAEP dans les activités de passation de marchés.

Pour tenir compte des nouveaux seuils de contrôle a priori du FIDA et des Commissions de Marchés, et pour renforcer l'intégrité et l'efficacité des acquisitions, la Mission recommande l'organisation d'un contrôle a posteriori périodique par la CNM. Cette mission sera en complémentarité avec les missions d'appui/supervision du FIDA, et assurera en même temps un renforcement de capacité des responsables.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Réactualiser les TdR du CPM et de l'APM.	CP, CPM	08/2019
Créer un compte du Projet auprès d'un opérateur téléphonique pour effectuer directement des transferts aux fournisseurs des microprojets et aux agents en mission, avec relevés mensuels.	RAF	09/2019
Ouvrir sous-comptes mouvementés par signature conjointe parmi les trois signataires: deux régisseurs actuels et Responsable des opérations (ROP), 1er approvisionnement fait à partir des fonds RPI pour un maximum de 140 millions MGA (40 000 USD).	CP / RAF	09/2019
Recruter un assistant qui sera chargé de l'exécution des tâches logistiques.	CP, RAF	09/2019
Mettre à jour Manuel des procédures x refléter les modificats de l'organigramme; nvelles dispositions de la Lettre à l'emprunteur, système national et méthodes passation de marchés; mobilisation de la DRAEP dans les activités de passation de marchés	RAF, CPM	09/2019
Diligenter l'acquisition des kits solaires avec un matériel adapté et performant ainsi que toutes les garanties nécessaires.	CPM	09/2019
Recueillir les justificatifs des DTI sur le matériel roulant pour les comptabiliser au titre de la contrepartie mobilisée pour le Projet.	RAF	10/2019
Soumettre au FIDA pour avis de non-objection le Manuel des procédures de plan passation de marchés mis à jour.	CP, CPM	10/2019
Organiser le contrôle à posteriori des marchés par la CNM.	CPM, CAP-FIDA	06/2020

e. Indicateurs clés en matière de supervision et d'appui à l'exécution

Probabilité d'atteindre l'objectif de développement

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

183. La probabilité d'atteindre l'objectif de développement est très bonne à condition que le Projet dispose de temps supplémentaire pour compenser l'année blanche 2016 et les difficultés d'intervention dans des zones très reculées, voire coupées du chef lieu de région en saison des pluies. Il est nécessaire que le Projet élabore son Plan de désengagement en deux temps pour tenir compte des interventions qui ne sont pas au même stade dans les zones de consolidation et les zones d'extension. Compte tenu des spécificités des zones d'intervention, il est important de mettre un accent fort sur la qualité des infrastructures réalisées, le bon fonctionnement des instruments et des structures de gestion des infrastructures communautaires ainsi que le développement des capacités de gestion des OP et des EAF pour que les investissements réalisés puissent produire leurs fruits pendant longtemps. Le Projet devra aussi porter une attention particulière aux effets générés au niveau de ménages les plus vulnérables, des femmes et des jeunes.

Évaluation de la performance globale de l'exécution

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

182. La performance globale de mise en œuvre du projet AD2M-II est moyennement satisfaisante, Ceci est lié d'une part au retard du démarrage effectif des activités de terrain un an après l'entrée en vigueur du Prêt FIDA (retard non imputable à l'UGP) et d'autre part aux faibles résultats enregistrés dans la composante 2. La Mission salue les efforts et l'engagement remarquables de l'équipe de Projet et des ONGT qui travaillent dans des conditions très difficiles. Cependant, elle insiste sur la nécessité d'accorder plus d'attention aux activités de la composante 2 et de les développer

de manière systémique et simultanée en commençant par la zone de consolidation et les étendant dans la zone d'extension au fur et à mesure que les nouveaux AHA. Enfin, les procédures de sauvegarde environnementale et sociale doivent être scrupuleusement respectées.

F. Pertinence

Pertinence

Note: 5

Justification de la note

Les objectifs du Projet sont cohérents avec l'IEM et s'inscrivent entièrement dans le Programme sectoriel agriculture, élevage et pêche (PSAEP) 2015-2025 en contribuant à ses 5 objectifs stratégiques. AD2M contribue également à la mise en œuvre de la Lettre de politique foncière 2015. Les objectifs du Projet sont alignés sur le cadre stratégique 2016-2025 du FIDA en contribuant à ses 3 objectifs spécifiques. Par ailleurs, les objectifs et axes d'intervention du Projet sont bien adaptés pour lever certaines contraintes et développer les potentialités agricoles des deux régions avec le souci d'inscrire les EAF dans une trajectoire de développement durable. La pertinence du projet est jugée satisfaisante.

Principaux problèmes

La pertinence du Projet et l'obtention d'effets et d'impact significatifs reposent sur le bon enchaînement de ses deux principaux axes d'intervention: (i) la promotion de systèmes de production performants et résilients au changement climatique (qui représente la porte d'entrée du Projet); et (ii) l'accès des EAF à des marchés et des opportunités économiques. Pour obtenir des impacts visibles et durables en matière d'amélioration significative et durable des revenus et la sécurité alimentaire des EAF, il est nécessaire de centrer davantage les interventions de la composante 2 sur un appui solide de structuration des OP dans le cadre de la promotion d'une agriculture contractuelle liée à des filières spécifiques. Des contrats cadres avec des OM professionnels peuvent jouer un rôle intégrateur important au niveau des EAF et les inciter à créer des organisations à caractère commercial autour d'intérêts communs.

Le dispositif d'intervention sur le terrain doit être renforcé en proximité et en qualité afin d'accompagner les producteurs des terres aménagées et les amener à intégrer les principes: (i) d'une agriculture résiliente et respectueuse de l'environnement; (ii) de mutualisation de certaines activités (en dehors de la production directe) qui faciliteront l'accès de leurs produits à des marchés plus sécurisés et rémunérateurs; et (iii) de réinvestir une partie de leurs bénéfices dans l'amélioration de leur outil de production et l'acquisition de facteurs de production.

G. Modification du projet

Responsabilité	Type de modification	Description
Activités de désenclavement	Autre	En vue de désenclaver les zones à forte potentialité au nord de Maintirano, il est envisagé la reconstruction d'un pont sur la rivière Manomba pour désenclaver 9 communes du district de Maintirano. Ce pont, d'une longueur de 70 mètres et d'un coût prévisionnel de 1,6 million d'USD permettra d'améliorer l'évacuation des produits agricoles des 9 communes et des PI représentant 4 160 ha (en construction), en rallongeant la période de circulation sur la RNT19 et permettant surtout le passage de camions de moyen tonnage vers le port d'embarquement maritime des produits de Maintirano. Le lancement du Projet d'aménagement de corridors et de facilitation (PACFC) ouvre des perspectives de partenariat pour l'aménagement des pistes de désenclavement des périmètres hydro-agricoles réalisés dans le district de Manja. Le volume budgétaire alloué à ce volet ne changera pas, mais le type et le volume des différents ouvrages désenclavement est revu.

Responsabilité	Type de modification	Description
Accès aux services financiers	Autre	Compte tenu du désintérêt de la CECAM pour les zones d'extension du Projet, les activités de finance rurale porteront sur: (i) le renforcer de l'accès à de l'éducation financière dans les pôles ciblés; (ii) l'appui à la diffusion des services de transactions financières digitales à travers notamment les couples OP et OM; (iii) le soutien de la mise à l'échelle des opportunités de préfinancement des intrants et autres services agricoles par les OM dans le cadre de l'agriculture contractuelle; (iv) la réalisation d'une étude de faisabilité de la finance numérique dans la zone du Projet; (v) la poursuite de la recherche d'IMF partenaire intéressée à intervenir dans les zones ciblées, conformément à la stratégie du document du Projet.
Mise en œuvre des partenariats commerciaux OP/OM	Autre	Une convention de partenariat sera mise en place avec le réseau de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie de Madagascar (FCCIM) et avec les Chambres de commerce et d'industrie (CCI) dans les deux régions. Dans un premier temps on fera appel à l'assistance technique du Dispositif d'animation commerciale (DAC) de la FCCIM pour faciliter la mise en œuvre et le suivi des contrats commerciaux entre les OP et les OM, identifiés et initiés par le Projet. Après un diagnostic institutionnel de ces CCI, on pourra soit recruter un agent commercial, recourir à l'expertise d'un agent de la CCI ou à un consultant à temps partiel, pour identifier des opportunités de marché et accompagner en collaboration avec les agents des ONGT la contractualisation des relations entre OM et OM.
Structuration des OP à caractère commercial	Autre	Il est nécessaire d'accélérer les investissements dans la structuration et le renforcement des fonctions économiques des OP. Pour ce faire il y a lieu, entre autres, de mettre en place l'utilisation des outils DIP et GAIN utilisée avec succès par AROPA, de soutenir les OP à potentiel dans la préparation de projet professionnel (pluriannuel) et d'appuyer les OP mûres dans leur démarche de formalisation en coopérative (volontaire donc sur la base de la demande des OP).
Retrait progressif de la zone de consolidation	Zone du projet	Il a été convenu que le Projet va diminuer en 2020 puis arrêter fin 2021 les activités d'accompagnement et d'appui à la production (composante 1) dans la zone de consolidation. Par contre, vu le retard enregistré, les activités commerciales et d'appui à la valorisation des produits agricoles (composante 2) y seront maintenues.
Reconsidération des filières appuyées par le Projet	Autre	L'analyse détaillée du potentiel des zones d'intervention et des nouvelles opportunités de marché confirment le bon potentiel de développement les filières miel et maïs. Les filières principales qui seront appuyées par le Projet sont: (i) riz; (ii) grains secs (haricots, pois du Cap, niébé Black Eyes); (iii) arachide; (iv) maïs; et (v) miel. Les filières secondaires qui seront appuyées par le Projet sont: (i) oignon; (ii) piment; et (iii) élevage porcin.

Responsabilité	Type de modification	Description
Cadre Logique	Cadre logique	Description: Le cadre logique a été modifié pour tenir compte des modifications et ajustements des activités du Projet et réviser le libellé de certains indicateurs qui s'est révélé peu pertinent, notamment pour la composante 2. Il s'agit entre autres de revoir les indicateurs relatifs aux activités: (i) de désenclavement suite à la décision de reconstruire le pont sur la rivière Manomba pour désenclaver économiquement 9 CR à Maintirano; (ii) d'appui au renforcement de OP à caractère commercial et de contractualisation agricole; (iii) de magasins de stockage et de finance rurale, qui ne peuvent plus être exécutés comme prévu dans le DCP; (iv) les objectifs en termes d'amélioration de la nutrition des ménages. L'indicateur relatif au nombre d'organisation de commercialisation créé (48) peu pertinent devrait être abandonné au profit d'un indicateur mesurant les quantités de produits vendues dans le cadre de contrat OP/OM.
Extension de la date d'achèvement	Autre	<p>La difficulté d'accès aux fonds a entraîné un retard d'un an du démarrage effectif des activités du Projet. Le faible nombre d'entreprises qualifiées pour les grands travaux d'aménagement et intéressées pour travailler dans des zones très reculées, nécessitant la relance du processus d'appel d'offres a également retardé le démarrage de certains travaux d'aménagement.</p> <p>Le grand enclavement d'une grande partie de la zone du Projet et la faible densité de population engendrent des contraintes importantes et des délais supplémentaires pour l'atteinte de résultats escomptés. L'amélioration récente de la situation sécuritaire et les nouvelles opportunités de marchés pour les produits cultivables dans la région sont des atouts pour maximiser l'impact du Projet. Enfin le faible avancement des activités de valorisation agricole de la composante 2 est une raison supplémentaire pour proroger de deux ans la date d'achèvement d'AD2M-II afin que les investissements en cours puissent donner toute leur mesure à l'achèvement du Projet.</p>

H. Enseignements tirés

Finance rurale

AD2M comptait sur CECAM, son partenaire en microfinance lors de la première phase pour étendre le réseau de caisses d'épargne et de crédit dans la zone d'extension selon l'approche adoptée avec succès au cours de la première phase. Mais en raison de problèmes de sécurité dans les zones ciblées, de la faiblesse de l'économie et des longues distances, CECAM a cessé d'étendre son réseau caisses traditionnel. Au lieu de cela, CECAM envisage une expansion via des services financiers numériques et des agents bancaires, ce qui devrait améliorer la viabilité financière du réseau.

Les technologies et les institutions de finance rurale se transforment rapidement et AD2M comme les autres les projets du FIDA doivent pouvoir réagir et s'adapter en conséquence, afin que le soutien du FIDA reste pertinent pour le développement du secteur.

Production paysanne de semences

Faute de filières semencières développées au niveau national et d'établissements semenciers dans la zone d'intervention du Projet, AD2M a développé à partir de 2012, le concept de paysans semenciers, appelés paysans producteurs de semences (PPS), dans les régions du Menabe en s'appuyant sur l'expérience des Groupements de paysans semenciers (GPS) développés à partir des années 1980 sur les Hauts Plateaux.

Au cours de la 1^{ère} phase, AD2M a sélectionné 15 producteurs chevronnés, souvent des ex-promoteurs de CEP et ayant parfois déjà une expérience de production de semences et les a formés sur l'ensemble des techniques de production de semences (riz, haricot, arachide). Au cours de la 2^{ème} phase, le Projet a procédé à la sélection et à la formation de 7 nouveaux PPS dans la zone d'extension, ainsi qu'au recyclage de 6 anciens PPS dans la zone de consolidation. Au total 78,2 t de semences dont 31 tonnes de haricot, 29 tonnes de riz, 15 t de pois du Cap et 3,2 t d'arachide. La multiplication

du maïs est en train d'être initiée. Le suivi et le contrôle des cultures sont réalisés par l'équipe du SOC (Service officiel de contrôle des semences et matériel végétal) de la DRAEP.

La sécurisation foncière décentralisée

Les activités d'AD2M en matière de sécurisation foncière s'inscrivent dans la démarche du Programme national foncier dont l'objectif principal est de répondre au besoin de sécurisation foncière, dans de délais brefs et à des coûts ajustés aux capacités financières des exploitations agricoles familiales. AD2M a fourni en première phase une contribution importante à l'opérationnalisation de la sécurisation foncière décentralisée dans la région du Menabe et continue, en 2^{ème} phase, à appuyer son développement dans le Menabe et le Melaky.

Il était important au niveau du Projet que la sécurisation foncière ne soit pas considérée comme une fin en soi et que les interventions dans ce domaine ne soient pas séparées des autres activités du Projet. L'orientation devrait également tenir compte des populations les plus pauvres ayant peu ou pas accès à la terre ou se trouvant en situation de forte insécurité foncière.

La sécurisation foncière décentralisée s'appuie sur la mise en place de guichets fonciers (GF) communaux selon les modalités et besoins identifiés lors du diagnostic foncier préalable. Le rôle attribué aux guichets fonciers est de formaliser, afin de les sécuriser, les appropriations, les transactions foncières (héritage, vente, cessions, etc.) et, à la demande, les contrats de droits secondaires (faire-valoir indirect, etc.).

Après plusieurs années d'appui, les services des GF commencent à être largement connus, appréciés et de plus en plus sollicités par les exploitants agricoles. De même les mairies commencent à mesurer l'importance des services et l'intérêt des GF pour la population et apportent plus d'attention à assurer leur bon fonctionnement. Aujourd'hui, 62% des GF installés en première phase ont atteint leur autonomie de fonctionnement.

Dispositif d'appui conseil

Les approches classiques de vulgarisation agricole suivant un schéma linéaire de haut vers le bas - des chercheurs vers les vulgarisateurs, et de ceux-ci vers les paysans - se sont révélées au cours des années peu efficaces et pas en mesure de répondre aux préoccupations essentielles et réelles des producteurs. Elles négligent le savoir-faire des producteurs et ne prennent pas en compte ni les capacités et ressources disponibles sur l'exploitation qui pourraient être optimisées, ni les énormes contraintes financières qui existent en général sur les petites exploitations familiales.

L'instrument "champ école simplifié" introduit au cours de la première phase a donné de très bons résultats en matière de taux d'adoption de nouvelles techniques agricoles mieux adaptées au contexte agro-écologique et climatique qui tend à être favorable que par le passé. Les techniques proposées répondent aux problématiques rencontrées par les exploitants et leur permettent aussi d'accéder et d'expérimenter du matériel végétal et agricole qui n'est pas disponible dans leur zone. Les CEP permettent également de promouvoir une solidarité entre les producteurs qui se découvrent des attentes et intérêts communs, qui débouchent souvent sur la constitution d'OP de base.

Approche par pôle de production et filière

Une approche pôle de production a été choisie pour éviter la dispersion géographique et thématique du Projet. En même temps, cette approche permet de structurer et de concentrer plus facilement les appuis sur des zones homogènes et à fort potentiel agricole, regroupant naturellement une bonne densité de population autour d'activités productives similaires. Le pôle de production a également l'avantage de pouvoir développer des dynamiques économiques autour d'un nombre réduit de filières et présentant un véritable potentiel de développement au niveau de la production et des services connexes nécessaires à l'intensification agricole: production de semences et plants, boutiques d'intrants, services de prophylaxie animale, services financiers, sécurisation foncière, appui spécifique au plus vulnérable.

L'approche filière au niveau de chaque pôle vise à accompagner les dynamiques existantes autour de deux productions végétales ciblées (le riz et une seconde selon les zones: haricots, arachide, maïs, produits maraîchers) et éventuellement une filière non végétale (pêche, petit élevage ou miel) par pôle de production

I. Actions convenues

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Vue d'ensemble et avancement du projet		

Prendre attache avec le PACFC pour la mise en place d'un partenariat pour la réalisation des pistes de désenclavement des périmètres hydro-agricoles du district de Manja.	CP	08/2019
Prendre des mesures transitoires pour les terres en cours d'aménagement afin d'éviter les tentatives d'immatriculation de parcelles avant la distribution finale aux bénéficiaires ciblés par le Projet.	MAEP	10/2019
Lancer l'appel d'offre pour la 2ème tranche des travaux du PI de Vondrove	CPM	12/2019
Relancer l'acquisition des stations agro-météorologiques par appel d'offre ouvert à l'échelle nationale.	CPM	12/2019
Mettre en place le dispositif de collecte périodique des données sur le Score de consommation alimentaire (SCA) dans le Melaky et le Menabe.	ORN	12/2019
Mener une étude sur la performance des MPV en vue d'intensifier les appuis spécifiques à l'endroit des producteurs les plus vulnérables et d'accroître les investissements dans les activités les plus rentables.	CAOP	12/2019
Renforcer les actions de plaidoyer en faveur du principe d'équité d'accès à la terre auprès des autorités compétentes (Services régionaux, régions, communes, communautés locales).	UGP	12/2019
Valoriser les contributions des bénéficiaires et les comptabilisées dans les rapports financiers.	RAF, ROP	12/2019
Appliquer une stratégie et des instruments de promotion des OP à caractère commerciale.	ROP	12/2019
Réaliser une étude de faisabilité sur la possibilité et les conditions de mise en place d'un service financier numérique dans les zones d'intervention du Projet.	CP	12/2019
Confier la réalisation des SAC à un bureau d'études chargé de recruter toutes les spécialités exigées.	CAOP	12/2020
Classer en PI partenaire[3] Demoka-RD car la gestion et l'entretien de la prise dépassent la capacité des usagers. [3] Les PI partenaires sont des PI dont la totalité ou une partie relèvent de la gestion de l'Etat.	MAEP	12/2020
Durabilité et transposition à plus grande échelle		
Elaborer de manière détaillée la stratégie de désengagement en différenciant les interventions entre les zones de consolidation et d'extension.	RSE	12/2019
Gestion du projet		

Effectuer des contrôles périodiques sur la qualité des données de base à partir d'échantillons prélevés au niveau des agents et ONGT.	RSE	10/2019
Elaborer et mettre en œuvre un plan de capitalisation en privilégiant les produits et études de cas spécifiques pouvant promouvoir l'apprentissage en interne.	CP	12/2019
Diligenter l'élaboration et la mise en œuvre du plan de communication (C4D), afin de renforcer les synergies et l'implication des acteurs, partenaires du Projet.	RSE	12/2019
Mise en conformité environnementale et sociale des investissements Régulariser la mise en conformité environnementale des périmètres achevés (audit environnemental) et des périmètres en cours	UGP	12/2019
Mener les enquêtes thématiques nécessaires pour évaluer les effets du Projet.	RSE	06/2020
Etudes pour les nouveaux périmètres Diligenter les études de mise en conformité environnementale et sociale des nouveaux aménagements, conformément au Décret MECIE.	UGC	12/2020
Gestion et exécution financière		
13. Préparer et faire envoyer par les autorités compétentes une demande d'extension de la durée du financement OFID	cp,rfc	10/2018
Recruter un prestataire pour appui à l'équipe comptable dans l'attente de recrutement de l'AC	CP, RFC	10/2018
Réactualiser les TdR du CPM et de l'APM.	CP, CPM	08/2019
Créer un compte du Projet auprès d'un opérateur téléphonique pour effectuer directement des transferts aux fournisseurs des microprojets et aux agents en mission, avec relevés mensuels.	RAF	09/2019
Ouvrir sous-comptes mouvementés par signature conjointe parmi les trois signataires: deux régisseurs actuels et Responsable des opérations (ROP), 1er approvisionnement fait à partir des fonds RPI pour un maximum de 140 millions MGA (40 000 USD).	CP / RAF	09/2019
Recruter un assistant qui sera chargé de l'exécution des tâches logistiques.	CP, RAF	09/2019
Mettre à jour Manuel des procédures x refléter les modificats de l'organigramme; nvelles dispositions de la Lettre à l'emprunteur, système national et méthodes passation de marchés; mobilisation de la DRAEP dans les activités de passation de marchés	RAF, CPM	09/2019
Diligenter l'acquisition des kits solaires avec un matériel adapté et performant ainsi que toutes les garanties nécessaires.	CPM	09/2019

Recueillir les justificatifs des DTI sur le matériel roulant pour les comptabiliser au titre de la contrepartie mobilisée pour le Projet.	RAF	10/2019
Soumettre au FIDA pour avis de non-objection le Manuel des procédures de plan passation de marchés mis à jour.	CP, CPM	10/2019
Organiser le contrôle à posteriori des marchés par la CNM.	CPM, CAP-FIDA	06/2020

Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II

Cadre logique

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Portée Total Project Outreach	1.b Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages							Rapports annuels d'activités			
	Membres des ménages			342 000	39 948	133 116	38.9				
	1.a Nombre correspondant de ménages touchés							Rapports annuels d'activités			
	Ménages	0		57 000	6 658	22 186	38.9				
	1 Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet							Rapports annuels d'activités			
	Femmes			17 100	2 914	7 121	41.6				
	Hommes			39 900	3 744	15 065	37.8				
	Nombre total de personnes bénéficiant de services			57 000	6 658	22 186	38.9				
Objectif du projet											
Objectif de développement Les exploitations agricoles améliorent durablement leur revenu et leur sécurité alimentaire dans les régions du Menabe et Melaky.	Augmentation l'indice d'accumulation des biens des ménages bénéficiaires directs du projet							Situation de référence; Études socio-économiques; Enquêtes anthropométriques; Enquêtes périodiques auprès des ménages; Statistiques nationales; Rapports annuels d'activités			Stabilité sociopolitique dans le pays; Les conditions macroéconomiques s'améliorent;
	Augmentation l'indice d'accumulation des biens des ménages	0		25							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Augmentation du revenu des bénéficiaires directs							Situation de référence; Études socio-économiques; Enquêtes anthropométriques; Enquêtes périodiques auprès des ménages; Statistiques nationales; Rapports annuels d'activités			
	Augmentation du revenu	0		40							
	Réduction de 4 à 2 mois de la période de soudure des bénéficiaires directs							Situation de référence; Études socio-économiques; Enquêtes anthropométriques; Enquêtes périodiques auprès des ménages; Statistiques nationales; Rapports annuels d'activités			
	Réduction de la période de soudure en mois	4		2							
Effet direct 1.0 Des systèmes de production des EAF performants et résilients au changement climatique sont adoptés à large échelle.	Membres des ménages de petits exploitants pauvres ayant reçu un appui pour faire face aux effets du changement climatique							Rapport d'activités; Rapport de revue à MP; Rapports annuels de sondage sur les rendements;			R. Catastrophe naturelle; R. Insécurité rurale;
	Femmes				4 760	50 380					
	Hommes				8 463	60 783					
	Membres des ménages			158 540	13 223	111 163	70.1				
	3.2.2 Ménages déclarant l'adoption de pratiques et technologies durables et résilientes au changement climatique							Rapport d'activités;Rapport de revue à MP			
	Ménages										
	Membres des ménages										
	Hommes										
	Femmes										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses	
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité		
	Jeunes											
	Personnes autres que les jeunes											
	Ménages dirigés par une femme											
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef											
	Ménages			35 000								
	1.2.4 Ménages faisant état d'une augmentation de la production							Rapport d'activités;Rapport de revue à MP				
	Ménages											
	Membres des ménages											
	Hommes											
	Femmes											
	Jeunes											
	Personnes autres que les jeunes											
	Ménages dirigés par une femme											
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef											
	Ménages			15 000								
	1.2.8 Femmes déclarant une amélioration qualitative de leur régime alimentaire											

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Femmes déclarant une amélioration qualitative de leur régime alimentaire			2 400							
	Pourcentage										
	Jeunes										
	Personnes autres que les jeunes										
	Personnes autochtones										
	Personnes non autochtones										
	3.2.1 Tonnes d'émissions de gaz à effet de serre (CO2) évitées ou de carbone fixé							Mesure de l'emission de gaz a effet de serre			
	Tonnes										
Produit 1.1 Des infrastructures productives résilientes sont mises en place	Groupes locaux participant à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique							Rapport annuel d'activités			Adhésion des communes et régions
	Groupes	0		25	2	42	168				
	1.1.2 Terres agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état							Rapport annuel d'activités			
	Superficie en hectares			9 120	0	380	4.2				
	Superficies cultivées par des méthodes résilientes au climat							Rapport annuel d'activités			
	Superficie de terre			24 000	1 279	3 867	16.1				
	3.1.3 Personnes ayant accès à des technologies de fixation du carbone et de réduction des émissions de gaz à effet de serre							Rapport annuel d'activités			

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Femmes			5 100	4 033	6 012	117.9				
	Hommes			11 900	14 454	19 632	165				
	Jeunes			8 500	1 202	2 710	31.9				
	Personnes autres que les jeunes				9 219	14 868					
	Personnes ayant accès aux technologies				10 421	17 578					
	3.1.2 Personnes ayant reçu des services d'information climatique							Etudes & enquetes aupres			
	Femmes				795	3 947					
	Hommes				2 041	11 149					
	Jeunes				434	4 104					
	Personnes autres que les jeunes				2 402	10 992					
	Personnes bénéficiant de services d'information climatique			15 520	2 836	15 096	97.3				
	Produit 1.2 Les producteurs sont organisés pour la gestion des infrastructures	2.1.4 Producteurs ruraux soutenus qui sont membres d'une organisation de producteurs ruraux									
Hommes				18 900	2 985	7 313	38.7				
Femmes				8 100	55	1 023	12.6				
Jeunes				13 500	915	1 724	12.8				
Personnes autres que les jeunes					2 895	7 382					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Femmes occupent des postes de direction				2	34					
Produit 1.3 Des services d'appui à la production de qualité sont disponibles	Tonnes de semences de qualité produites							Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP			Mobilisation des opérateurs privés
	Tonnes de semences de qualité produites			250	9	78	31.2				
	1.1.1 Nombre de personnes dont les droits de propriété ou d'usage de ressources naturelles ont été enregistrés dans les cadastres nationaux et/ou systèmes de gestion des informations géographiques										
	Femmes			2 000	5	510	25.5				
	Hommes			6 000	10	1 749	29.2				
	Jeunes			4 000	5	713	17.8				
	Personnes autres que les jeunes				10	1 546					
	3.1.1 Groupes soutenus dans la gestion durable des ressources naturelles et des risques liés au climat										
	Groupes soutenus			895	204	664	74.2				
	Taille des groupes				3 591	13 200					
	Hommes				2 574	9 781					
	Femmes				1 017	3 419					
	Jeunes				538	3 753					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Personnes autres que les jeunes				3 053	9 447					
	Femmes occupent des postes de direction				204	369					
	1.1.8 Ménages recevant un soutien ciblé pour améliorer leur nutrition										
	Hommes				0	2 316					
	Ménages			10 000	0	6 502	65				
	Femmes				0	4 186					
	Jeunes				0	4 316					
	Personnes autres que les jeunes				0	2 186					
	Ménages dirigés par une femme				0	4 186					
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef				0	2 316					
	1.1.4 Personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production										
	Hommes formés à la production végétale			10 500	3 018	8 395	80				
	Femmes formées à la production végétale			4 500	1 451	3 946	87.7				
	Jeunes formés à la production végétale			7 500	784	3 417	45.6				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Personnes autres que les jeunes formées à la production végétale				3 685	8 924					
	Hommes formés à la production animale				219	1 175					
	Femmes formées à la production animale				148	578					
	Jeunes formés à la production animale				124	584					
	Personnes autres que les jeunes formées à la production animale				243	1 169					
	Hommes formés à la production halieutique				30	143					
	Femmes formées à la production halieutique				1	8					
	Jeunes formés à la production halieutique				15	56					
	Personnes autres que les jeunes formées à la production halieutique				16	95					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Personnes formées à la production végétale			15 000	4 469	12 341	82.3				
	Personnes formées à la production animale				367	1 753					
	Personnes formées à la production halieutique				31	151					
	Hommes										
	Femmes										
					247	892					
Effet direct 2.0 L'accès des producteurs aux marchés rémunérateurs dans le cadre de filières priorisées est amélioré.	Augmentation d'au moins 25 % de la valorisation de la main d'oeuvre							Etudes & enquêtes sur la commercialisation effectué par un bureau d'études			H. Mobilisation des opérateurs privés; H. Le désenclavement est réalisé; R. Insécurité rurale;
	Augmentation de la valorisation de la main d'oeuvre familiale			20							
	2.2.3 Organisations de producteurs ruraux ayant conclu des partenariats/accords formels ou des contrats avec des organismes publics ou privés										
	Nombre d'organisations de producteurs			48							
	Pourcentage d'organisations de producteurs										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Pourcentage d'organisations de producteurs de population autochtone										
	Femmes occupent des postes de direction										
	Nombre d'organisations de producteurs - culture										
	Nombre d'organisations de producteurs - élevage										
Produit 2.1 Des infrastructures de désenclavement et de stockage sont en place	2.1.5 Kilomètres de routes construites, refaites ou améliorées										Les communes sont impliquées
	Longueur des routes (km)			34							
	2.1.6 Nombre de menages desservis par les infrastructures de desenclavement - number										
Produit 2.2 Le partenariat OP/OM est promu	2.1.4 Supported rural producers that are members of a rural producers							Rapport annuels d'activités de l'UGP			Le dialogue OP/OM est établi
	Tonnes/an de produits commercialisés via le partenariat OP/OM			700	0	0	0				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Produit 2.3 Des services financiers de proximité sont opérationnels et accessibles	1.1.5 Personnes ayant accès à des services financiers dans les zones rurales										Adhésion des IMF
	Femmes-accès services financiers en zones rurales-épargne			1 840	0	700	38				
	Hommes-accès services financiers dans les zones rurales-épargne			2 760	0	2 103	76.2				
	Hommes-accès services financiers dans les zones rurales-crédit			2 760	0	814	29.5				
	Femmes - accès à des services financiers dans les zones rurales-crédit			1 840	0	271	14.7				



Investir dans les populations rurales

Madagascar

Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II

Revue à mi-parcours

Appendice 1: Performance financière réelle par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

Dates de mission: 24 juillet au 8 août 2019

Date du document 12/11/2019

Identifiant du projet 2000000850

Numéro du rapport: 5170-MG

Afrique orientale et australe
Département de la gestion des programmes

Appendice 1. Questions financières: Exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante

Tableau 2.A: Performance financière par source de financement au 30 juin 2019 ('000 USD)

Source de financement	Budget DCP	Montant actualisé la	Montant décaissé	% décaissé	Engagement, DRF en cours	Total déc. + engag.	% déc. + engag.
Prêt FIDA	34 427	34 041,1	7 296,1	21,4%	920,6	8 216,7	24,1%
Don ASAP	6 006	5 809,6	1 605,2	27,6%	427,9	2 033,2	35,0%
Prêt OFID	7 503	7 500,0	2 108,6	28,1%	375,2	2 483,7	33,1%
Gouvernement	7 656	7 656,0	1 729,1	22,6%	194,2	1 923,4	25,1%
Bénéficiaires	1 158	1 158,0	6,0	0,5%		6,0	0,5%
Total	56 750	56 164,7	12 745,0	22,7%	1 917,9	14 663,0	26,1%

la: au taux de réception pour les fonds FIDA/ASAP et selon accord pour OFID

Taux réception des fonds FIDA: DTS/USD: 1,3894

Taux réception des fonds ASAP: DTS/USD: 1,3832

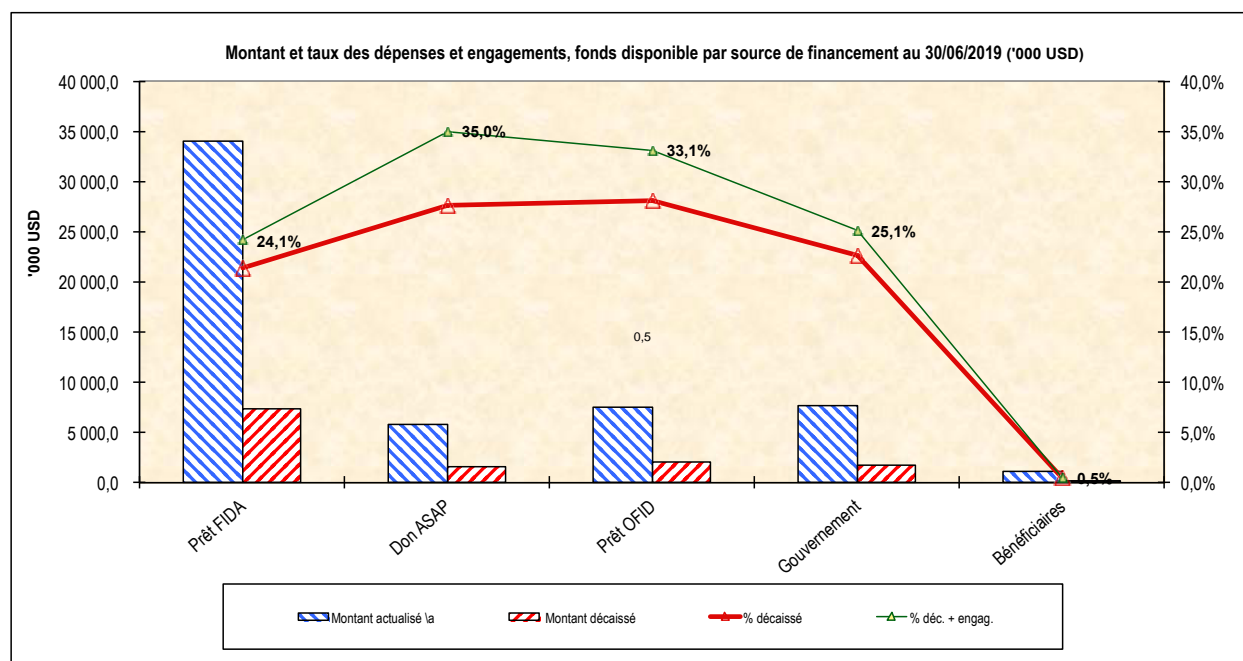


Tableau 2.B: Dépenses par bailleur et par composante au 30 juin 2019 ('000 USD)

Composante / Sous-composante	Prêt FIDA			Don ASAP			Sous total FIDA		
	Prévision	Dépense	% dép.	Prévision	Dépense	% dép.	Prévision	Dépense	% dép.
1. Systèmes de production performants et résilients au CC	20 200,0	5 859,0	29,0%	5 800,0	1 358,0	23,4%	26 000	7 217	27,8%
1.1. Infrastructures productives résilientes au CC	7 600,0	2 475,0	32,6%	2 375,0	924,0		9 975	3 399	34,1%
1.2. Organisation et la formation des producteurs	3 000,0	1 000,0	33,3%	-	4,0	#DIV/0!	3 000	1 004	33,5%
1.3. Appui aux services agricoles	9 600,0	2 384,0	24,8%	3 425,0	430,0	12,6%	13 025	2 814	21,6%
2. Accès aux marchés et aux opportunités économiques	6 080,0	407,0	6,7%	-	-		6 080	407	
2.1. Infrastructures de désenclavement	4 540,0	327,0	7,2%				4 540	327	7,2%
2.2. Appui aux OP, partenariat OP/OM	1 540,0	80,0	5,2%				1 540	80	5,2%
3. Coordination du Projet & S&E	8 147,0	1 697,0	20,8%	206,0	48,0	23,3%	8 353	1 745	
3.1. Coordination et gestion de Projet	6 847,0	1 601,0	23,4%	206,0	39,0	18,9%	7 053	1 640	23,3%
3.2. Suivi évaluation et gestion des savoirs	1 300,0	96,0	7,4%	-	9,0		1 300	105	8,1%
TOTAL	34 427,0	7 963,0	23,1%	6 006,0	1 406,0	23,4%	40 433	9 369	23,2%

Composante / Sous-composante	Prêt OFID			Gouvernement			Bénéficiaires			Total Projet		
	Prévision	Dépense	% dép.	Prévision	Dépense	% dép.	Prévision	Dépense	% dép.	Prévision	Dépense	% dép.
1. Systèmes de production performants et résilients au CC	7 502,7	1 756,3	23,4%	6 100,0	1 003,7	16,5%	1 157,6	5,9		40 760,4	9 982,9	24,5%
1.1. Infrastructures productives résilientes au CC	7 502,7	1 728,3	23,0%	4 400,0	729,5	16,6%	1 157,6			23 035,4	5 856,8	25,4%
1.2. Organisation et la formation des producteurs		28,1		500,0	72,3	14,5%				3 500,0	1 104,4	31,6%
1.3. Appui aux services agricoles				1 200,0	201,9	16,8%		5,9		14 225,0	3 021,8	21,2%
2. Accès aux marchés et aux opportunités économiques	-	2,9		1 000,0	84,4	8,4%	-	-		7 080,0	494,3	7,0%
2.1. Infrastructures de désenclavement		2,9		800,0	83,5	10,4%				5 340,0	413,4	7,7%
2.2. Appui aux OP, partenariat OP/OM				200,0	0,9	0,4%				1 740,0	80,9	4,6%
3. Coordination du Projet & S&E	-	100,4		556,0	634,5	114,1%	-	-		8 909,0	2 479,9	27,8%
3.1. Coordination et gestion de Projet		100,4		540,0	633,6	117,3%				7 593,0	2 374,0	31,3%
3.2. Suivi évaluation et gestion des savoirs				16,0	0,9	5,4%				1 316,0	105,9	8,0%
TOTAL	7 502,7	1 859,7	24,8%	7 656,0	1 722,6	22,5%	1 157,6	5,9	0,5%	56 749,4	12 957,1	22,8%

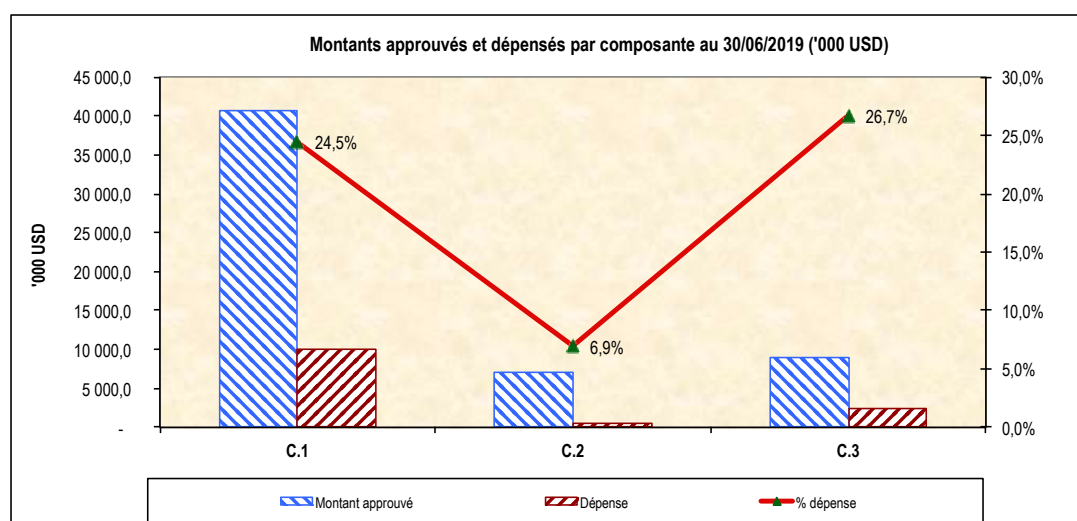


Tableau 3.C: Performance par bailleur de fonds et par catégorie au 30 juin 2019

Tableau 3.C-1: Décaissement du Prêt FIDA n° 2000001263 au 30/06/2019 ('000 DTS)

Catégorie	Budget initial	Montant décaissé	% décais.	Solde disponible
Avance au compte désigné		1 105,2		-1 105,2
Avance FAO (lutte anti-acridienne)		714,8		-714,8
I Consultants	6 360,0	797,5	12,5%	5 562,5
II Génie civil	7 240,0	1 297,7	17,9%	5 942,3
III Equipements et matériels	3 320,0	689,3	20,8%	2 630,7
IV Formation	1 660,0	195,3	11,8%	1 464,7
V Salaires et indemnités	2 580,0	327,8	12,7%	2 252,2
VI Coûts de fonctionnement	890,0	123,5	13,9%	766,5
Non alloué	2 450,0	0,0	0,0%	2 450,0
Total	24 500,0	5 251,2	21,4%	19 248,8

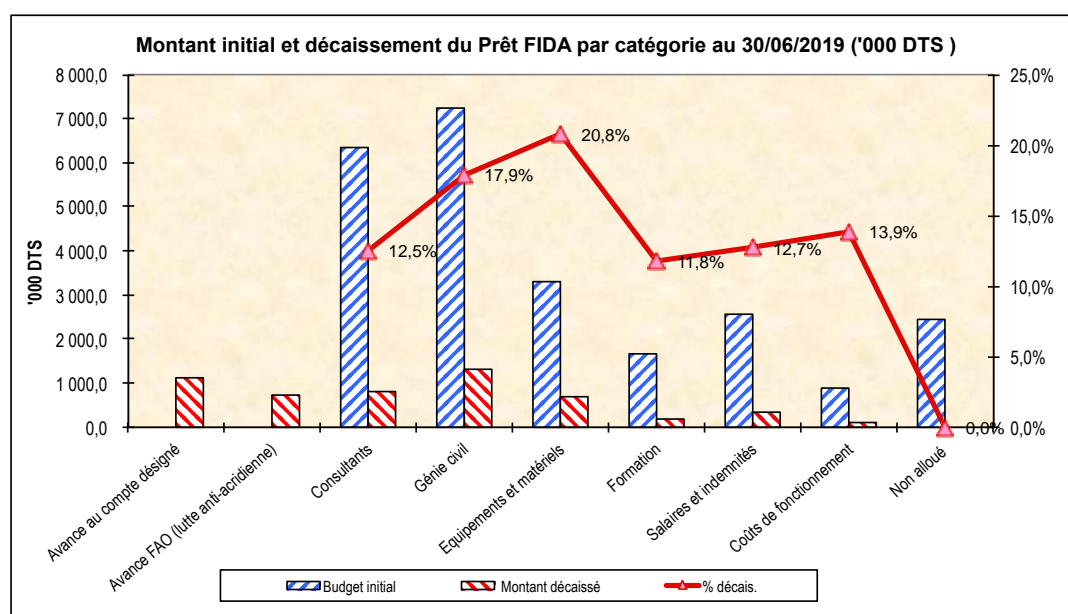


Tableau 3.C-2: Décaissement du Don ASAP n° 2000001262 au 30/06/2019 ('000 DTS)

Catégorie	Budget initial	Montant décaissé	% décais.	Solde disponible
Avance au compte désigné		583,4		-583,4
I Consultants	470,0	33,7	7,2%	436,3
II Génie civil	1 110,0	300,9	27,1%	809,1
III Equipements et matériels	1 070,0	48,3	4,5%	1 021,7
IV Formation	1 070,0	181,1	16,9%	888,9
V Salaires et indemnités	80,0	13,1	16,4%	66,9
VI Coûts de fonctionnement	0,0	0,0		0,0
Non alloué	400,0	0,0	0,0%	400,0
Total	4 200,0	1 160,5	27,6%	3 039,5

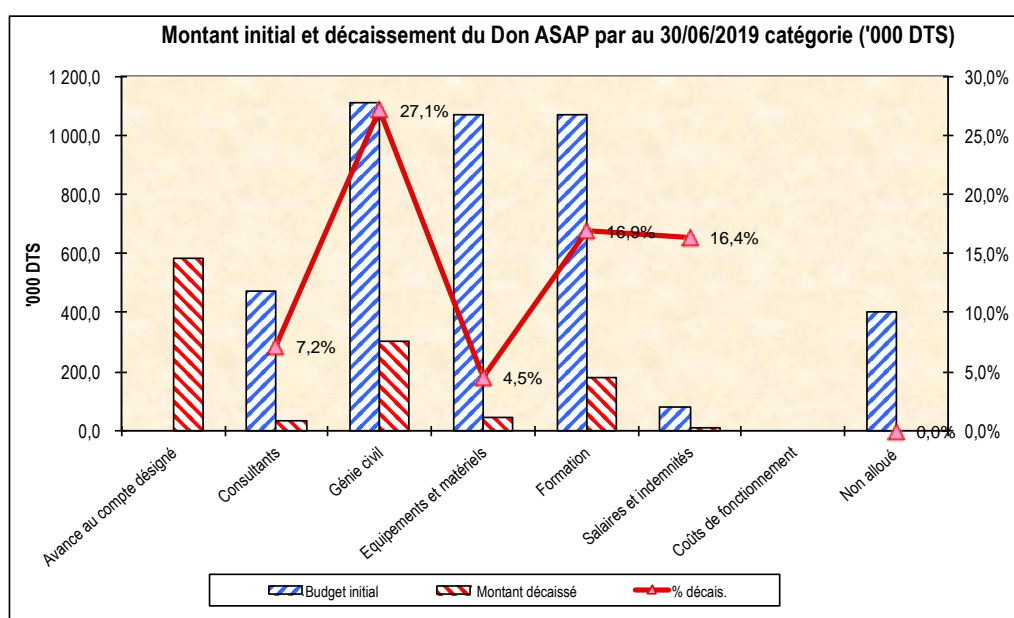


Tableau 3.C-3: Décaissement du Prêt OFID n° 1654P au 30/06/2019 ('000 USD)

Catégorie	Budget initial	Montant décaissé	% décais.	Solde disponible
Avance au compte désigné		1 000,0		-1 000,0
I Aménagement et développement des infrastructures d'irrigation	6370,0	595,9	9,4%	5 774,1
II Mise en valeur économique du périmètre irrigué	860,0	0,0	0,0%	860,0
III Coordination et gestion du Projet	270,0	43,1	15,9%	226,9
Total	7500,0	1 638,9	21,9%	5 861,1

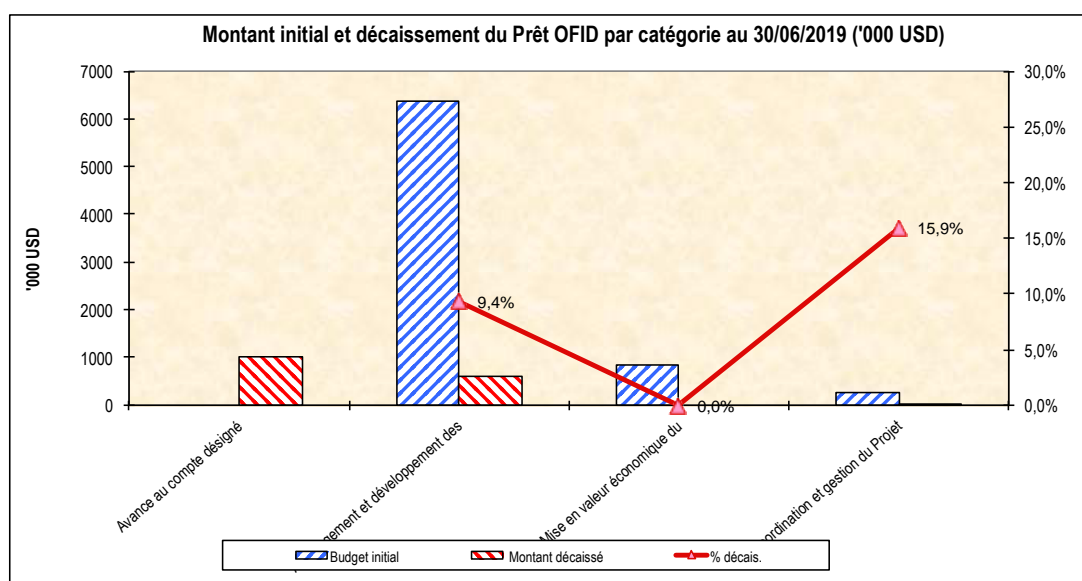


Tableau 1: Etat de remboursement des fonds du Prêt FIDA

N° d'ordre	Date de valeur	Montant (DTS)	Montant (USD)	Taux de change (USD/DTS)	Catégorie de dépense en USD							
					Cat 1 200008	Cat 2 200003	Cat 3 200011	Cat 4 200019	Cat 5 200018	Cat 6 200016	Av 250001	DI 270001
1	23/09/16	714 842,27	1 000 000,00	1,40							1 000 000	
2	07/12/16	1 105 224,77	1 500 000,00	1,36								1 500 000
3	02/02/17	403 024,52	550 059,96	1,36			550 060					
4	15/12/17	369 681,58	522 751,93	1,41	214 529		51 336	34 862	157 883	64 142		
5	09/04/18	495 064,60	718 170,41	1,45	259 668		271 152	86 393	67 971	32 987		
6	20/09/18	66 515,41	93 393,62	1,40		93 394						
7	20/09/18	53 526,42	75 155,91	1,40		75 156						
8	11/10/18	465 749,08	650 409,27	1,40	227 944	223 473	31 277	40 525	95 051	32 139		
9	07/12/18	163 446,36	226 464,74	1,39		226 465						
10	15/02/19	90 846,70	125 965,31	1,39		125 965						
11	15/02/19	77 376,87	107 288,45	1,39		107 288						
12	15/02/19	99 835,38	138 428,74	1,39		138 429						
13	15/02/19	418 889,21	580 819,21	1,39	218 535	152 930	48 167	62 642	77 185	21 361		
14	25/02/19	138 086,56	192 517,52	1,39		192 518						
15	03/05/19	589 044,44	814 701,48	1,38	201 827	467 133	8 205	51 018	62 980	23 538		
Total		5 251 154,17	7 296 126,55	1,39	1 122 503	1 802 750	960 197	275 440	461 070	174 167	1 000 000	1 500 000

Tableau 2: Etat de remboursement des fonds du Don ASAP

N° d'ordre	Date de valeur	Montant (DTS)	Montant (USD)	Taux de change (USD/DTS)	Catégorie de dépense en USD					
					Cat 1 200008	Cat 2 200003	Cat 3 200011	Cat 4 200019	Cat 5 200018	DI 270001
1	10/11/16	583 426,32	800 000,00	1,37						800 000
2	19/06/18	140 204,53	197 351,90	1,41	21 830		48 732	120 734	6 055	
3	28/12/18	228 922,57	318 383,22	1,39	20 553	153 355	15 251	120 713	8 512	
4	04/03/19	207 934,01	289 502,37	1,39	4 687	265 365	3 803	11 918	3 730	
Total		1 160 487,43	1 605 237,49	1,37	47 070	418 720	67 786	253 365	18 298	800 000

Tableau 3: Etat de remboursement des fonds du Prêt OFID

N° d'ordre	Date de valeur	Montant (USD)	Catégorie de dépense en USD			
			Comp 1 200004	Comp 2 200005	Comp 3 200006	Avance 270001
1	08/08/18	1 000 000				1 000 000
2	24/01/19	399 172	356 118		43 054	
3	27/03/19	239 747	239 747			
Total		1 638 919	595 865	0	43 054	1 000 000

Figure 1: Rythme annuel de remboursement des fonds de don et de prêt

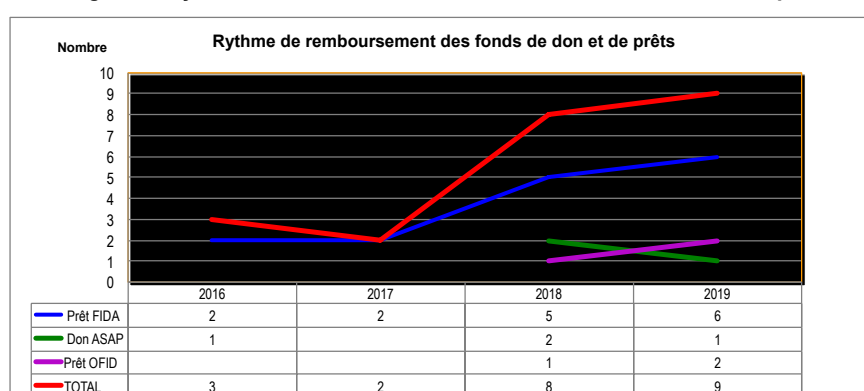
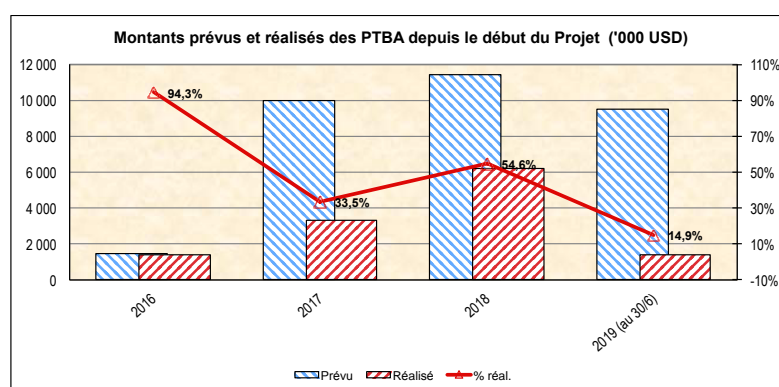


Tableau 4: Exécution des PTBA ('000 USD)

Composante / Sous-composante	PTBA 2016			PTBA 2017			PTBA 2018		
	Prévision	Réalisation	% réal.	Prévision	Réalisation	% réal.	Prévision	Réalisation	% réal.
1. Systèmes de production performants et résilients au CC	1 181,4	1 165,8	98,7%	7 727,0	2 391,4	30,9%	9 628,4	5 273,4	54,8%
1.1. Infrastructures productives résilientes au CC	134,4	73,4	54,6%	4 518,7	739,3	16,4%	7 450,1	4 099,2	55,0%
1.2. Organisation et la formation des producteurs	4,9	5,0	102,0%	586,9	518,1	88,3%	499,5	408,3	81,7%
1.3. Appui aux services agricoles	1 042,1	1 087,4	104,3%	2 621,4	1 134,0	43,3%	1 678,8	765,9	45,6%
2. Accès aux marchés et aux opportunités économiques	1,8	1,9	105,6%	926,7	47,7	5,1%	967,8	354,4	36,6%
2.1. Infrastructures de désenclavement	0,6	0,3	50,0%	634,1	7,8	1,2%	905,5	314,9	34,8%
2.2. Appui aux OP, partenariat OP/OM	1,2	1,6	133,3%	292,6	39,9	13,6%	62,3	39,5	63,4%
3. Coordination du projet & S&E	292,9	224,5	76,6%	1 324,3	908,5	68,6%	812,8	597,4	73,5%
3.1. Coordination et gestion de Projet	292,5	224,4	76,7%	1 188,0	865,3	72,8%	643,7	540,8	84,0%
3.2. Suivi évaluation et gestion des savoirs	0,4	0,1	25,0%	136,3	43,2	31,7%	169,1	56,6	33,5%
TOTAL	1 476,1	1 392,2	94,3%	9 978,0	3 347,6	33,5%	11 409,0	6 225,2	54,6%

Composante / Sous-composante	PTBA 2019 (30/06)			Total avant RMP		
	Prévision	Réalisation	% réal.	Prévision	Réalisation	% réal.
1. Systèmes de production performants et résilients au CC	7 774,3	1 068,0	13,7%	26 311,1	9 898,6	37,6%
1.1. Infrastructures productives résilientes au CC	5 917,0	632,9	10,7%	18 020,2	5 544,8	30,8%
1.2. Organisation et la formation des producteurs	514,3	199,8	38,8%	1 605,6	1 131,2	70,5%
1.3. Appui aux services agricoles	1 343,0	235,3	17,5%	6 685,3	3 222,6	48,2%
2. Accès aux marchés et aux opportunités économiques	838,0	62,3	7,4%	2 734,3	466,3	17,1%
2.1. Infrastructures de désenclavement	776,0	58,7	7,6%	2 316,2	381,7	16,5%
2.2. Appui aux OP, partenariat OP/OM	62,0	3,6	5,8%	418,1	84,6	20,2%
3. Coordination du projet & S&E	878,0	279,9	31,9%	3 308,0	2 010,3	60,8%
3.1. Coordination et gestion de Projet	669,0	270,8	40,5%	2 793,2	1 901,3	68,1%
3.2. Suivi évaluation et gestion des savoirs	209,0	9,1	4,4%	514,8	109,0	21,2%
TOTAL	9 490,3	1 410,2	14,9%	32 353,4	12 375,2	38,3%

Figure 2: Niveau de réalisation des PTBA



Etat de rapprochement des comptes

Etat de rapprochement du compte désigné FIDA

FORMULAIRE 104 - ETAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE DESIGNÉ (COMPTE D'AVANCES TEMPORAIRES)

(DANS LA MONNAIE DE DENOMINATION DU COMPTE DESIGNÉ - OPTION COMPTE D'AVANCES TEMPORAIRES)

Titre du projet : PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU MENABE ET DU MELAKY (PHASE II)

DRF N° 0017

Période considérée : 16/03/2018 - 30/06/2019

Financement du FIDA n° : PRÉ FIDA

Compte désigné : 512010 - Banque CD PRÊT FIDA-USD-AD2M-II

Nom de la banque : Journal Banque CD PRÊT FIDA-USD-AD2M-II

USD

1. MONTANT TOTAL AVANCE PAR LE FIDA	1 500 000,00
2. MOINS MONTANT TOTAL RECOUVRE PAR LE FIDA	0,00
3. EGAL ENCOURS ACTUEL DE L'AVANCE AU COMPTE DESIGNÉ	1 500 000,00

4. SOLDE DU COMPTE DESIGNÉ SUIVANT RELEVÉ BANCAIRE JOINT A LA DATE DU 30/06/2019	35 952,30
5. PLUS SOLDE DU (DES) COMPTE(S) DE PROJET ENUMERES SEPARÉMENT	5 786,42
PLUS SOLDE DES COMPTES AUXILIAIRES ENUMERES SEPARÉMENT	409 182,05
PLUS SOLDE ARGENT EN CAISSE	91,45
TOTAL DES SOLDES BANCAIRES [COMPTE DESIGNÉ, COMPTE DE PROJET, COMPTES AUXILIAIRES ET ARGENT EN CAISSE]	451 012,22

6. PLUS MONTANT TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES JUSTIFIÉES DANS CETTE DRF N° : 0017 984 836,90

7. PLUS MONTANT TOTAL PRELEVÉ DU COMPTE DESIGNÉ , DU COMPTE DE PROJET, DU COMPTE DE DON, MAIS PAS ENCORE DEMANDE POUR REAPPROVISIONNEMENT -338 411,11

RAISON PREFINANCEMENT ASAP/RPI SUR FIDA: 401 256,43 USD DEPENSES ASAP/RPI PREFINANCE SUR FIDA: - 62 845,32

8. PLUS MONTANTS DÉJÀ DEMANDES MAIS PAS ENCORE CREDITÉS A LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET/OU DEMANDES APRES LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE 402 561,99

DEMANDE N°	DATE	USD	MONTANT
FIDA DRF 008	24/04/2019	USD	402 561,99

9. MOINS INTERETS COURUS CREDITÉS AU COMPTE Du 16/03/2018 Au 30/06/2019 0,00

10. MONTANT TOTAL DE L'AVANCE JUSTIFIÉE 1 500 000,00

11. EXPLICATION DES EVENTUELS ECARTS ENTRE LES TOTAUX INDIQUES AUX LIGNES 3 ET 10 0,00

11a. FRAIS BANCAIRES ET AUTRES COMMISSIONS NON REMBOURSABLES 0,00

12. Date : 22/08/2019

SIGNATURE



TomPro - AD2M - MADAGASCAR

Edité le 22/08/2019 à 19:13

Etat de rapprochement du compte désigné ASAP

FORMULAIRE 104 - ETAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE DESIGNE (COMPTE D'AVANCES TEMPORAIRES)

(DANS LA MONNAIE DE DENOMINATION DU COMPTE DESIGNE - OPTION COMPTE D'AVANCES TEMPORAIRES)

Titre du projet : PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU MENABE ET DU MELAKY (PHASE II)

DRF N° 0006

Période considérée : 31/12/2018 - 30/06/2019

Financement du FIDA n° : DON ASAP

Compte désigné : 512020 - Banque CD DON ASAP-USD-AD2M-II

Nom de la banque : Journal Banque CD DON ASAP-USD-AD2M-II

USD

1. MONTANT TOTAL AVANCE PAR LE FIDA	800 000,00
2. MOINS MONTANT TOTAL RECOUVRE PAR LE FIDA	0,00
3. EGAL ENCOURS ACTUEL DE L'AVANCE AU COMPTE DESIGNE	800 000,00
4. SOLDE DU COMPTE DESIGNE SUIVANT RELEVÉ BANCAIRE JOINT A LA DATE DU 30/06/2019	85,59
5. PLUS SOLDE DU (DES) COMPTE(S) DE PROJET ENUMERES SEPAREMENT	75 020,19
PLUS SOLDE DES COMPTES AUXILIAIRES ENUMERES SEPAREMENT	11 945,42
PLUS SOLDE ARGENT EN CAISSE	0,00
TOTAL DES SOLDES BANCAIRES [COMPTE DESIGNE, COMPTE DE PROJET, COMPTES AUXILIAIRES ET ARGENT EN CAISSE]	87 051,60
6. PLUS MONTANT TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES JUSTIFIEES DANS CETTE DRF N° : 0006	427 922,39
7. PLUS MONTANT TOTAL PRELEVE DU COMPTE DESIGNE , DU COMPTE DE PROJET, DU COMPTE DE DON, MAIS PAS ENCORE DEMANDE POUR REAPPROVISIONNEMENT	278 414,01
RAISON :	
8. PLUS MONTANTS DEJA DEMANDES MAIS PAS ENCORE CREDITES A LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET/OU DEMANDES APRES LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE	6 612,00

DEMANDE N°	DATE	USD	MONTANT
DRF N° 002 Commission	31/12/2017	USD	4 004,24
DRF N° 004 Commission	30/09/2018	USD	2 605,96
DRF N° 005 Commission	31/12/2018	USD	1,80
9. MOINS INTERETS COURUS CREDITES AU COMPTE Du 31/12/2018 Au 30/06/2019			0,00
10. MONTANT TOTAL DE L'AVANCE JUSTIFIEE			800 000,00
11. EXPLICATION DES EVENTUELS ECARTS ENTRE LES TOTAUX INDIQUES AUX LIGNES 3 ET 10			0,00
11a. FRAIS BANCAIRES ET AUTRES COMMISSIONS NON REMBOURSABLES			0,00

12. Date : 22/08/2019

SIGNATURE

Etat de rapprochement du compte désigné OFID

FORMULAIRE 104 - ETAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE DESIGNE (COMPTE D'AVANCES TEMPORAIRES)

(DANS LA MONNAIE DE DENOMINATION DU COMPTE DESIGNE - OPTION COMPTE D'AVANCES TEMPORAIRES)

Titre du projet : PROJET D'AMENAGEMENT PERIMETRE IRRIGUES BEBOKA(AD2M/BEBOKA)

DRF N° 0005

Période considérée : 31/10/2018 - 30/06/2019

Financement du FIDA n° : PRET OFID

Compte désigné : 512010 - Banque CD PRÊT OFID-USD-BEBOKA - 21560204008

Nom de la banque : Journal Banque CD PRÊT OFID-USD-BEBOKA

USD

1. MONTANT TOTAL AVANCE PAR LE FIDA	1 000 000,00
2. MOINS MONTANT TOTAL RECOUVRE PAR LE FIDA	0,00
3. EGAL ENCOURS ACTUEL DE L'AVANCE AU COMPTE DESIGNE	1 000 000,00
4. SOLDE DU COMPTE DESIGNE SUIVANT RELEVÉ BANCAIRE JOINT A LA DATE DU 30/06/2019	28 952,51
5. PLUS SOLDE DU (DES) COMPTE(S) DE PROJET ENUMERES SEPAREMENT	35 216,18
PLUS SOLDE DES COMPTES AUXILIAIRES ENUMERES SEPAREMENT	562 494,87
PLUS SOLDE ARGENT EN CAISSE	0,00
TOTAL DES SOLDES BANCAIRES [COMPTE DESIGNE, COMPTE DE PROJET, COMPTES AUXILIAIRES ET ARGENT EN CAISSE]	626 663,56
6. PLUS MONTANT TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES JUSTIFIEES DANS CETTE DRF N° : 0005	334 465,94
7. PLUS MONTANT TOTAL PRELEVE DU COMPTE DESIGNE , DU COMPTE DE PROJET, DU COMPTE DE DON, MAIS PAS ENCORE DEMANDE POUR REAPPROVISIONNEMENT	38 870,50
RAISON :	
8. PLUS MONTANTS DEJA DEMANDES MAIS PAS ENCORE CREDITES A LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET/OU DEMANDES APRES LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE	0,00

DEMANDE N°	DATE	USD	MONTANT
------------	------	-----	---------

9. MOINS INTERETS COURUS CREDITES AU COMPTE Du 31/10/2018 Au 30/06/2019	0,00
10. MONTANT TOTAL DE L'AVANCE JUSTIFIEE	1 000 000,00
11. EXPLICATION DES EVENTUELS ECARTS ENTRE LES TOTAUX INDIQUES AUX LIGNES 3 ET 10	
11a. FRAIS BANCAIRES ET AUTRES COMMISSIONS NON REMBOURSABLES	0,00

12. Date : 22/08/2019

SIGNATURE



TomPro - AD2M - MADAGASCAR

Edité le 22/08/2019 à 14:45

Annexe 1. Evaluation de la gestion financière lors de la supervision

Pays: Madagascar	Identification du prêt/don: Prêt FIDA (2000001263 MG), Don ASAP (2000001262 MG), Prêt OFID (1654P)
Nom du Projet: AD2M II	Projet d'Appui au développement du Menabe et du Melaky Phase 2 (AD2M-II)
Organisme d'exécution: Unité de gestion du Projet	CPM: Ibrahima BAMBA FMD: Aïssata BANGOURA
Spécialiste en gestion financière chargée de l'examen: Oumou WANE TOURE	Date de la mission: 6 au 13 août 2019

Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
A. Risque inhérent		
Deuxième phase d'un Projet exécuté au niveau régional avec un volume de financement doublé et une zone d'intervention étendue, dont l'une des régions est difficilement accessible.		
B. Risque de contrôle		
Le risque de contrôle est réduit du fait de la diversité des systèmes de contrôle et de suivi: audit externe annuel et possibilité à partir de 2019 d'audit intérimaire selon les nouvelles procédures recommandées dans le manuel du FIDA, mission de supervision, suivi mensuel des comptes par le Contrôleur Interne de la CAP-FIDA, reporting semestriel au FIDA et rapport trimestriel à la DDP.		
1. Organisation et personnel		
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du Projet	F La structure organisationnelle est adéquate. Au 30 juin 2019, le personnel du Projet est composé de 25 agents dont 7 cadres (Coordonnateur, 3 Responsables et 3 Chargés); 10 assistants et employés similaires et 8 personnels d'appui (5 chauffeurs, 2 gardiens et une femme de ménage). Les postes d'Assistant SE et de Responsable changement climatique sont vacants depuis février et mars 2019, les titulaires ayant présenté leur démission. Le recrutement est en cours pour leur remplacement. Le poste de Chargé de passation de marchés qui était vacant depuis 2018 vient d'être occupé par l'ancienne Chargée des infrastructures rurales (CIR). Un nouveau CIR a été recruté, avec date de prise de fonction le 12 août 2019. Le personnel passe ainsi à un effectif de 25 agents. Le Chargé de logistique a présenté sa démission le 30 mars 2019. Pour rétablir l'organigramme conforme au dispositif organisationnel de tous les projets financés par le FIDA, la Mission recommande de mettre à jour le manuel des procédures pour refléter la prise en charge effective des aspects logistiques et administratifs par le poste actuel de RFC qui prendra l'appellation de Responsable administratif et financier (RAF). Un assistant sera recruté pour exécuter les tâches de logistique sous la supervision hiérarchique du/ de la RAF.
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le Projet, y compris les postes fiduciaires	F Les fiches de postes sont décrites dans le manuel des procédures et reprises dans les contrats. la mission a recommandé de mettre à jour le manuel des procédures pour refléter la prise en charge effective des aspects logistiques et administratifs par le poste actuel de RFC qui prend l'appellation de Responsable Administratif et Financier (RAF).
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du Projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du Projet	F Oui. Le personnel de gestion financière est constitué des postes suivants: - RAF (en poste) - 2 Comptables (en poste) - Assistant Logistique (à recruter).

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	F	Oui, manuel a fait l'objet de partage en fin 2018 et aussi en juin 2019 pour refléter les changements intervenus suite au départ du Chargé de la logistique.
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	M	Oui, le système d'évaluation est inclus dans le manuel des procédures. La périodicité de l'évaluation annuelle est maintenant fixée au mois de juillet de chaque année; elle a été faite pour le personnel cadre pour l'année 2018/2019; il reste à finaliser l'évaluation pour le personnel d'appui.
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Le personnel est assuré, ainsi que leurs dépendants.
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F	Oui. Les paiements sont effectués à la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNaPS).
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	F	Oui. L'atelier FIDA tenu en Mai 2019 à Dakar a permis à la RAF et au Comptable de bénéficier d'une présentation sur ce sujet. A leur retour au Projet, la RAF en a fait une restitution à tout le personnel.
2. Budget			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels	M	La préparation du PTBA démarre avec des concertations avec les communautés en collaboration avec les ONGT pour ressortir les premières propositions d'activités. Préalablement à sa soumission pour validation du Comité National de Pilotage lors de sa réunion du 28 décembre 2019, ce document a été soumis aux CROS (Comité Régional d'Orientation et de Suivi) lors de leurs réunions tenues à Maintirano le 12 décembre 2018 pour celui du Melaky et le 17 décembre 2018 à Morondava pour le Menabe. En outre, un examen par les directions techniques du Ministère de tutelle a eu lieu le 21 décembre 2018. Le PTBA a été soumis à l'ANO du FIDA le 28 janvier 2019. <i>Le retard est attribué par le Projet à l'année électorale: attente de la fin de la campagne électorale pour tenir les réunions avec les ONGT et les CROS, pour éviter confusion et conserver neutralité.</i>
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	Oui
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	Oui
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	F	Oui
3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	F	Oui pour le FIDA; cependant, pour OFID les délais vont jusqu'à 4 mois.

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	M	Les contributions en numéraire relatives aux accords FIDA, ASAP et OFID ont porté sur 1 milliard MGA (330 000 USD) versés en 2017 et 800 millions MGA (242 400 USD) versés en 2018. Pour l'année 2019, un montant de 735 millions MGA (204 000 USD) a été inscrit dans la loi de finances. Le processus de mobilisation de ces fonds a été entamé.
c.	Efficacité des canaux de financement	M	Par rapport à la situation de 2017, des améliorations notoires avaient été apportées en 2018 sur les flux de fonds du compte désigné logé à la Banque Centrale vers les comptes opérationnels du Projet. Mais pour 2019, les délais ont été de nouveau allongés du fait qu'il s'agit d'une année particulière post élection présidentielle. A titre d'exemple, la nomination des acteurs budgétaires a eu lieu tardivement, en juin 2019.
d.	Gestion des comptes bancaires du Projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	N/A	N/A
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements	F	Les opérations sur le compte désigné logé à la Banque centrale sont effectuées après approbation d'une demande d'autorisation de virement signée par la Direction de la dette publique (DDP). Les mouvements sont ensuite effectués par signature conjointe du Coordonnateur du Projet (CP) et de la RAF.
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée	F	Montant de l'avance initiale adéquat. 1 500 000 USD pour le FIDA; 800 000 USD pour ASAP et 1 000 000 USD pour OFID.
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	F	Oui, les DRF et DPD sont utilisées.
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux	F	Oui. La vérification des états certifiés de dépenses n'a pas révélé de manquements.
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	F	Oui
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	F	Conforme. Signature par le Coordonnateur du Projet, la RAF et le Représentant de la DDP.
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	F	Les anciens cas concernent les frais bancaires sur ASAP: la situation est que l'accord de financement ASAP ne comporte pas de catégorie Fonctionnement. Or, les virements du compte désigné logé à la Banque centrale vers le compte d'opérations comportent des frais. Ces frais bancaires ont été inclus dans les DRF mais rejetés faute de catégorie correspondante. Le montant cumulé est de 4 004,24 USD au 31 décembre 2018. Il figure en suspens dans l'état de reconstitution de l'avance initiale.
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du Projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	F	Les états de rapprochement sont élaborés mensuellement.

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	M	Taux d'exécution du PTBA 2018: Il est de 53% sur les fonds FIDA, ASAP et contrepartie correspondante (53% pour la composante 1; 36% pour la composante 2 et 75% pour la composante 3). Sur les fonds OFID et contrepartie correspondante, il est de 62%. Taux d'exécution du PTBA 2019. Au 30 juin 2019, il est de 24% sur les fonds FIDA, ASAP et contrepartie correspondante (21% pour la composante 1; 43% pour la composante 2 et 31% pour la composante 3. Sur les fonds OFID et contrepartie correspondante, le taux d'exécution du PTBA 2019 est de 24%. Le niveau d'exécution du PTBA 2018 est faible, celui du PTBA 2019 est faible à ce jour; cependant les prévisions d'exécution au 31 décembre 2019 semblent favorables.
	ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	N/A	N/A
4. Contrôles internes			
a.	Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction	F	Les opérations sur le compte désigné logé à la Banque centrale sont effectuées après approbation d'une demande d'autorisation de virement signée par la DDDP. Les mouvements sont ensuite effectués par signature conjointe du CP et de la RAF.
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	F	Le Manuel des procédures, ainsi que le manuel des opérations énoncent clairement les processus de décision et d'exécution.
c.	Respect du manuel financier	F	Le Projet se conforme aux procédures du Manuel.
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	F	Les financements autres que ceux du FIDA respectent les mêmes règles définies dans le manuel de procédures.
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	F	Oui, le Projet utilise également le module Suivi des engagements/marchés de TOM2PRO.
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	F	Oui.
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	F	Oui. La vérification des ECD n'a pas révélé de manquements de pièces justificatives confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services.

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	F	Conforme
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	Quatre petites caisses existent au Projet: <ul style="list-style-type: none"> - Deux au niveau de l'UGP à Morondava: Caisse FIDA et Caisse RPI plafonnées à 400 000 MGA chacune - Deux au niveau de l'Assistante Administrative du Projet logée à la CAP-FIDA à Tana: Caisse FIDA et Caisse RPI plafonnées à 200 000 MGA chacune.
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	F	Paiements dans de courts délais, généralement. Les paiements ont ONGT sont, par exemple, effectués dans un délai de 10 jours, après validation du rapport. Les factures des fournisseurs de biens et intrants pour les micros projets sont payées directement par l'UCP par mobile banking pour éviter le transport d'espèces. Ceci, du fait que pour la plupart d'entre ces fournisseurs, il n'y a pas d'agence de banque au niveau de leur localité (la banque se trouvant au chef-lieu de région souvent éloigné) ou dans certains cas, ces fournisseurs ne disposent pas de compte bancaire. Le mobile banking est également utilisé pour payer les frais de mission aux agents du Projet, dans les cas où il n'est pas prudent de voyager avec des espèces. Actuellement, le Projet utilise les services des cash points publics pour les transferts par mobile banking. Pour des questions de sécurité et de plus grande traçabilité des transactions, <i>la Mission recommande la création d'un compte dédié auprès d'un opérateur téléphonique, pour effectuer directement des transferts aux fournisseurs des microprojets et aux agents en mission et disposer de relevés mensuels retraçant l'ensemble des transactions.</i>
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	F	Conforme
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du Projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	F	Oui, globalement.
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	F	Conforme
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	F	Oui.
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du Projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués,	F	Les véhicules sont marqués du logo FIDA. Les journaux de bord sont bien tenus. Les autorisations de voyage (ordres de mission) sont bien suivies.

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
	y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diems versés au personnel)		
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	F	Conforme
q.	Ateliers: i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diems versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	F	Pièces justificatives disponibles.
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	Conforme
s.	Dispositions avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	Conforme. Les opérations sur le compte désigné logé à la Banque centrale sont effectuées après approbation d'une demande d'autorisation de virement signée par la DDP. Les virements sont ensuite effectués par signature conjointe du CP et de la RAF. Les chèques sont également signés conjointement par le CP et la RAF. Les états de rapprochement bancaire sont effectués mensuellement.
t.	Existence d'une unité de support IT en place	F	Il n'y pas de support IT sur place mais le Projet a signé un contrat de maintenance avec un consultant comme support IT. Il y a également un contrat de maintenance avec la société qui a fourni le logiciel TOM2PRO.
5. Procédures comptables			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	F	La Projet suit la comptabilité d'engagement (comptabilité d'exercice) selon le Plan Comptable Malagasy qui converge vers les normes internationales IFRS. La comptabilité analytique et budgétaire est également tenue selon les accords de financement signés avec le FIDA et l'OFID.
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?)	F	Le Projet tient une comptabilité à partie double sur le logiciel TOM2PRO. La RAF a effectué le paramétrage adéquat de sorte que tous les rapports et états financiers sont produits automatiquement sur le logiciel: les DRF, les états d'exécution budgétaire, le suivi des marchés ainsi que tous les états financiers annuels requis.
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/ archivage)	F	Généralement conforme

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	F	Conforme. Le rapport d'audit des comptes au 31/12/2018 n'a pas révélé d'écarts sur le rapprochement des données comptables avec les registres relatifs aux actifs.
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes	F	Conforme. Des sauvegardes mensuelles des données informatiques sont faites par la RAF, avec sauvegarde automatique tous les jours à 21h sur le serveur. Le Projet est en train d'étudier d'y ajouter des sauvegardes sur Cloud pour l'ensemble des données.
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	F	La comptabilité est à jour et les états de rapprochements sont élaborés chaque mois.
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires.	F	Conforme. Les fonds de contrepartie, y compris les droits et taxes, sont correctement comptabilisés. Il reste à comptabiliser les Droits et Taxes à l'Importation (DTI) sur les 10 véhicules et 70 motos acquis en 2018 sur le financement FIDA pour l'UCP et les 4 ONGT partenaires d'exécution. Cette opération a bénéficié de l'exonération de DTI pour un montant de 639 804 267,96 MGA (194 233 USD). Ces DTI ont été traités à travers le compte du Projet PROSPERER financé également par le FIDA, étant donné que les DTI sont considérés pour le portefeuille global et que AD2M Phase II n'avait pas encore de compte DTI. La comptabilisation dans les comptes du Projet AD2M-II n'a pas été faite à cause de la non-réception des documents justificatifs. <i>La Mission recommande de recueillir les justificatifs au niveau des services des douanes ou autres services appropriés, en concertation avec le Projet PROSPERER, pour pouvoir comptabiliser ces DTI au titre de la contrepartie mobilisée pour le Projet.</i>
6. Rapports financier et suivi			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	F	Conforme. Les rapports financiers avant audit de l'exercice 2018 ont été envoyés au FIDA le 30 avril, dans les délais.
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	F	Le Projet envoie au FIDA les rapports semestriels techniques et financiers.
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le % d'exécution du PTBA	F	Les états d'exécution budgétaire sont produits automatiquement sur le logiciel.
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoires	F	Les recommandations majeures de la dernière mission de supervision sont mises en œuvre ou en cours.
7. Audit interne			

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
a.	Existence de dispositions d'audit interne	F	La CAP-FIDA, à travers son contrôleur interne qui dispose d'un manuel et d'une charte d'audit interne, joue le rôle d'auditeur interne.
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)	F	Conforme
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	F	Conforme
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit	F	Une mission de contrôle interne avait été organisée en juin 2018 et le rapport avait permis d'améliorer certains aspects de la gestion.
8. Audit externe			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	F	Conforme; respect des nouvelles directives du FIDA en matière d'audit.
b.	Respect des termes de référence	F	Conforme
c.	Ponctualité du rapport d'audit	F	Conforme. Le rapport a été envoyé au FIDA le 25 juin 2019, dans les délais.
d.	Qualité de l'audit	F	Les comptes ont été certifiés sans réserves, les recommandations de contrôle interne ont porté principalement sur (i) la demande de remboursement par la contrepartie de taxes pour un total de 636,25 USD qui avaient été incluses dans les DRF au FIDA; le remboursement a été fait en juillet 2019; (ii) le manque de factures originales pour les justificatifs des zones enclavées qui envoient au Projet des documents scannés; (iii) la non disponibilité de la situation de la TVA venant du Trésor public et (iv) diverses recommandations sur la passation des marchés concernant la non mise à jour de l'exécution du PPM, les longs délais entre la réception des offres et les ordres de service, la proportion importante d'offres jugées non conformes par le Projet, le système de comparaison des offres HT et TTC dans le cas d'un marché, la faiblesse du nombre d'entreprises consultées dans certains cas et des éléments manquants dans certains dossiers tels que les réponses aux demandes de clarifications et les lettres aux candidats non retenus.
e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier	F	Le suivi des recommandations de contrôle interne des audits précédents indique que la plupart de ces recommandations ont été mises en œuvre. La mise en œuvre des nouvelles recommandations d'audit a démarré: le remboursement de la TVA a déjà été effectué.

Résumé et évaluation du risque fiduciaire du Projet

RUBRIQUE	EVALUATION DU RISQUE E/M/F	MESURE D'ATTENUATION PROPOSEE
1. Organisation et personnel	F	Adéquat. Cependant, deux postes sont vacants (Assistant SE et Responsable changement climatique) suite démissions en février et mars 2019; le recrutement des remplaçants est en cours.
2. Budget	M	Le PTBA a été soumis au FIDA le 28 janvier 2019, le Projet expliquant ce retard par l'année électorale, ce qui a changé le calendrier de concertation avec les acteurs et organes de gouvernance. Les taux d'exécution des PTBA sont faibles: En 2018, il est de 53% sur fonds FIDA/ASAP et 62% sur les fonds OFID. Au 30 juin 2019, il est de 24% sur les fonds FIDA/ ASAP/OFID. Cependant les prévisions d'exécution au 31 décembre 2019 semblent favorables.
3. Flux de fonds et modalités de décaissement	F	Les flux de fonds sont globalement adéquats. Cependant, l'année 2019 a connu quelques retards, du fait qu'il s'agit d'une année particulière post-électorale; la nomination des acteurs budgétaires a eu lieu tardivement, en juin 2019.
4. Contrôles internes	F	Adéquats. En plus des procédures de contrôle interne au sein du Projet, le système de gestion des finances publiques inclut plusieurs niveaux de contrôle interne au niveau régional et au niveau national.
5. Système, stratégie, procédures comptables	F	La Projet suit la comptabilité d'engagement (comptabilité d'exercice) selon le Plan Comptable Malagasy qui converge vers les normes internationales IFRS. La comptabilité analytique et budgétaire est également tenue selon les accords de financement signés avec le FIDA et l'OFID. Le Projet tient une comptabilité à partie double sur le logiciel TOM2PRO. La RFC a effectué le paramétrage adéquat; tous les rapports et états financiers sont produits automatiquement sur le logiciel: les DRF, les états d'exécution budgétaire, le suivi des marchés ainsi que tous les états financiers annuels requis.
6. Rapport et suivi	F	Les rapports financiers non audités de 2018 ont été envoyés au FIDA, dans les délais, le 30 avril 2019. Le Projet envoie au FIDA les rapports semestriels techniques et financiers. Les états d'exécution budgétaire avec le pourcentage d'exécution du PTBA, sont produits automatiquement sur le logiciel.
7. Audit interne	F	La CAP-FIDA, à travers son contrôleur interne assure l'audit interne de tous les projets financés par le FIDA à Madagascar.
8. Audit externe	F	Les comptes ont été certifiés sans réserve et le rapport d'audit a été envoyé au FIDA dans les délais requis, le 25 juin 2019.
Risque fiduciaire global du Projet	F	Le risque global du Projet est faible; un risque moyen global se situe au niveau de la faiblesse du taux d'exécution du PTBA. Le Projet doit établir des budgets réalistes et réalisables.

Tableau des résultats de la vérification des états certifiés de dépenses (ECD)

Période du 01/01/2019 au 30/06/2019

Date	N° ligne DRF	Bénéficiaire	Description	Montant USD	Pièces justificatives dans la liasse	Observations
Catégorie I - CONSULTATIONS						
31/12/2018	Lignes 7 à 10 pour répartition analytique	ONGT TOKY Fampandrosoana	Animation et Encadrement	30 610,60	Ordre de Virement (OV) N°1323 signé par RAF et CP +cachet saisie; bordereau de règlement par signé RAF et CP; facture avec cachet Arrivée; indiquant Total facture; répartition entre coût OFID et coût FIDA; total HT et TVA 20%; mention BON A PAYER et CERTIFIE SERVICE FAIT par le Chargé d'Appui aux OP et à la Sécurisation foncière + Chargé Mise en valeur agricole; Cachet Payé Par BR 161 OFID et BR 1323 FIDA; Annexe ventilation des frais remboursables selon budget convention; ventilation de la rémunération (honoraires et personnel d'appui); suivi du marché; fiche d'imputation signée par Comptable et RFC.	Justification complète
31/12/2018	Lignes 11 à 18 pour répartition analytique	SHELL	Justification consommation carburant sur les activités de la catégorie I	560,92	OV 1324 signé RAF et CP+ cachet saisie; bordereau de règlement signé RAF et CP; répartition dépenses carburant signé par Comptable; facture avec cachet Arrivée; indiquant Total facture; répartition entre coût OFID et coût FIDA; total TTC; mention BON A PAYER, Cachet Payé Par BR 1324 FIDA; BR 293 ASAP et BR 691 RPI; Bons de livraison du carburant; demandes de mission et itinéraires de mission, fiche d'imputation signée par Comptable et RFC.	Justification complète. La validation de la répartition analytique des dépenses devra être effectuée par l'Assistant Logistique, après recrutement.
15/01/2019	Lignes 61 à 65 pour répartition analytique	ONGT SARAGNA	Animation et Encadrement	27 608,99	OV 1338 signé par RAF et CP +cachet saisie; bordereau de règlement par signé RAF et CP; facture avec cachet Arrivée; indiquant Total facture; 100% FIDA car hors zone OFID; total HT et TVA 20%; mention BON A PAYER et CERTIFIE SERVICE FAIT par le Chargé d'Appui aux OP et à la Sécurisation foncière + Chargé Mise en valeur agricole; Cachet Payé Par BR FIDA; Détails des activités réalisées et coûts; suivi du marché; fiche d'imputation signée par Comptable et RFC.	Justification complète
28/01/2019	Ligne 109: montant virement Ligne 110: frais bancaires	ANDIRAMPEN ITRA Serge Tovo	Elaboration Schéma d'Aménagement Communal (SAC)	287,82	OV 1353 signé par RAF et CP+ cachet saisie; bordereau de règlement par signé RAF et CP; facture avec cachet Arrivée; mention BON A PAYER et CERTIFIE SERVICE FAIT par le Chargé d'Appui aux OP et à la Sécurisation foncière; Cachet Payé Par BR FIDA et BR ASAP; Décompte N°1 du consultant références bancaires du consultant; fiche d'imputation signée par Comptable et RFC.	Justification complète
05/02/2019	Ligne 183	TTR Menabe	Indemnités membres TTM pour atelier élaboration PTA TTM Région Menabe	1 555,44	Chq N° 09608221: copie chèque + cachet saisie+ décharge + indication retour en banque de 500 Ar; fiche d'émargement des indemnités versées aux participants validée par Comptable et RFC; demande d'engagement de dépenses signé par Chargé d'Appui aux OP et à la Sécurisation foncière et Coordonnateur (CP); payé par BR FIDA; Demande du Président du TTM Régional (Maison des Producteurs du Menabe) pour participation à l'atelier; budget atelier; pièces justificatives pour	Justification complète

Date	N° ligne DRF	Bénéficiaire	Description	Montant USD	Pièces justificatives dans la liasse	Observations
					les déplacements (reçus des taxi-brousses régionaux); fiches de présence, fiche d'imputation signée par Comptable et RFC	
26/02/2019	Ligne 243	CODE Menabe	Animation et Encadrement	7 857,46	OV 1403 signé par RAF et CP +cachet saisie; bordereau de règlement par signé RAF et CP; facture avec cachet Arrivée; indiquant Total facture; 100% FIDA car hors zone OFID; total HT et TVA 20%; mention BON A PAYER et CERTIFIE SERVICE FAIT par le Chargé d'Appui aux OP et à la Sécurisation foncière + Chargé Mise en valeur agricole; Cachet Payé Par BR FIDA; Attachement avec détails des activités réalisées et coûts + copie page de garde Rapport réceptionné; suivi du marché; fiche d'imputation signée par Comptable et RFC.	Justification complète
08/03/2019	Ligne 273	LNTPB	Contrôle de qualité travaux Réhabilitation PI	2 774,98	OV 1409 signé par RAF et CP +cachet saisie; bordereau de règlement par signé RAF et CP; facture avec cachet Arrivée; mention BON A PAYER et CERTIFIE SERVICE FAIT par le Chargé des Infrastructures Rurales (CIR); Attachements; Rapport mensuel+ note de présentation FIDA 70% et OFID 30% signée par CIR; suivi du marché; fiche d'imputation signée par Comptable et RFC.	Justification complète
19/03/2019	Ligne 309	RAVELOMAN DIMBY Narivony	Etude de faisabilité des ouvrages de franchissement sur rivières région Melaky	4 092,54	OV 1473 signé par RAF et CP +cachet saisie; bordereau de règlement par signé RAF et CP; facture avec cachet Arrivée; mention BON A PAYER et CERTIFIE SERVICE FAIT par le Chargé des Infrastructures Rurales (CIR); Attachements; Copie Rapport; suivi du marché; fiche d'imputation signée par Comptable et RFC.	Justification complète
02/05/2019	Lignes 483 à 495	ASSURANCE NY HAVANA	Assurance véhicules et motos UCP et ONGT	14 147,38	OV 1376 signé par RAF et CP +cachet saisie; facture; bordereau de règlement par signé RAF et CP; BR FIDA et OFID; Avenant renouvellement; fiche d'imputation signée par Comptable et RFC.	Justification complète
24/05/2019	Ligne 587	ONE (Office National pour l'Environnement)	Frais d'évaluation environnementale PI	4 227,60	OV 1542 signé par RAF et CP +cachet saisie; note de débit et décompte ONE avec références bancaires; bordereau de règlement par signé RAF et CP; BR FIDA (80%) et ASAP (20%); Demande d'engagement signé par le Chargé des Infrastructures Rurales (CIR) et approuvé par le Coordonnateur; fiche d'imputation signée par Comptable et RFC.	Justification complète
Catégorie II - TRAVAUX						
05/03/2019	Lignes 1 et 2	CGC- CHINA GEO ENGINEERING CORPORATION	Travaux d'aménagement PI	30 015,71	OV 010/CO signé par RAF et CP +cachet saisie; Fiche de déclaration de transfert à destination de l'étranger pour paiement en USD. Ordre de virement en USD. Bordereau de règlement par signé RAF et CP; Facture avec part USD et part en MGA selon contrat; Certifié Service Fait signé par le Chargé des Infrastructures Rurales (CIR) Réf. BR FIDA USD et Réf. BR FIDA MGA; Décomptes et attachements signés par Ingénieur Contrôle; fiche d'imputation signée par Comptable et RFC.	Justification complète
Catégorie III - EQUIPEMENT ET MATERIEL						Justification complète
05/02/2019	Lignes 25 et 26	Razafimdranelo Chrismone	Achat cheptel ovins pour 4 micro-projets	1 309,02	OV 1379 signé par RAF et CP +cachet saisie; facture; bordereau de règlement par signé RAF et CP; BR FIDA et ASAP; demande d'engagement, tableau de	Justification complète

Date	N° ligne DRF	Bénéficiaire	Description	Montant USD	Pièces justificatives dans la liasse	Observations
		Isabella			comparaison de 3 proforma; factures proforma, contrat, demandes des bénéficiaires, fiches de distribution émargées; bons de livraison; fiche d'imputation signée par Comptable et RFC.	
18/03/2019	Lignes 59 à 63	Tsiajaly Manahira	Achat cheptel aviaire pour micro-projets	1 272,91	OV 1464 signé par RAF et CP +cachet saisie; facture; bordereau de règlement par signé RAF et CP; BR FIDA et ASAP; demande d'engagement, tableau de comparaison de 3 proforma; factures proforma, contrat, demandes des bénéficiaires avec comptes d'exploitation, fiches de distribution émargées; bons de livraison; fiche d'imputation signée par Comptable et RFC.	Justification complète
06/06/2019	Lignes 102 à 106	Rosalie Augustine	Achat cheptel ovins et arboriculture pour micro-projets	2 303,95	OV 1563 signé par RAF et CP +cachet saisie; facture; bordereau de règlement par signé RAF et CP; BR FIDA et ASAP; demande d'engagement, tableau de comparaison de 3 proforma; factures proforma, contrat, demandes des bénéficiaires avec comptes d'exploitation, fiches de distribution émargées avec empreintes digitales + 3 signataires pour certification liste de distribution; bons de livraison; fiche d'imputation signée par Comptable et RFC.	Justification complète
Catégorie IV - FORMATION						
21/05/2019	Lignes 135 à 138	ONGT	Indemnités Formation Lutte contre Chenilles	3 891,91	Copie chèque N° 09608443 signé par RAF et CP +cachet saisie; état récapitulatif signé par Comptable; état de paiement et fiches d'émargement; fiche de présence; TDR atelier; liste des personnes à former, bordereau de versement du reliquat à la banque; pièces justificatives détaillées; fiche d'imputation signée par Comptable et RFC.	Justification complète
Catégorie VI COUTS DE FONCTIONNEMENT						
15/01/2019	Ligne 10	PC Neuf	Achat 4 Toner pour imprimante	366,75	OV 1339 signé par RAF et CP +cachet saisie; facture; bordereau de règlement par signé RAF et CP; Bon de Commande; Demande d'engagement, tableau de comparaison de 3 proforma; factures proforma, bon de livraison; fiche d'imputation signée par Comptable et RFC.	Justification complète

Suivi des recommandations de la mission d'audit de l'exercice 2017/2018

N°	CONSTATATIONS	RECOMMANDATIONS	OBSERVATIONS DU PROGRAMME	SITUATION au 20 JUILLET 2019
PIECES JUSTIFICATIVES				
1	Des taxes sur la valeur ajoutée pour un montant total de 2 127 875,14 Ar, soit l'équivalent de 636,25 USD, ont été payées par le compte FIDA	Présenter une DRF avec le montant en négatif pour la demande de retrait de fonds à venir	Recommandation acceptée. Le remboursement a été effectué. Ce montant a été déduit de la prochaine DRF.	Recommandation appliquée
DRF				
2	Lors de la vérification des pièces justificatives, nous avons identifiés les anomalies suivantes: - validation des rapports des encadreurs non formalisés - des factures non originales des ONGT (des zones non enclavées) annexées dans les pièces justificatives sans autres précisions - Ticket d'embarquement non joint	Formaliser la validation des rapports Réclamer et joindre les tickets d'embarquement Préciser sur les copies des factures que ces pièces feront office de justificatifs des dépenses.	Recommandation acceptée. <ul style="list-style-type: none"> La validation des rapports jusqu'ici été marquée par une simple signature du responsable concerné. La mention "Lu et Approuvé" précédera désormais la signature de l'approbateur. Les factures reçues en version scannée en provenance des zones enclavées, tel que prévu dans le manuel de procédure, seront assorties de la mention "scan" à valeur originale. Le cas de non remise des tickets d'embarquement concerne plutôt le retour fin de mission des voyageurs externes de l'UGP. Une organisation sera mise en place avec la Correspondante de Projet au sein de la CAP-FIDA pour capter systématiquement ce genre de pièce justificative au retour dans la capitale de ces missionnaires. 	Recommandation appliquée
3	La situation de TVA venant du Trésor Public n'est pas disponible.	Demander auprès du Trésor Public la situation de TVA au 31 décembre	Cette recommandation sera mise en œuvre	Cette recommandation sera mise en œuvre dans les prochains mois: septembre à décembre 2019

Figure 3: Organigramme du projet AD2M-II au 31 juillet 2019

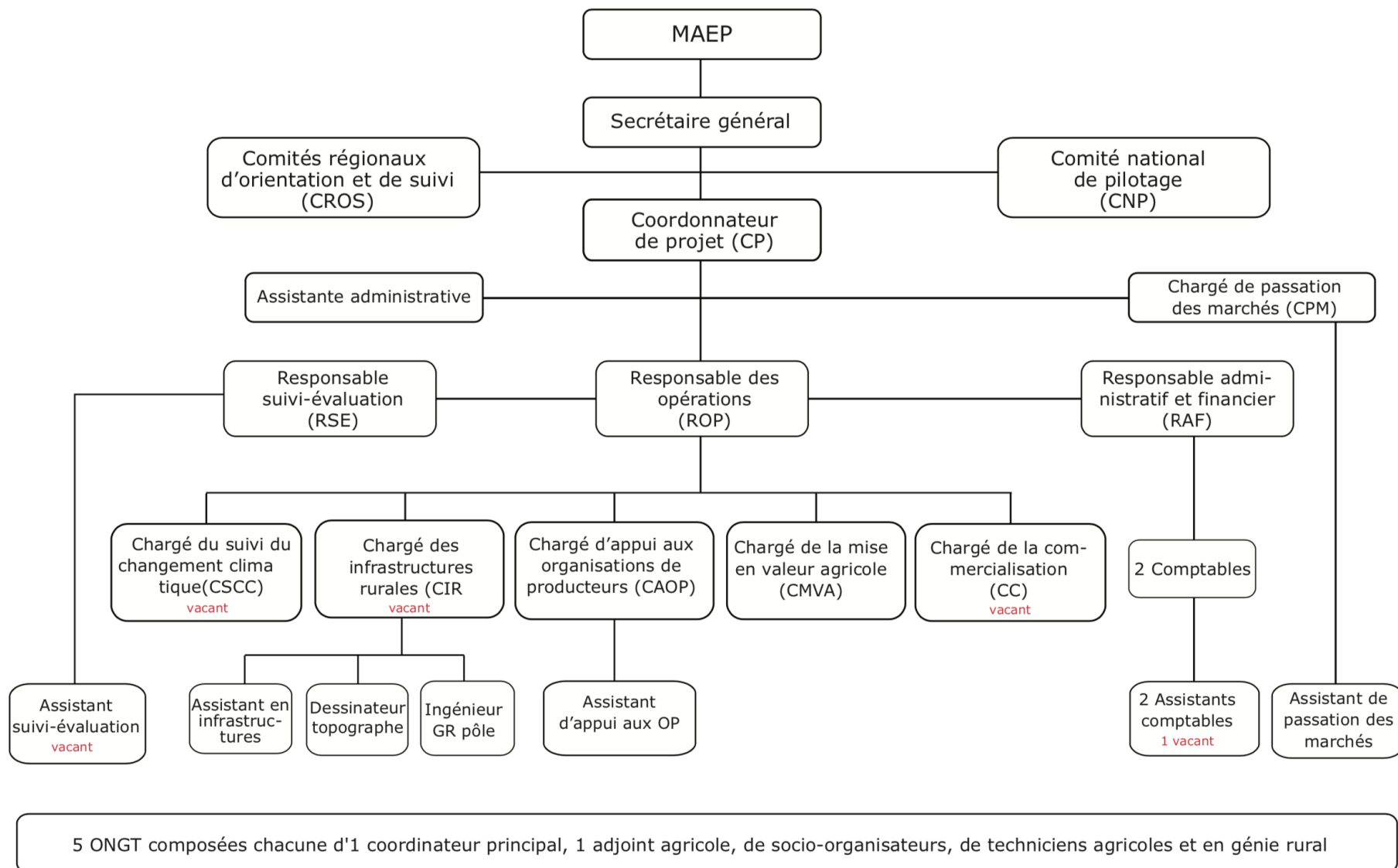


Tableau 4: Liste du personnel AD2M-II au 31 juillet 2019

N°	Nom et Prénom	Fonction	Dates de fonction	
			entrée	sortie
1	RAKOTONDRATSIMA Andrianaiinasoa	Coordonnateur du Projet (CP)	05/01/2016	
2	ANDRIANTSILAVO Manoamanana	Responsable des opérations (ROP)	05/01/2016	
3	RASOAVOLANANDRIANINA Domoïna	Responsable financier et comptable (RFC)	15/11/2017	
4	ANDRIANARISOA Miadanahanta (M ^{me})	Chargée passation de marchés CPM)	22/05/2019	
5	RAZAFINDRATSIMA Alain Hery Lanto	Responsable suivi évaluation (RSE)	05/01/2016	
	ANDRIANARISOA Miadanahanta (M ^{me})	Chargée des infrastructures rurales (CIR)	05/01/2016	22/05/2019
6	ANDRIATOANDRO Jean Maximin	Chargé d'appui aux organisations des producteurs et du foncier (CAOP)	05/01/2016	
7	RAKOTOARISOA Doris	Chargé de la mise en valeur agricole (CMVA)	18/07/2018	
	JULES Terezy	Chargé des affaires administratives et logistiques	05/01/2016	30/03/2019
	RASOLONJATOVO HERITIANA Jean Stephan	Chargé du suivi changement climatique (CSCC)	01/06/2017	14/02/2019
8	RAKOTONIAINA Andrianjaka	Ingénieur GR pôle	05/01/2016	
9	RANDRIANJATOVO Narindra	Assistant mise en valeur agricole	01/09/2018	
10	RANDRIAMIHAJARIVÉLO Jean Emilien	Assistant passation de marchés	26/10/2017	
	RATIANJANAHARY VONINDRIAKA Stella (M ^{me})	Assistante suivi évaluation	05/01/2016	31/03/2019
11	RAMAROLAHY Armand	Assistant appui aux organisations des producteurs et du foncier	18/07/2018	
12	RAKOTONDRAMANANA Vonimbola	Assistant infrastructures rurales	16/07/2018	
13	ANDRIAMBELO Jocelyn Christian	Comptable	05/01/2016	
14	RANDRIANJATOVO Hery Liva	Comptable	01/08/2018	
15	RANDRIANARIVO Jean	Assistant comptable	05/01/2016	
	RALAIVAO ANDRIANJATOVO toky	Assistant logistique	05/01/2016	30/09/2018
16	RALAMBOMANANA Herimampionona	Dessinateur topographe	05/01/2016	
17	RESAMPA Olivia (M ^{me})	Assistante administrative	05/01/2016	
18	RASOAMANGARIVONY Zélérine (M ^{me})	Femme de ménage	05/01/2016	
19	FREDERIC Prosper	Chauffeur	05/01/2016	
20	RAKOTOMANGA Marie Giovanny	Chauffeur	04/01/2018	
21	HARISON Stanislas	Chauffeur	09/07/2018	
22	RAZAFIMAHATRATRA Rémi	Chauffeur	05/07/2018	
23	SALIM Salah	Chauffeur	05/01/2016	
24	RANDRIANAIVOSON Jean Emmanuel	Gardien	05/01/2016	
25	ROLLAND Matio	Gardien	01/01/2017	

Annexe 2. Revue des coûts et du financement du Projet

Introduction

1. Ce document est composé de trois parties: (i) Révision des coûts et des paramètres de calcul; (ii) Plan de financement proposé pour la 2^{ème} période du projet AD2M-II; et (iii) Plan de réallocation des fonds proposé par composante et par catégorie de dépenses suite au travail d'actualisation des coûts pour la 2^{ème} période du Projet.

A. Actualisation budgétaire - 2^o période d'exécution AD2M-II

2. Concernant la révision et la mise à jour des coûts pour la 2^{ème} période du Projet, la RMP a dû faire une replanification des activités en raison de l'extension de la durée du Projet. Par ailleurs, suite aux variations du taux de change, il a été constaté une variation significative des coûts unitaires vis-à-vis des prévisions faites au moment de la conception du Projet. Les propositions de changement des quantités et des coûts unitaires des activités ont été faites sur la base des visites de terrain de l'équipe de la RMP ainsi que des séances de travail avec l'équipe de l'UGP et les partenaires de mise en œuvre.
3. **Budget actualisé / fonds disponibles.** La RMP a revisité les activités du Projet et le budget global sur la base des cofinancements effectifs, des constats sur l'état d'avancement des réalisations des produits et des premières perceptions en termes d'effets. Le budget global a été actualisé à environ 56,59 millions USD en se basant sur un montant total encore disponible¹ d'environ: (i) 25,82 millions USD sur le prêt FIDA; (ii) 4,47 millions USD sur le Don ASAP; et (iii) 5,79 millions USD sur prêt OFID. Étant donné les décaissements mentionnés et les engagements prévus jusqu'au 05/08/2019. Sur cette base, le budget pour la 2^{ème} période du Projet a été actualisé en utilisant le logiciel COSTAB, permettant des mises à jour complètes et des vérifications très facilement. Le détail des tableaux par composante est présenté dans le rapport de la RMP.
4. **Durée de la 2^{ème} période du Projet.** L'adéquation et actualisation des activités du Projet a tenu compte: (i) d'une extension de 2 ans pour les dates d'achèvement et de clôture du Projet (2024); et (ii) des fonds et financements extérieurs disponibles (FIDA, OFID, ASAP) ainsi que le montant résultant des contreparties du Gouvernement et des bénéficiaires.
5. **Synthèse des hypothèses.** Concernant l'actualisation des paramètres de calcul des coûts, la RMP a confirmé les taxes et les imprévus physiques et financiers, qui ont permis d'avoir une couverture des fonds du Projet suite aux changements des coûts unitaires après la dévaluation de la monnaie. Ainsi, le taux de change a été actualisé à 3 600 MGA/USD.
6. **Révision des coûts par sous-composante.** Suite aux révisions, le coût total et par composante du Projet pour la 2^{ème} période du Projet, y compris les imprévus physiques et les prévisions pour hausse des prix, se présentent comme suit.

¹ En tenant compte des montants décaissés et des engagements prévus jusqu'au 05/08/2019.

Tableau 5: Coût total et par composante du Projet ('000 USD)

Composante et sous-composante	2° sem. 19	2020	2021	2022	2023	2024	Total
1. Promotion de systèmes de production performants et résilients au CC	7 698,7	10 790,3	6 516,8	2 374,7	1 566,9	888,6	29 836,0
1.1. Développement des infrastructures résilientes	6 851,2	7 740,1	3 823,6	244,0	63,2	48,6	18 770,6
1.2. Organisation, formation	259,9	692,3	635,8	557,8	463,0	343,7	2 952,6
1.3. Appui aux services agricoles efficients	587,6	2 357,9	2 057,4	1 572,9	1 040,7	496,2	8 112,8
2. Appui à l'accès au marchés et aux opportunités économiques	316,5	3 493,6	1 428,1	907,3	676,2	237,9	7 059,7
2.1. Infrastructures de désenclavement et de valorisation des produits	102,5	3 083,4	995,1	419,5	273,1	-	4 873,6
2.2. Appui aux organisations professionnelles, OP/OM et accès aux SF	214,0	410,3	433,0	487,7	403,2	237,9	2 186,1
3. Gestion du projet et suivi-évaluation	612,8	880,9	1 125,9	997,6	1 026,0	1 306,2	5 949,5
3.1. Coordination et gestion du projet	363,6	799,1	1 019,4	905,6	916,3	1 148,1	5 152,1
3.2. Suivi-Evaluation et gestion des savoirs	249,2	81,9	106,4	92,0	109,7	158,2	797,4
Total Projet	8 628,1	15 164,9	9 070,8	4 279,6	3 269,2	2 432,7	42 845,2

Figure 4: Coûts comparés par composante (RMP / DCP) (en %)

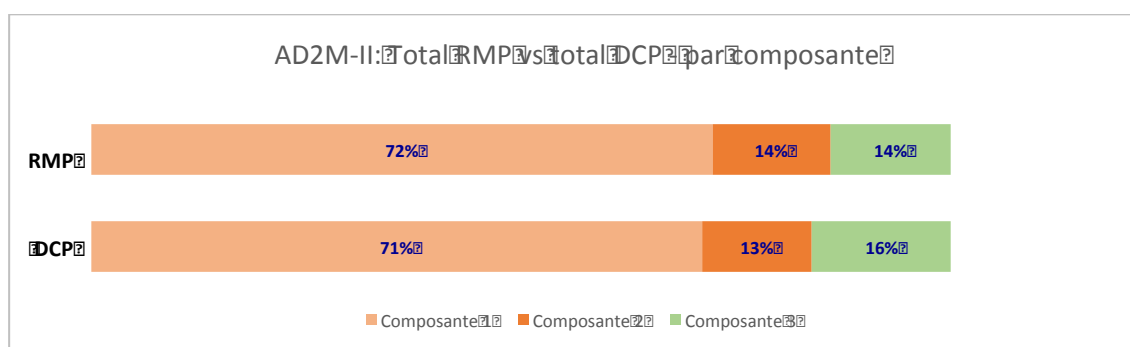
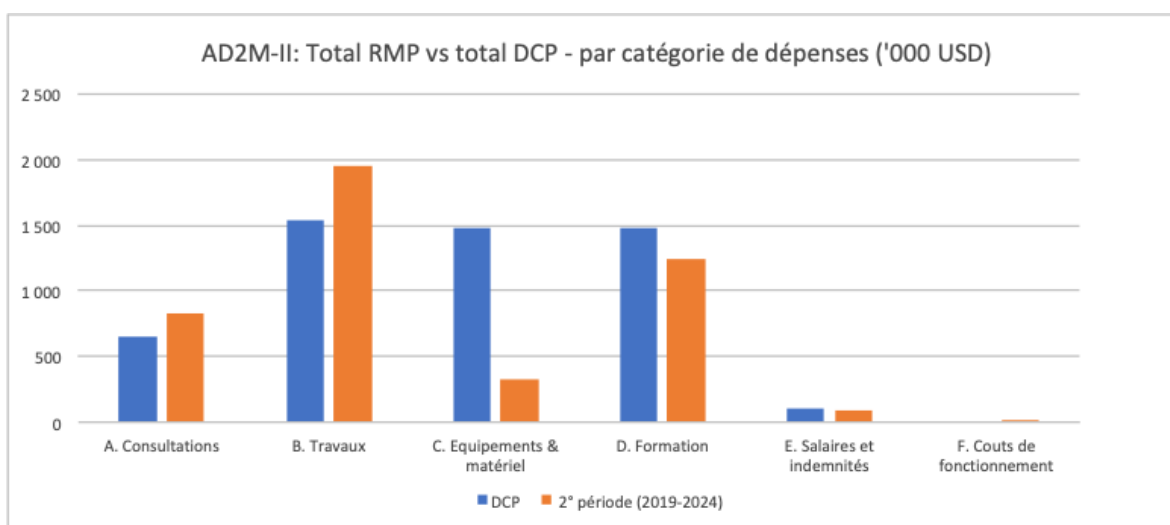


Figure 5: Coûts comparés par catégorie de dépenses (RMP / DCP) ('000 USD)



B. Plan de financement

7. Le financement du Projet à la conception était réparti comme suit: (i) prêt FIDA: 34,386 millions UUSD (61%); (ii) don ASAP: 6 millions USD (11%); (iii) prêt OFID: 7,5 millions USD (13%); (iv) Gouvernement: 7,71 millions USD (14%); et (v) Bénéficiaires: 1,16 millions USD (2%). Avec le niveau d'exécution constaté à la RMP: (i) prêt FIDA: 24,14%; (ii) don ASAP: 35%, (iii) prêt OFID: 33%; (iv) Gouvernement: 23%; et (v) Bénéficiaires: 1%; la replanification budgétaire a respecté les montants globaux et recalculé la prévision pour la contribution des bénéficiaires et du Gouvernement.

Tableau 6: Coûts par composante et source de financement ('000 USD)

AD2M-II - 2 ^e période d'exécution 2019-2024 ('000 USD)						
	FIDA	ASAP	OFID	Gvt	Bénéficiaires	Total
Composante 1	14 602	4 359	5 422	4 238	1 214	29 836
Composante 2	6 059	0	183	818	0	7 060
Composante 3	5 160	103	186	500	0	5 949
Total	25 821	4 462	5 792	5 556	1 214	42 845
Diff. vs soldes (feuille "Décaissement")	2	6	-1	228	-62	173

C. Proposition de réallocation des fonds pour la 2^{ème} période

8. **Réallocation par composante.** La réallocation des fonds proposée entre les composantes du Projet est présentée dans le tableau suivant.

Tableau 7: Coûts comparé par composante ('000 USD)

Composante	DCP		Dépensé et engagé (05/08/19)	2 ^e période (2019-2024)	RMP		Écart	
	Montant	%	Montant	Montant	Montant	%	Montant	%
Composante 1	40 289	71%	11 052	29 836	40 888	72%	599	1%
Composante 2	7 302	13%	658	7 060	7 718	14%	416	6%
Composante 3	9 155	16%	2 030	5 949	7 980	14%	-1 175	-13%
Total	56 746		13 741	42 845	56 586		-160	0%

9. Le coût total du Projet reste le même et la répartition entre les composantes est maintenue.
10. **Réallocation par catégorie de dépenses.** En ce qui concerne les catégories de dépenses, il n'y a à ce stade pas des changements significatifs au niveau du prêt FIDA, qui nécessiterait une demande de réallocation des fonds par catégorie. Par contre, le fonds ASAP présente des écarts beaucoup plus significatifs, en particulier dans la catégorie "Génie civil" et "Equipements et matériel", qui dépasse les 30%, et nécessite donc demande de réallocation des fonds par le gouvernement Malagasy.

Tableau 8: Coûts par catégorie de dépenses pour le prêt FIDA ('000 USD)

Catégorie	DCP		Dépensé et engagé (05/08/19)	2° période (2019-2024)	RMP		Écart	
	Montant	%	Montant	Montant	Montant	%	Montant	%
I. Consultants	8 837	26%	1 392	8 829	10 221	32%	1 385	16%
II. Génie civil	10 059	30%	2 146	8 792	10 937	35%	878	9%
III. Equipements et matériel	4 613	14%	1 010	3 037	4 047	13%	-566	-12%
IV. Formation	2 306	7%	324	1 390	1 714	5%	-592	-26%
V. Salaires et indemnités	3 585	11%	595	2 727	3 322	11%	-263	-7%
VI. Coûts de fonctionnement	1 237	4%	221	1 046	1 267	4%	31	2%
Non alloué	3 404	10%			0	0%		
Total	34 040	100%	5 688	25 821	31 508			

Tableau 9: Coûts par catégorie de dépenses pour le don ASAP ('000 USD)

Catégorie	DCP		Dépensé et engagé (05/08/19)	2° période (2019-2024)	RMP		Écart	
	Montant	%	Montant	Montant	Montant	%	Montant	%
I. Consultants	650	11%	63	831	893	16%	243	37%
II. Génie civil	1 535	26%	638	1 956	2 594	46%	1 059	69%
III. Equipements et matériel	1 480	25%	84	326	410	7%	-1 070	-72%
IV. Formation	1 480	25%	418	1 247	1 665	29%	185	12%
V. Salaires et indemnités	111	2%	20	88	108	2%	-3	-3%
VI. Coûts de fonctionnement	0	0%	4	15	19	0%	19	na
Non alloué	553	10%	0		0	0%		
Total	5 809	100%	4 204	4 462	5 689			

Tableaux de coûts détaillés par composante

Composante 1 – SC1

Table 1. Développement des infrastructures productives résilientes (1.1)
Detailed Costs

Detailed Costs									Unit Cost - Negotiation		Totals Including Contingencies (US\$ '000)						
	Unit	2° sem 19	2020	2021	2022	2023	2024	Total	(US\$ '000)	2° sem 19	2020	2021	2022	2023	2024	Total	
I. Investment Costs																	
A. Planification territoriale (PRD/PCD et SAC)																	
1. Elaboration des PCD : Edition et logistique de regroupement	Commune	20	10	-	-	-	-	30	0,5	10,3	5,5	-	-	-	-	15,8	
2. Appui à l'élaboration de SAC: Cabinet	forfait	-	13	-	-	-	-	13	8,5	-	120,6	-	-	-	-	120,6	
3. Appui à l'élaboration de SAC: Edition et logistique de regroupement	Forfait	6	13	-	-	-	-	19	1	6,2	14,2	-	-	-	-	20,4	
4. Appui à l'élaboration de SRAT	forfait	-	0,7	0,3	-	-	-	1	65	-	49,7	22,6	-	-	-	72,2	
5. Appui aux régions	nombre	1	2	2	2	2	2	11	4	4,1	8,7	9,3	9,8	10,4	11,0	53,4	
6. Appui aux GTDRD	nombre	1	2	2	2	2	2	11	2,8	2,9	6,1	6,5	6,9	7,3	7,7	37,3	
7. Appui aux TTM	nombre	1	2	2	2	2	2	11	2,8	2,9	6,1	6,5	6,9	7,3	7,7	37,3	
8. Matériels et équipement régions	nombre	-	-	2	-	-	-	2	2,8	-	-	6,8	-	-	-	6,8	
9. Participation aux événements genres	Ff	0,5	1	1	1	1	1	5,5	2,8	1,5	3,1	3,2	3,4	3,5	3,7	18,4	
10. Station Agro-meteorologiques	FF	-	5	-	-	-	-	5	8	-	45,9	-	-	-	-	45,9	
11. Atelier annuel de partage des prévisions météorologiques	Nombre	-	1	1	1	1	1	5	2	-	2,2	2,3	2,5	2,6	2,8	12,3	
12. Appui DGM	Nombre	1	1	1	1	1	1	6	2	2,1	2,2	2,3	2,5	2,6	2,8	14,4	
13. Installation Station agro-météorologique	Forfait	-	5	-	-	-	-	5	1,8	-	10,3	-	-	-	-	10,3	
14. Equipement SIG	FF	1	1	1	1	1	1	6	4,2	4,5	4,8	5,1	5,4	5,7	6,1	31,7	
15. Supervision des activités	FF	0,5	1	1	1	1	1	5,5	5	2,6	5,5	5,8	6,1	6,5	6,9	33,3	
Subtotal Planification territoriale (PRD/PCD et SAC)											37,0	284,9	70,4	43,4	45,9	48,6	530,2
B. Aménagements hydro-agricoles																	
1. Aménagement hydro-agricole _Extension																	
a. Périmètres irrigués nouveaux																	
Etudes Vondrove 2ème tranche	ha	-	890	-	-	-	-	890	0,11	-	103,1	-	-	-	-	103,1	
Travaux- Vondrove 1ère tranche (910 ha)	Forfait	0,8	0,2	-	-	-	-	1	1.000	865,2	229,3	-	-	-	-	1 094,5	
Travaux- Vondrove 2ème tranche (890 ha)	Forfait	-	0,5	0,5	-	-	-	1	1.160	-	664,9	704,8	-	-	-	1 369,7	
Travaux- Marifilaly (1.600 ha)	Forfait	0,6	0,25	0,15	-	-	-	1	3.180	2 063,5	911,4	579,6	-	-	-	3 554,5	
Travaux- - Veromanga (160 ha)	Forfait	0,3	0,7	-	-	-	-	1	350	113,6	280,9	-	-	-	-	394,4	
Travaux- Beboka (1600 ha) /a	Forfait	0,4	0,4	0,2	-	-	-	1	4.420	1 912,1	2 026,8	1 074,2	-	-	-	5 013,1	
Subtotal Périmètres irrigués nouveaux											4 954,4	4 216,4	2 358,7	-	-	-	11 529,4
b. Périmètres irrigués - réhabilitation avec extension																	
Travaux 1ère tranche de réhabilitation avec extension Demoka (750 ha)	Forfait	1	-	-	-	-	-	1	330	356,9	-	-	-	-	-	356,9	
c. Périmètres d'épandage de crues																	
Behoria (1.580 ha)	Forfait	0,2	0,8	-	-	-	-	1	570	123,3	522,8	-	-	-	-	646,0	
Bemokotra (820 ha)	Forfait	0,5	0,5	-	-	-	-	1	730	394,7	418,4	-	-	-	-	813,2	
Bemarivo-Ankirondro (1.310 ha)	Forfait	-	0,6	0,4	-	-	-	1	970	-	667,2	471,5	-	-	-	1 138,7	
Subtotal Périmètres d'épandage de crues											518,0	1 608,4	471,5	-	-	-	2 597,9
d. Contrôle et surveillance, laboratoire de contrôle de qualité																	
Périmètres FIDA/ASAP	Forfait	0,4	0,4	0,2	-	-	-	1	577,5	237,9	252,2	133,7	-	-	-	623,8	
Périmètre Beboka (OFID)	Forfait	0,4	0,4	0,2	-	-	-	1	165	68,0	72,1	38,2	-	-	-	178,2	
Subtotal Contrôle et surveillance, laboratoire de contrôle de qualité											305,9	324,3	171,9	-	-	-	802,0
e. Premier labour sur nouveaux périmètres irrigués																	
Périmètres irrigués FIDA/ASAP	Forfait	910	1 760	890	-	-	-	3 560	0,14	137,8	282,5	151,4	-	-	-	571,7	
Périmètre Beboka (OFID)	Forfait	-	-	1 600	-	-	-	1 600	0,14	-	-	272,2	-	-	-	272,2	
Subtotal Premier labour sur nouveaux périmètres irrigués											137,8	282,5	423,6	-	-	-	843,9
Subtotal Aménagement hydro-agricole _Extension											6 273,0	6 431,5	3 425,6	-	-	-	16 130,1

République de Madagascar: Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II)
Mission de revue à mi-parcours (RMP) - Dates de mission: 24 juillet au 8 août 2019

Detailed Costs

	Unit	Quantities						Unit Cost - Negotiation (US\$ '000)	Totals Including Contingencies (US\$ '000)						
		2° sem 19	2020	2021	2022	2023	2024	Total	2° sem 19	2020	2021	2022	2023	2024	Total
2. Aménagement hydro-agricole _ Consolidation															
a. Périmètres d'épandage de crues															
Bejangoa (300 ha)	Forfait	0,3	0,7	-	-	-	-	1	140	45,4	112,3	-	-	-	157,8
Potseho (160 ha)	Forfait	-	1	-	-	-	-	1	80	-	91,7	-	-	-	91,7
Bedanoro (210 ha)	Forfait	-	1	-	-	-	-	1	80	-	91,7	-	-	-	91,7
Subtotal Périmètres d'épandage de crues										45,4	295,8	-	-	-	341,2
b. Travaux confortatifs de périmètres de la 1ère phase	FF	0,5	0,5	-	-	-	-	1	455	246,0	260,8	-	-	-	506,8
c. Contrôle et surveillance des travaux	Forfait	0,5	0,5	-	-	-	-	1	82,5	42,5	45,0	-	-	-	87,5
d. Appui à l'aménagement de micro-périmètres															
Etudes	Forfait	0,2	0,4	0,4	-	-	-	1	14	2,9	6,1	6,5	-	-	15,5
Travaux	Forfait	-	0,2	0,4	0,4	-	-	1	200	-	45,9	97,2	103,0	-	246,1
Contrôle et surveillance	Forfait	-	0,2	0,4	0,4	-	-	1	20	-	4,4	9,3	9,8	-	23,4
Subtotal Appui à l'aménagement de micro-périmètres										2,9	56,3	113,0	112,9	-	285,0
e. Maitise d'ouvrage/Supervision des activités															
Volet FIDA	FF	0,5	1	1	0,5	0,25	-	3,25	45	23,2	49,1	52,1	27,6	14,6	166,6
Volet OFID	FF	0,5	1	1	0,5	0,25	-	3,25	8	4,1	8,7	9,3	4,9	2,6	29,6
Subtotal Maitise d'ouvrage/Supervision des activités										27,3	57,9	61,3	32,5	17,2	196,2
Subtotal Aménagement hydro-agricole _ Consolidation										364,1	715,8	174,3	145,4	17,2	1 416,8
Subtotal Aménagements hydro-agricoles										6 637,1	7 147,3	3 599,9	145,4	17,2	17 546,9
C. Études Environnementales															
1. Recommandation des PESEC pour la catégorie environnementale A															
a. Études															
EIES et EIES de mise en conformité /b	Nombre	1	2	-	-	-	-	3	4	4,1	8,7	-	-	-	12,9
PREE et PREE de mise en conformité /c	Nombre	4	-	-	-	-	-	4	3	12,4	-	-	-	-	12,4
PGES /d	Nombre	1	-	-	-	-	-	1	1,4	1,4	-	-	-	-	1,4
Subtotal Études										17,9	8,7	-	-	-	26,7
b. Frais d'évaluation ONE - Validation des EIES /e	Forfait	1	2	-	-	-	-	3	22	22,7	48,0	-	-	-	70,7
c. Cout de mise en oeuvre des PGES															
Périmètre irrigué /f	Forfait	0,25	0,5	0,25	-	-	-	1	245	63,1	133,7	70,9	-	-	267,7
Périmètre d'épandage de crue /g	Forfait	0,25	0,5	0,25	-	-	-	1	105	27,0	57,3	30,4	-	-	114,7
Subtotal Cout de mise en oeuvre des PGES										90,1	191,1	101,3	-	-	382,5
Subtotal Recommandation des PESEC pour la catégorie environnementale A										130,7	247,8	101,3	-	-	479,8
2. Recommandation des PESEC pour les risques climatiques élevé															
Analyse approfondie du risque climatique	Forfait	-	1	-	-	-	-	1	10	-	10,9	-	-	-	10,9
3. Reliquat- Fonds de contingence- OFID-FIDA-ASAP	Forfait	0,25	0,25	0,25	0,25	-	-	1	180	46,4	49,1	52,1	55,2	-	202,8
Subtotal Études Environnementales										177,1	307,9	153,3	55,2	-	693,5
Total										6 851,2	7 740,1	3 823,6	244,0	63,2	18 770,6

^{la} Barrage et canal d'aménagé (USD 1,77 million), Canal principal (USD 1,35 million), Canaux secondaires (USD 1,30 millions)

^{lb} PI Vondrove avec 2ème tranche (1800 Ha), PEC Behoria (1580 Ha) et PEC Bemarivo-Ankirondro (1310 Ha)

^{lc} PI Demoka RD 1ère tranche (750ha), PEC Bemokotra (820 Ha), PEC Benjangoa (300 Ha), PEC Potseho et Bedanoro (370 Ha)

^{ld} PI Veromanga (160 Ha)

^{le} PI Vondrove, PEC Behoria et PEC Bemarivo-Ankirondro (1310 Ha)

^{lf} PI Marefilaly (1600 ha) en cours, PI BEBOKA (1600 ha) en cours, PI Demoka avec 2ème tranche (750 Ha), PI Vondrove (1800 Ha), PI Veromanga (160 Ha)

^{lg} PEC Bemokotra (820 Ha), PEC Benjangoa (300 Ha), PEC Behoria (1580 Ha), PEC Bemarivo-Ankirondro (1310 Ha), PEC Potseho et Bedanoro (370 Ha)

Composante 1 – SC2

Table 2. Organisation, formation
Detailed Costs

Detailed Costs										Unit Cost - Negotiation (US\$ '000)		Totals Including Contingencies (US\$ '000)					
	Unit	2° sem 19	2020	2021	2022	2023	2024	Total		2° sem 19	2020	2021	2022	2023	2024	Total	
I. Investment Costs																	
A. Dispositif d'accompagnement																	
1. Animation de terrain ONGT	forfait	0,09	0,21	0,2	0,19	0,18	0,13	1	1.760	163,2	403,5	407,4	410,2	412,0	315,4	2 111,6	
2. Acquisition complément de moto pour ONGT	Nombre	-	11	-	-	-	-	11	4	-	50,4	-	-	-	-	50,4	
3. Acquisition kit solaire ONGT	Nombre	-	5	-	-	-	-	5	14	-	80,2	-	-	-	-	80,2	
4. Supervision des activités	forfait	0,5	1	1	1	1	1	5,5	4	2,1	4,4	4,6	4,9	5,2	5,5	26,7	
Subtotal Dispositif d'accompagnement											165,2	538,6	412,0	415,1	417,2	320,9	2 269,0
B. Formation et appui à l'organisation des EAF (AUE, OPB, Educ																	
1. Formation et recyclage																	
Appui à la mise en place de nouvelles OP	OP	10	40	10	-	-	-	60	0,3	3,2	13,4	3,5	-	-	-	20,1	
Formation et recyclage des OP	p-j	120	300	120	120	120	120	900	0,06	7,7	20,1	8,3	8,7	9,0	9,4	63,3	
Subtotal Formation et recyclage											10,9	33,4	11,8	8,7	9,0	9,4	83,3
2. Voyages d'échange	forfait	-	1	1	1	1	1	5	9	-	10,0	10,4	10,9	11,3	11,8	54,4	
3. Bâtiment et mobilier pour Union des AUE	nombre	-	-	2	-	-	-	2	35	-	-	85,1	-	-	-	85,1	
4. Matériel et outillage pour AUE/Union	forfait	1	1	1	1	-	-	4	5	5,4	5,7	6,1	6,4	-	-	23,7	
Subtotal Formation et appui à l'organisation des EAF (AUE, OPE											16,3	49,2	113,4	26,0	20,4	21,2	246,5
C. Renforcement des capacités des partenaires d'exécution																	
1. Formation et recyclage des agents des ONGT	Nb	-	1	1	1	1	-	4	10	-	11,1	11,6	12,1	12,6	-	47,4	
2. Renforcement des autres partenaires /a	Nb	-	1	1	1	1	-	4	2	-	2,2	2,3	2,4	2,5	-	9,5	
3. Voyage d'échange	Nb	-	1	1	1	1	-	4	6	-	6,7	7,0	7,2	7,5	-	28,4	
4. Mission d'appui ministère de tutelle	Forfait	1	1	1	1	1	1	6	1,2	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	8,6	
Subtotal Renforcement des capacités des partenaires d'executi											1,2	21,4	22,3	23,2	24,2	1,7	93,9
D. Activités Nutrition																	
1. Etude de référence SCA	Nombre	1	-	-	-	-	-	1	2,5	2,6	-	-	-	-	-	2,6	
2. Evaluation annuelle SCA	Nombre	-	1	1	1	1	-	4	1	-	1,1	1,2	1,2	1,3	-	4,8	
3. Convention avec ORN /b	Forfait									74,6	82,1	87,0	92,3	-	-	336,0	
Subtotal Activités Nutrition											77,1	83,2	88,2	93,5	1,3	-	343,3
Total											259,9	692,3	635,8	557,8	463,0	343,7	2 952,6

\a A titre d'exemple, équipement matériel pour la fédération régionale et/ou nationale des producteurs

\b y compris le suivi semestriel et la formation des agents communautaires

Composante 1 – SC3

Table 3. Appui aux services agricoles efficients
Detailed Costs

Quantities									Unit Cost - Negotiation (US\$ '000)	Totals Including Contingencies (US\$ '000)						
Unit	2 ^e sem 19	2020	2021	2022	2023	2024	Total		2 ^e sem 19	2020	2021	2022	2023	2024	Total	
I. Investment Costs																
A. Sécurisation foncière																
1. PLOF (Service foncier ou CC-RF)																
a. Acquisition d'orthophoto numérique et traitement	nombre	-	10	-	-	-	-	10	25	-	286,6	-	-	-	286,6	
b. Mise à jour du PLOF (technicien topographe-SIG)	p/mois	3	-	-	-	-	-	3	2	6,2	-	-	-	-	6,2	
c. Elaboration du PLOF (10 communes)	p/mois	2	5	3	-	-	-	10	8	16,5	43,7	27,8	-	-	87,9	
d. Impression des PLOF (pour 14 communes)	forfait	16	5	2	-	-	-	23	5	82,4	27,3	11,6	-	-	121,3	
Subtotal PLOF (Service foncier ou CC-RF)										105,1	357,6	39,3	-	-	502,0	
2. Diagnostics socio-fonciers																
a. Cabinet pour le DSF	Forfait	-	1	-	-	-	-	1	69	-	75,3	-	-	-	75,3	
3. Ateliers fonciers au niveau regional	FF	2	2	2	2	2	2	12	3	6,2	6,6	6,9	7,4	7,8	43,1	
4. Médiation foncière pour l'attribution des nouvelles parcelles (**)	FF	-	1	1	1	1	-	4	5	-	5,6	5,8	6,0	6,3	23,7	
5. Appui à la création et au fonctionnement du dispositif de GFD guichets fonciers																
a. Création de nouveau GF																
Construction de bâtiment	nombre	-	5	3	-	-	-	8	40	-	229,3	145,8	-	-	375,1	
Equipement mobilier (GF,Maire)	forfait	-	5	3	-	-	-	8	5	-	28,7	18,2	-	-	46,9	
GPS	unité	-	5	3	-	-	-	8	1,5	-	8,6	5,5	-	-	14,1	
Moyens de locomotion	unité	5	5	-	-	-	-	10	4	21,6	22,9	-	-	-	44,6	
Autres appuis aux guichets	FF	2	10	13	13	13	-	51	1,5	3,1	16,4	22,6	23,9	25,4	91,3	
Subtotal Création de nouveau GF										24,7	305,8	192,1	23,9	25,4	571,9	
b. Création de nouveaux CRIF																
Aménagement de bâtiment communal devant abriter un CRIF	nombre	-	2	-	-	-	-	2	12	-	27,5	-	-	-	27,5	
Equipement mobilier (CRIF)	forfait	-	2	-	-	-	-	2	5	-	11,5	-	-	-	11,5	
Kit solaire	forfait	1	2	-	-	-	-	3	12	13,0	27,5	-	-	-	40,5	
Equipement et matériel informatique	forfait	2	2	-	-	-	-	4	2,5	5,3	5,4	-	-	-	10,7	
Autres appuis aux CRIF	GF/CRIF	3	4	4	4	4	-	19	2,3	7,1	10,0	10,6	11,3	12,0	51,0	
Subtotal Création de nouveaux CRIF										25,4	81,9	10,6	11,3	12,0	141,2	
c. Agents Fonciers et Agents d'Appui																
Agents Fonciers	FF	-	2	2	2	2	2	10	9	-	19,7	20,8	22,1	23,4	110,8	
Agents d appui	FF	-	4	4	4	4	-	16	5	-	21,8	23,1	24,5	26,0	95,5	
Moto pour Agents d'appui	Nombre	-	4	-	-	-	-	4	4	-	18,3	-	-	-	18,3	
Subtotal Agents Fonciers et Agents d'Appui										-	59,8	44,0	46,6	49,4	224,6	
Subtotal Appui à la création et au fonctionnement du dispositif de GFD guichets fonciers																
6. Appuis aux Service régionaux topo et domaines	Forfait	2	2	2	2	2	-	10	2,2	4,5	4,8	5,1	5,4	5,7	25,5	
7. Renforcement des compétences																
a. Formation des Agents des GF & CRIF	Forfait	-	7	3	-	-	-	10	2	-	15,6	7,0	-	-	22,6	
b. Recyclage des Agents des GF & CRIF	Forfait	-	13	-	12	-	-	25	2	-	29,0	-	29,0	-	57,9	
c. Formation et recyclage en opérations subséquentes /a	Forfait	2	2	2	2	-	-	8	2	4,3	4,5	4,6	4,8	-	18,2	
d. Formation et stage des Agents Fonciers	Forfait	2	2	-	2	-	-	6	3	6,4	6,7	-	7,2	-	20,4	
e. Renforcement des capacités des CTD (3 Conseillers/CR)	Forfait	2	2	2	-	-	-	6	2	4,3	4,5	4,6	-	-	13,4	
f. Renforcement des capacités des membres CRL	Forfait	3	5	5	5	5	-	23	0,8	2,6	4,5	4,6	4,8	5,0	21,5	
g. Participation aux ateliers nationaux	Forfait	1	2	2	2	2	2	11	1,86	2,0	4,1	4,3	4,5	4,7	24,5	
Subtotal Renforcement des compétences										19,6	68,8	25,2	50,3	9,7	178,4	
8. Visite d'échange inter-régionale et nationale	Forfait	-	1	1	1	-	-	3	3,1	-	3,5	3,6	3,7	-	10,8	
9. Appui institutionnel au niveau national																
a. Convention tripartite avec UCSRF et DGSGF	Forfait	-	1	1	1	1	-	4	35	-	40,1	42,5	45,1	47,8	175,5	
b. Supervision des activités	Forfait	0,5	1	1	1	1	1	5,5	5	2,6	5,5	5,8	6,1	6,5	33,3	
Subtotal Appui institutionnel au niveau national										2,6	45,6	48,3	51,2	54,3	208,9	
Subtotal Sécurisation foncière																
										188,0	1 015,2	381,0	205,9	170,5	2 005,5	

République de Madagascar: Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II)
Mission de revue à mi-parcours (RMP) - Dates de mission: 24 juillet au 8 août 2019

Detailed Costs

Quantities									Unit Cost - Negotiation (US\$ '000)		Totals Including Contingencies (US\$ '000)						
Unit	2 ^e sem 19	2020	2021	2022	2023	2024	Total		2 ^e sem 19	2020	2021	2022	2023	2024	Total		
B. Conseil agricole et appui à la gestion des RN																	
1. Intensification et Diversification agricole (CEP)																	
a. Extension																	
CEP production végétale	number	40	124	228	150	78	25	645	1	42,8	138,1	264,3	181,0	98,0	32,7	757,1	
CEP production animale	number	3	7	10	5	5	-	30	1,5	4,8	11,7	17,4	9,1	9,4	-	52,4	
Visite d'échange dans le district	Forfait	-	10	10	10	10	8	48	0,5	-	5,6	5,8	6,0	6,3	5,2	28,9	
Visite d'échange hors district	Forfait	1	2	2	2	2	1	10	6	6,4	13,4	13,9	14,5	15,1	7,9	71,1	
Promotion de la mécanisation	FF	-	1	1	1	-	-	3	20	-	22,9	24,3	25,8	-	-	73,0	
Subtotal Extension										54,1	191,7	325,7	236,3	128,8	45,8	982,5	
b. Consolidation																	
CEP production végétale	nombre	8	55	35	16	6	-	120	1	8,6	61,3	40,6	19,3	7,5	-	137,3	
c. Prophylaxie																	
Couloirs de vaccination	unité	1	2	2	2	-	-	7	6,5	7,0	14,9	15,8	16,7	-	-	54,5	
d. CEP apiculture	nombre	10	40	30	15	10	-	105	1,5	16,1	66,8	52,2	27,2	18,8	-	181,1	
Subtotal ntensification et Diversification agricole (CEP)										85,7	334,7	434,2	299,5	155,2	45,8	1 355,3	
2. Vulgarisation																	
Animation de terrain	FF	-	-	-	-	-	-	-	-	163,8	442,2	451,4	455,1	451,2	344,6	2 308,2	
Supports de communication /b	nb 1000 fiches	-	4	4	-	-	-	8	2	-	8,7	9,3	-	-	-	18,0	
Expertise nationale	Forfait	-	2	2	2	-	-	6	5	-	10,9	11,6	12,3	-	-	34,8	
Recherche adaptative, support technique /c	FF	0,5	0,25	0,25	-	-	-	1	100	51,5	27,3	28,9	-	-	-	107,7	
Supervision des activités	nombre	1	1	1	1	1	1	6	15	15,5	16,4	17,4	18,4	19,5	20,7	107,8	
Subtotal ulgarisation										230,7	505,5	518,5	485,8	470,7	365,3	2 576,5	
3. Agriculture de conservation et plantation d'arbres																	
a. Extension																	
CEP agriculture de conservation	nb	10	30	20	20	10	-	90	1	10,7	33,4	23,2	24,1	12,6	-	104,0	
Aquisition et distribution de plants fruitiers et à usage multiple	1000 arbres	-	100	100	60	40	-	300	1,25	-	143,3	151,9	96,6	68,3	-	460,1	
Réunion de sensibilisation et formation environnementale	number	-	50	50	50	50	-	200	0,5	-	27,9	29,0	30,2	31,4	-	118,4	
Expertise nationale en environnement et PGES	Forfait	1	1	1	1	1	-	5	5	5,2	5,5	5,8	6,1	6,5	-	29,0	
Mise en œuvre des activités spécifiques du PGES	Forfait	-	1	1	1	1	1	5	5	-	5,6	5,8	6,0	6,3	6,5	30,2	
Agents d'encadrement agriculture de conservation	Nombre	3	7	7	7	7	7	38	3,5	10,8	26,7	28,4	30,1	31,9	33,8	161,6	
Moto pour agents AC	Nombre	3	-	-	-	-	-	3	4	13,0	-	-	-	-	-	13,0	
Subtotal Extension										39,7	242,3	244,0	193,1	156,9	40,3	916,3	
b. Consolidation																	
Mise en place CEP agriculture de conservation	nb	-	5	5	-	-	-	10	1	-	5,6	5,8	-	-	-	11,4	
Subtotal griculture de conservation et plantation d'arbres										39,7	247,9	249,8	193,1	156,9	40,3	927,7	
4. Lutte contre la chenille légionnaire																	
FF	-	1	1	1	1	-	-	3	100	-	114,6	121,5	128,8	-	-	365,0	
5. Appui aux actions environnementales /d																	
FF	1	1	1	1	1	-	-	4	10	10,7	11,1	11,6	12,1	-	-	45,5	
Subtotal Conseil agricole et appui à la gestion des RN										366,8	1 213,9	1 335,6	1 119,3	782,8	451,4	5 270,0	
C. Appui aux CSA Menabe et Melaky																	
1. Formation des agents et appuis aux CSA																	
Nombre	-	2	2	2	-	-	-	6	5	-	11,1	11,6	12,1	-	-	34,8	
D. Appui à l'accès de proximité des producteurs aux intrants et petits matériels agricoles																	
1. Extension																	
a. Formation technique artisan	unité	-	1	3	-	-	-	4	2	-	2,2	7,0	-	-	-	9,2	
b. Construction local (hangar de forge)	FF	-	1	3	-	-	-	4	10	-	11,5	36,5	-	-	-	47,9	
c. Dotation en équipements	FF	-	1	3	-	-	-	4	2,5	-	2,9	9,1	-	-	-	12,0	
d. Création de points de ventes																	
Construction/aménagement des locaux	unité	-	3	2	-	-	-	5	6	-	20,6	14,6	-	-	-	35,2	
Formation commerciale	unité	-	3	2	-	-	-	5	1	-	3,3	2,3	-	-	-	5,7	
Support médiatique/publicitaire et formation	FF	-	3	2	-	-	-	5	1	-	3,3	2,3	-	-	-	5,6	
Subtotal Création de points de ventes										-	27,3	19,2	-	-	-	46,5	
e. Appui aux PPS																	
Magasin de stockage	FF	-	-	4	3	-	-	7	36,5	-	-	177,4	141,0	-	-	318,5	
Achat de semence de pré-base	FF	0,35	0,2	0,2	0,25	-	-	1	2	0,8	0,5	0,5	0,6	-	-	2,3	
Formation des paysans semenciers	session	-	-	1	1	-	-	2	1,5	-	-	1,7	1,8	-	-	3,5	
Dotation d'intrants et matériels	FF	-	-	-	1	-	-	1	7,5	-	-	-	9,7	-	-	9,7	
Subtotal Appui aux PPS										0,8	0,5	179,6	153,2	-	-	334,0	
Subtotal xtension										0,8	44,3	251,4	153,2	-	-	449,6	
E. Microprojets aux plus vulnérables																	
1. Microprojets vulnérables	FF	37	80	80	80	80	-	357	0,8	32,0	73,4	77,8	82,4	87,4	-	353,0	
Total Investment Costs										587,6	2 357,9	2 057,4	1 572,9	1 040,7	496,2	8 112,8	
II. Recurrent Costs																	
Total										587,6	2 357,9	2 057,4	1 572,9	1 040,7	496,2	8 112,8	

la (13 AGF en 30 jours)

lb affiches, fiches, vidéo

lc Y inclus les échanges nationaux et internationaux.

ld appui aux projets communautaires à la demande sociale.

le Y inclus les échanges nationaux et internationaux.

le appui aux projets communautaires à la demande sociale.

Composante 2 -SC 1

Table 4. Infrastructures de désenclavement, stockage et valorisation des produ
Detailed Costs

Detailed Costs									Unit Cost -		Totals Including Contingencies (US\$ '000)							
	Unit	Quantities						Negotiation									Total	
		2° sem 19	2020	2021	2022	2023	2024	Total	(US\$ '000)	2° sem 19	2020	2021	2022	2023	2024	Total		
I. Investment Costs																		
A. Infrastructure de désenclavement																		
1. Infrastructure de désenclavement																		
Étude d'APD du Pont Manomba	Forfait	1	-	-	-	-	-	1	75	77,3	-	-	-	-	-	77,3		
Travaux du Pont Manomba	Forfait	-	1	-	-	-	-	1	1.500	-	1 719,6	-	-	-	-	1 719,6		
Contrôle et labo Pont Manomba	Forfait	-	1	-	-	-	-	1	150	-	163,8	-	-	-	-	163,8		
Travaux Ponts submersibles Manambolo et Andranomavo	Forfait	-	1	-	-	-	-	1	320	-	366,8	-	-	-	-	366,8		
Contrôle Ponts submersibles Manambolo et Andranomavo	Forfait	-	1	-	-	-	-	1	16	-	17,5	-	-	-	-	17,5		
Réhabilitation pistes	km	-	10	10	-	-	-	20	37	-	424,2	449,6	-	-	-	873,8		
Petits ouvrages de franchissement	nbre	-	0,3	0,3	0,4	-	-	1	300	-	103,2	109,4	154,6	-	-	367,1		
Embarcadère	nbre	-	-	1	-	-	-	1	125	-	-	151,9	-	-	-	151,9		
Etudes pistes	km	10	10	-	-	-	-	20	1,85	19,1	20,2	-	-	-	-	39,3		
Contrôle et surveillance , labo des pistes	FF	-	10	10	-	-	-	20	2,96	-	32,3	34,3	-	-	-	66,6		
Maitise d'ouvrage/Supervision des activités	forfait	1	1	1	1	-	-	4	6	6,2	6,6	6,9	7,4	-	-	27,0		
Subtotal Infrastructure de désenclavement											102,5	2 854,1	752,1	161,9	-	-	3 870,6	
B. Infrastructure et équipements collectifs des projets professionnels OP											-	229,3	243,0	257,6	273,1	-	1 003,0	
Total											102,5	3 083,4	995,1	419,5	273,1	-	4 873,6	

Composante 2 -SC 2

Table 5. Appui aux organisations professionnelles, partenariats OP/OM et accès aux servi
Detailed Costs

Detailed Costs									Unit Cost -	Totals Including Contingencies (US\$ '000)						
Unit	Quantities							Negotiation (US\$ '000)	2° sem 19	2020	2021	2022	2023	2024		
	2° sem 19	2020	2021	2022	2023	2024	Total									
I. Investment Costs																
A. Appui aux OP et au partenariat OP/OM dans les filières prioritaires																
1. Appui aux OP et au partenariat OP/OM dans les filières prioritaires																
Animation et sensibilisation	ampagne	1	2	2	2	2	-	9	10	10,7	22,3	23,2	24,1	25,1	-	
Formation, planification et bilan des activités	Nombre	-	9	9	9	9	9	45	6	-	60,2	62,6	65,2	67,9	70,7	
Visite d'échange	Nombre	2	2	2	2	2	2	12	5	10,7	11,1	11,6	12,1	12,6	13,1	
Expertise nationale d'appui /a	pers-mois	2	2	2	2	2	2	12	3	6,2	6,6	6,9	7,4	7,8	8,3	
Mise en relation des producteurs et OM	Forfait	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	2	50	10,3	16,4	17,4	24,5	26,0	27,6	
Forum annuel	Forfait	-	1	1	1	1	1	5	4	-	4,5	4,6	4,8	5,0	5,2	
Agents commerciaux	Nombre	1	2	2	2	2	2	11	3	3,1	6,6	6,9	7,4	7,8	8,3	
AT DAC FCCM et CCI	Nombre	1	1	1	1	1	1	6	12	12,4	13,1	13,9	14,7	15,6	16,5	
Etudes sur les filiers et capitalisation	Forfait	-	1	1	1	1	1	5	4	-	4,4	4,6	4,9	5,2	5,5	
Formulation de projets professionnels &AT OP-OM	Nombre	2	6	6	6	4	-	24	3	6,2	19,7	20,8	22,1	15,6	-	
Contribution aux foires commerciales	Nombre	4	4	4	4	4	4	24	10	41,2	43,7	46,3	49,1	52,0	55,1	
Abondement FDA	Forfait	2	2	2	2	2	-	10	50	108,2	114,6	121,5	128,8	136,5	-	
Appui aux services techniques	Forfait	-	1	1	1	1	1	5	10	-	10,9	11,6	12,3	13,0	13,8	
Subtotal Appui aux OP et au partenariat OP/OM dans les filières prioritaires										208,9	333,9	352,0	377,3	390,2	224,1	
2. Accès aux services financiers																
Facilitation de l'accès aux services financiers	Forfait	-	0,3	0,3	0,4	-	-	1	200	-	65,5	69,4	98,1	-	-	
3. Supervision des activités																
	Forfait	0,5	1	1	1	1	1	5,5	10	5,2	10,9	11,6	12,3	13,0	13,8	
Total										214,0	410,3	433,0	487,7	403,2	237,9	

la Y compris transport

Composante 3 -SC 1

Table 6. Coordination et gestion du Projet (Sous - Composante 3.1)
Detailed Costs

Detailed Costs									Unit Cost - Negotiation	Totals Including Contingencies (US\$ '000)						
Unit	Quantities							(US\$ '000)	2° sem 19	2020	2021	2022	2023	2024	Total	
I. Investment Costs																
A. Assistance technique nationale																
Etudes/Cons. nationaux	p/mois	-	1	1	1	1	1	5	3	-	3,3	3,5	3,7	3,9	4,1	18,5
Cons. international	p/mois	-	-	-	1	-	-	1	15	-	-	-	18,4	-	-	18,4
Réunion CROS-CNP	année	1	1	1	1	1	1	6	5,5	5,7	6,0	6,4	6,7	7,2	7,6	39,5
Visite terrain membres CROS-CNP	Ff	1	1	1	1	1	1	6	13	13,4	14,2	15,0	15,9	16,9	17,9	93,4
Logistique des missions de supervision et de suivi	Ff	-	1	1	1	1	1	5	12	-	13,1	13,9	14,7	15,6	16,5	73,9
Atelier de cloture du projet	Forfait	-	-	-	-	-	1	1	40	-	-	-	-	-	55,1	55,1
Audit	Forfait	-	1	1	1	1	1	5	10	-	10,9	11,6	12,3	13,0	13,8	61,5
Subtotal Assistance technique nationale										19,1	47,5	50,3	71,8	56,6	115,1	360,3
B. Véhicules et équipements																
Renouvellement Matériels informatiques	Forfait	-	-	10	-	-	-	10	5	-	-	55,2	-	-	-	55,2
Mise à jour logiciel de comptabilité	Forfait	-	-	1	-	-	-	1	2	-	-	2,4	-	-	-	2,4
Renouvellement Equipement et mobilier de bureaux	Forfait	-	-	1	-	-	-	1	10	-	-	12,2	-	-	-	12,2
Renouvellement Véhicules	unité	-	-	3	-	-	-	3	35	-	-	118,8	-	-	-	118,8
Subtotal Véhicules et équipements										-	-	188,5	-	-	-	188,5
C. Formation du personnel																
Participation aux regroupements FIDA	forfait	-	1	-	1	-	1	3	20	-	22,3	-	24,1	-	26,2	72,6
Autres voyages et échanges à l'extérieur	forfait	-	-	1	-	1	-	2	10	-	-	12,2	-	13,7	-	25,8
Formations thematiques diverses	forfait	-	1	1	1	-	-	3	10	-	11,5	12,2	12,9	-	-	36,5
Subtotal Formation du personnel										-	33,7	24,3	37,0	13,7	26,2	134,9
Total Investment Costs										19,1	81,2	263,2	108,8	70,2	141,3	683,8
II. Recurrent Costs																
A. Personnel clé																
1. Coordonnateur du projet	p/mois	6	12	12	12	12	18	72	2,1	13,0	27,5	29,2	30,9	32,8	52,1	185,4
2. Responsable des opérations	p/mois	6	12	12	12	12	12	66	1,5	9,3	19,7	20,8	22,1	23,4	24,8	120,1
3. Responsable financier	p/mois	6	12	12	12	12	18	72	1,5	9,3	19,7	20,8	22,1	23,4	37,2	132,5
4. Responsable S&E	p/mois	6	12	12	12	12	18	72	1,25	7,7	16,4	17,4	18,4	19,5	31,0	110,4
5. Chef de cellule Mise en valeur agricole	p/mois	6	12	12	12	12	12	66	1,1	6,8	14,4	15,3	16,2	17,2	18,2	88,0
6. Chef de cellule Infrastructure rurale	p/mois	6	12	12	12	12	12	66	1,1	6,8	14,4	15,3	16,2	17,2	18,2	88,0
7. Chef de cellule AOP et sécurisation foncière	p/mois	6	12	12	12	12	12	66	1,1	6,8	14,4	15,3	16,2	17,2	18,2	88,0
8. Chargé d'appui à la commercialisation	p/mois	3	12	12	12	12	12	63	1,1	3,4	14,4	15,3	16,2	17,2	18,2	84,6
9. Chargé de suivi Changement Climatique	p/mois	6	12	12	12	12	12	66	1,1	6,8	14,4	15,3	16,2	17,2	18,2	88,0
10. Chargé de Passation de marchés	p/mois	6	12	12	12	12	12	66	1,1	6,8	14,4	15,3	16,2	17,2	18,2	88,0
Subtotal Personnel clé										76,6	169,7	179,8	190,6	202,1	254,3	1 073,2
B. Personnel d'appui																
1. Comptables	p/mois	12	24	24	24	24	36	144	0,9	11,1	23,6	25,0	26,5	28,1	44,7	158,9
2. Assistant Suivi-Evaluation	p/mois	12	24	24	24	24	30	138	0,8	9,9	21,0	22,2	23,6	25,0	33,1	134,7
3. Assistant mise en valeur agricole	p/mois	12	24	24	24	24	24	132	0,8	9,9	21,0	22,2	23,6	25,0	26,5	128,1
4. Assistant Infrastructure Rurale	p/mois	6	12	12	12	12	12	66	0,8	4,9	10,5	11,1	11,8	12,5	13,2	64,0
5. Assistant OP	p/mois	6	12	12	12	12	12	66	0,8	4,9	10,5	11,1	11,8	12,5	13,2	64,0
6. Assistant Passation de marchés	p/mois	6	12	12	12	12	12	66	0,8	4,9	10,5	11,1	11,8	12,5	13,2	64,0
7. Assistant comptables	p/mois	15	36	36	36	36	48	207	0,5	7,7	19,7	20,8	22,1	23,4	33,1	126,8
8. Dessinateur - Topographe	p/mois	6	12	12	12	12	-	54	0,5	3,1	6,6	6,9	7,4	7,8	-	31,7
9. Assistant administratif	p/mois	6	12	12	12	12	18	72	0,45	2,8	5,9	6,2	6,6	7,0	11,2	39,7
10. Chauffeurs	p/mois	30	60	60	60	60	78	348	0,25	7,7	16,4	17,4	18,4	19,5	26,9	106,2
11. Chauffeurs OFID	p/mois	6	12	12	12	12	-	54	0,25	1,5	3,3	3,5	3,7	3,9	-	15,9
12. Gardiens	p/mois	12	24	24	24	48	60	192	0,2	2,5	5,2	5,6	5,9	12,5	16,5	48,2
13. Agent de nettoyage	p/mois	6	12	12	12	12	18	72	0,18	1,1	2,4	2,5	2,6	2,8	4,5	15,9
14. Ingénieur GR Antenne	p/mois	6	12	12	12	12	-	54	0,75	4,6	9,8	10,4	11,0	11,7	-	47,9

République de Madagascar: Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II)
Mission de revue à mi-parcours (RMP) - Dates de mission: 24 juillet au 8 août 2019

Detailed Costs									Unit Cost - Negotiation								
	Unit	Quantities							(US\$ '000)	Totals Including Contingencies (US\$ '000)							
		2° sem 19	2020	2021	2022	2023	2024	Total		2° sem 19	2020	2021	2022	2023	2024	Total	
15. Assurance du personnel & Cotisation patronale à la caisse																	
Assurance du personnel OFID	Forfait	1	1	1	1	1	-	5	1	1,0	1,1	1,2	1,2	1,3	-	5,8	
Assurance du personnel	Forfait	1	1	1	1	1	1	6	30	30,9	32,8	34,7	36,8	39,0	41,4	215,5	
Cotisation patronale à la CNaPS	Forfait	0,3	1	1	1	1	1	5,3	35	10,8	38,2	40,5	42,9	45,5	48,2	226,2	
Subtotal Assurance du personnel & Cotisation patronale à la										42,7	72,1	76,4	81,0	85,8	89,6	447,6	
Subtotal Personnel d'appui										119,6	238,2	252,5	267,6	289,9	325,6	1 493,4	
C. Personnel de la CAP/FIDA																	
Correspondante du projet	p/mois	6	12	12	12	12	12	66	0,75	4,6	9,8	10,4	11,0	11,7	12,4	60,0	
Assistante administrative	p/mois	6	12	12	12	12	12	66	0,45	2,8	5,9	6,2	6,6	7,0	7,4	36,0	
Chauffeurs	p/mois	6	12	12	12	12	12	66	0,25	1,5	3,3	3,5	3,7	3,9	4,1	20,0	
Frais de voyages	p/mois	0,5	1	1	1	1	1	5,5	12	6,2	13,1	13,9	14,7	15,6	16,5	80,0	
Subtotal Personnel de la CAP/FIDA										15,1	32,1	34,0	36,1	38,2	40,5	196,1	
D. Coûts de fonctionnement de l'UGP																	
Fonctionnement de véhicules	unité	3	6	6	6	6	8	35	12	38,4	79,0	81,4	84,0	86,6	119,0	488,4	
Fonctionnement de véhicules OFID	unité	0,5	1	1	1	1	-	4,5	12	6,5	13,8	14,6	15,4	16,4	-	66,6	
Fonctionnement motos	unité	0,5	1	1	1	1	1	5,5	2,2	1,2	2,4	2,5	2,6	2,6	2,7	14,0	
Assurance véhicules	année	0,5	1	1	1	1	1,5	6	8,8	4,7	9,7	10,0	10,3	10,6	16,4	61,5	
Assurance motos	année	0,5	1	1	1	1	1	5,5	0,6	0,3	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	4,0	
Assurance Batiments	année	0,5	1	1	1	1	1,5	6	2,7	1,5	3,1	3,3	3,5	3,7	5,9	20,9	
Entretien du Batiment	Forfait	0,5	1	1	1	1	1,5	6	5	2,7	5,7	6,1	6,4	6,8	10,8	38,6	
Fonctionnement générateur électrique	mois	6	12	12	12	12	18	72	1	6,4	13,5	14,1	14,7	15,4	24,2	88,3	
Fournitures de bureau	année	0,5	1	1	1	1	1	5,5	10	5,4	11,2	11,7	12,3	12,8	13,4	66,9	
Consommables informatiques	année	0,5	1	1	1	1	1	5,5	4	2,1	4,5	4,7	4,9	5,1	5,4	26,7	
Transport et déplacements en mission	année	0,5	1	1	1	1	1	5,5	14,8	7,6	15,8	16,5	17,3	18,1	18,9	94,3	
Indemnités de missions	année	0,5	1	1	1	1	1	5,5	9	4,6	9,6	10,1	10,5	11,0	11,5	57,3	
Redevance téléphonique	mois	6	12	12	12	12	18	72	1,4	9,0	18,9	19,7	20,6	21,6	33,8	123,6	
Internet	mois	6	12	12	12	12	18	72	0,7	4,5	9,4	9,9	10,3	10,8	16,9	61,8	
Eau et électricité	mois	6	12	12	12	12	18	72	1	6,4	13,5	14,1	14,7	15,4	24,2	88,3	
Annonces et insertions publicitaires	FF	0,5	1	1	1	1	1	5,5	3,6	1,9	4,0	4,2	4,4	4,6	4,8	24,1	
DHL, fret aérien et colis postaux	FF	0,5	1	1	1	1	1	5,5	2	1,1	2,2	2,3	2,5	2,6	2,7	13,4	
Entretien et réparations diverses	FF	0,5	1	1	1	1	1	5,5	8	4,3	9,0	9,4	9,8	10,3	10,7	53,5	
Réunions & cérémonies	FF	0,5	1	1	1	1	1	5,5	4	2,1	4,5	4,7	4,9	5,1	5,4	26,7	
Frais bancaires FIDA	Ff	0,5	1	1	1	1	1	5,5	16	8,6	18,0	18,8	19,6	20,5	21,5	107,0	
Frais bancaires ASAP	Ff	0,5	1	1	1	1	1	5,5	2,7	1,5	3,1	3,3	3,5	3,7	3,9	18,9	
Frais bancaires OFID	Ff	0,5	1	1	1	1	1	5,5	3	1,6	3,4	3,6	3,9	4,1	4,3	21,0	
Appui institutionnel au MAEP de ses deux directions régionales	Forfait	0,5	1	1	1	1	1	5,5	20	10,8	22,9	24,3	25,7	27,3	28,9	140,0	
Subtotal Coûts de fonctionnement de l'UGP										133,2	277,9	289,9	302,5	315,8	386,3	1 705,7	
Total Recurrent Costs										344,6	717,8	756,2	796,9	846,1	1 006,8	4 468,3	
Total										363,6	799,1	1 019,4	905,6	916,3	1 148,1	5 152,1	

Composante 3- SC 2

Table 7. Suivi-Evaluation et gestion des savoirs (Sous-composante 3.2)
Detailed Costs

Detailed Costs								Unit Cost -	Totals Including Contingencies (US\$ '000)							
Unit	Quantities							Negotiation (US\$ '000)	2° sem 19							Total
	1° sem 1	2020	2021	2022	2023	2024	Total		2020	2021	2022	2023	2024			
I. Investment Costs																
A. Etudes et ateliers																
1. Etudes																
a. Enquête baseline	nombre	1	-	-	-	-	-	1	75	77,3	-	-	-	-	-	77,3
b. Etude anthropométrique + matériel	nombre	1	-	-	-	-	-	1	25	25,8	-	-	-	-	-	25,8
c. Enquete rendement	nombre	1	1	1	1	1	-	5	22	22,7	24,0	25,5	27,0	28,6	-	127,7
d. Etudes d'évaluation d'impact	nombre	-	-	-	-	-	1	1	80	-	-	-	-	-	99,7	99,7
e. Etudes ponctuelles thématiques	nombre	1	1	1	1	1	1	6	2,5	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3	3,4	18,0
f. Etudes de capitalisation /a	nombre	1	1	1	1	1	1	6	3	3,1	3,3	3,5	3,7	3,9	4,1	21,6
g. Enquête ROR	nombre	1	-	1	-	1	-	3	20	20,6	-	23,1	-	26,0	-	69,8
h. Ateliers d'auto-évaluation participative /b	nombre	1	1	1	1	1	1	6	6	6,2	6,6	6,9	7,4	7,8	8,3	43,1
i. Assistance technique nationale	nombre	1	1	1	1	-	-	4	6	6,2	6,6	6,9	7,4	-	-	27,0
j. Production cartes et outils de gestion	nombre	1	1	1	1	1	1	6	6	6,2	6,6	6,9	7,4	7,8	8,3	43,1
k. Renforcements de capacité et formations S&E /c	nombre	1	1	1	1	-	-	4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	-	-	7,1
l. Atelier d'échange national entre projets FIDA	nombre	1	1	1	1	1	1	6	2	2,2	2,3	2,4	2,6	2,7	2,9	15,1
m. Mission d'appui du MAEP/CAPFIDA	FF	1	1	1	1	1	1	6	3	3,1	3,3	3,5	3,7	3,9	4,1	21,6
n. Supervision des activités	forfait	1	1	1	1	1	1	6	5	5,2	5,5	5,8	6,1	6,5	6,9	35,9
Subtotal Etudes										182,5	62,4	89,3	70,1	90,5	137,8	632,7
2. Formation et voyage d'études																
a. Participation aux ateliers SEGS																
Voyage d'échange national entre projets FIDA	nombre	-	1	-	1	-	1	3	2	-	2,3	-	2,6	-	2,9	7,8
Equipement pour SSE	Forfait	1	-	-	-	-	-	1	40	43,3	-	-	-	-	-	43,3
Subtotal Participation aux ateliers SEGS										43,3	2,3	-	2,6	-	2,9	51,0
Subtotal Etudes et ateliers										225,8	64,7	89,3	72,7	90,5	140,7	683,7
B. Information et communication																
1. Equipement audiovisuel	forfait	1	-	-	-	-	-	1	2,8	3,0	-	-	-	-	-	3,0
2. Reportage et diffusion dans les journaux et la radio	forfait	1	1	1	1	1	1	6	4	4,1	4,4	4,6	4,9	5,2	5,5	28,7
3. Production, multiplication et diffusion des dépliants et affiche	forfait	1	1	1	1	1	1	6	1	1,0	1,1	1,2	1,2	1,3	1,4	7,2
4. Evenement d'échange	forfait	1	-	1	-	1	-	3	2	2,2	-	2,4	-	2,7	-	7,3
5. Mise à jour site web	forfait	1	1	1	1	1	1	6	1	1,0	1,1	1,2	1,2	1,3	1,4	7,2
Subtotal Information et communication										11,4	6,6	9,4	7,4	10,5	8,3	53,5
C. Assistance Technique																
1. Mission d'appui de la DCSI/MAEP	Forfait	1	1	1	1	1	1	6	1,2	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	8,6
2. Assistance technique nationale	Forfait	1	1	1	1	1	1	6	5,5	5,7	6,0	6,4	6,7	7,2	7,6	39,5
3. Elaboration stratégie de communication et gestion de savoirs	Forfait	1	-	-	-	-	-	1	5	5,2	-	-	-	-	-	5,2
4. Mise à jour de la base de données	Forfait	-	1	-	1	-	-	2	3	-	3,3	-	3,7	-	-	7,0
Subtotal Assistance Technique										12,1	10,6	7,8	11,9	8,7	9,2	60,2
Total										249,2	81,9	106,4	92,0	109,7	158,2	797,4

\a Etudes de cas

\b groupes cibles + UGP+agencesd'exécution

\c Formation et recyclage animateurs radio + correspondants ruraux



Investir dans les populations rurales

Madagascar

Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II

Revue à mi-parcours

Appendice 2: Avancement des activités du PTBA

Dates de mission: 24 juillet au 8 août 2019

Date du document 12/11/2019

Identifiant du projet 2000000850

Numéro du rapport: 5170-MG

Afrique orientale et australe

Département de la gestion des programmes

Appendice 2. Etat d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI) au 30 juin 2019

Indicateurs	Unité	Objectif du Projet	Réalisations antérieures		PTBA 2019			REALISATIONS CUMULEES	
			2016-2017	2018	Prévision	Réalisation	% réal	Quantité	% réal.
COMPOSANTE 1 : PROMOTION DE SYSTEMES DE PRODUCTION PERFORMANTS ET RESILIENS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE									
SOUS-COMPOSANTE 1.1 : DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES PRODUCTIVES RESILIENTES									
Volet Planification territoriale									
Acteurs en planification formés			219	0		0		219	
<i>Dont femmes</i>			36	0		0		36	
PCD élaborés et mis à jour	Nb	44	0	17	30	13	43%	30	68%
SAC élaborés	Nb	19	0	0	17	0	0%	0	0%
SRAT élaboré	Nb	1	0	0	1	0	0%	0	0%
PRD&PRDR mis à jour	Nb	1	1	0				1	100%
<i>Appui aux services météorologiques</i>								0	
Stations météorologiques installées	Nb	5	0	0	5	0	0%	0	0%
Volet Aménagement hydro Agricole									
<i>Etudes</i>									
EIE réalisées (mise en conformité environnementale)				0	2		0%	0	
Superficie PI à rehabliler faisant l'objet d'études			4 460					4 460	
<i>Travaux confortatifs dans la zone de consolidation</i>									
Travaux confortatifs Ankazomena (360ha)	%				100	0	0%	0	
Travaux confortatifs Tsaraotana (750ha)	%				100	0	0%	0	
Travaux confortatifs Lavaheloka (400ha)	%	100			100	0	0%	0	0%
Travaux confortatifs Soatana	%	100			100	0	0%	0	0%
Travaux confortatifs Andaombato	%	100	0					0	0%
Travaux confortatifs Kiposa (80ha)	%		100					100	100%
Travaux confortatifs Ambanimaso (10ha)	%			100				100	100%
Travaux confortatifs Ankahado	%				100	0	0%	0	
Travaux confortatifs Marerano	%			100				100	100%
Travaux confortatifs Migodo (génie civil et terrassements)	%	100		100				100	100%
Travaux confortatifs Migodo (équipements hydromécaniques)	%	100			100	0	0%	0	0%

Indicateurs	Unité	Objectif du Projet	Réalisations antérieures		PTBA 2019			REALISATIONS CUMULEES	
			2016-2017	2018	Prévision	Réalisation	% réal	Quantité	% réal.
Travaux dans la zone d'extension									
Réhabilitation									
Avancement travaux Vondrove (910 ha)	%	100			100	63	63%	63	63%
Avancement des travaux Ambararata (230 ha)	%	100		80	100	100	100%	100	100%
Avancement des travaux Demoka RD (750 ha)	%	100			100	81	81%	81	81%
Nouvel aménagement PI									
Avancement travaux Beboka lot 1 et 2 (1600ha)	%	100			60	60	100%	60	60%
Avancement travaux Beboka lot 2	%	100			25	8	32%	8	8%
Avancement travaux Marifilaly (1600 ha)	%	100			75	52	69%	52	52%
Avancement travaux Veromanga (160 ha)	%	100			60	0	0%	0	0%
Nouvel aménagement PEC									
Avancement travaux PEC Bemarivo Ankirondro (3000 ha)	%	100			30	0	0%	0	0%
Avancement travaux PEC Bemokotra (820 ha)	%	100			60	0	0%	0	0%
Avancement travaux PEC Behoria (1580 ha)	%	100			30	0	0%	0	0%
Avancement travaux PEC Bejangoa (300 ha)	%	100			100	0	0%	0	0%
Avancement travaux PEC Potseho (160 ha)	%	100			100	0	0%	0	0%
Avancement travaux PEC Bedanoro (210 ha)	%	100			100	0	0%	0	0%
Avancement travaux PEC extension Kamoko (150 ha)	%	100		100				100	100%
Superficies aménagées/réhabilitées									
Superficie de périmètres aménagés/réhabilités	Ha	9 120		150		230		380	4%
Superficie additionnelle	Ha	6 470		150		150		300	5%
Premier labour									
Superficie labourée	ha	4 550							0%
SOUS-COMPOSANTE 1.2 : ORGANISATION ET FORMATION DES PRODUCTEURS									
Volet Appui à l'organisation des producteurs									
Consolidation des OP									
OP appuyées	Nb	53	38	38	14	61	436%	61	115%

Indicateurs	Unité	Objectif du Projet	Réalizations antérieures		PTBA 2019			REALISATIONS CUMULEES	
			2016-2017	2018	Prévision	Réalisation	% réel	Quantité	% réel.
Membres des OP appuyées	Nb	4 759	4 321	4 321	1 170	995	85%	4 321	91%
<i>Dont femmes</i>	Nb	849	826	826	275	113	41%	826	97%
Constitution des OP									
OP constituées	Nb	61	0	12	21	2	10%	14	23%
Membres des OP constituées	Nb	10 500	0	944	3 810	127	3%	1 071	10%
<i>Dont femmes</i>	Nb	1 600	0	150	825	22	3%	172	11%
Formation des OP								0	
OP formées	Nb	61	5	22	21	25	119%	52	85%
Membres des OP formées	Nb	610	45	227	130	205	158%	477	78%
<i>Dont femmes</i>	Nb	180	3	21	33	18	55%	42	23%
Visites d'échanges in zone des OP								0	
OP participants aux visites d'échanges	Nb		2	6	20	1	5%	9	
Membres des OP participant aux visites d'échanges	Nb		45	57	130	20	15%	122	
<i>Dont femmes</i>	Nb			7	40	3	8%	10	
Visites d'échanges hors zone des OP								0	
Visite échange réalisé	Nb	7	0	2		0		2	29%
OP participants aux visites d'échanges	Nb	25	0	13		0		13	52%
Membres des OP participant aux visites d'échanges	Nb	125	0	49		0		49	39%
<i>Dont femmes</i>	Nb	35	0	6		0		6	17%
Volet Appui à l'éducation nutritionnelle								0	
Fokontany touchés par l'éducation nutritionnelle	Nb	100	101	145	176		0%	246	100%
Bénéficiaires formés	Nb	10 000	2 952	4 023	5 280		0%	6 975	70%
<i>Dont femmes</i>	Nb	8 000	2 056	2 910				4 966	62%
Jardins potagers installés	Nb	2 200	0	867		240		1 107	50%
Bénéficiaires de jardin potager	Nb	2 200	0	867		240		1 107	50%
<i>Dont femmes</i>				690		226		916	
Réunions d'échanges et d'évaluation des bonnes pratiques	Nb	260	13	27				40	15%
SOUS-COMPOSANTE 1.3 : APPUI AUX SERVICES AGRICOLES EFFICIENTS									

Indicateurs	Unité	Objectif du Projet	Réalisations antérieures		PTBA 2019			REALISATIONS CUMULEES	
			2016-2017	2018	Prévision	Réalisation	% réel	Quantité	% réel.
Volet Sécurisation foncière									
Zone d'extension								0	
DSF réalisés	Nb	33	0	0	32	0	0%	0	0%
Bâtiment pour GF réhabilité/construit	Nb	10	0	2				2	20%
GF appuyés	Nb	10	0	2	7	3	43%	5	50%
PLOF élaborés/mis à jour	Nb	10	0	0	6	0	0%	0	0%
ACRIF recruté	Nb	3	0	2	3	0	0%	2	67%
AGF recruté	Nb	20	0	4	10		0%	4	20%
Zone de consolidation									
PLOF mis à jour	Nb	9	0	12				12	133%
ACRIF appuyés	Nb	2	2	2		2		2	100%
GF appuyés	Nb	13	12	12		12		12	92%
GF autonomes	Nb	13	6	8	8	8	100%	8	62%
Appui à la certification								0	
Nombre de demandes enregistrées	Nb		4 043	577		116		4 736	
CF délivrés	Nb	12 000	2 455	523	1 800	15	1%	2 993	25%
Bénéficiaires CF	Nb	12 450	1 747	497	1 200	15	1%	2 259	18%
Dont femmes	Nb	2 990	406	99	360	5	1%	510	17%
Superficie sécuriée	Ha	7 800	1 760	301	1 170	5	0%	2 066	26%
Contrat de sécurisation de droits secondaires établis	Nb	2 000	28	104		45		177	9%
Renforcement des compétences									
Agents CRIF formés/recyclés	Nb	13	2	2				4	31%
Agents GF formés/recyclés	Nb	46	18	4				22	48%
Conseillers et exécutifs communaux formés/recyclés	Nb	69	37	16				53	77%
Membres CRL formés	Nb			344	750	72	10%	416	
Volet Conseil Agricole et appui à la gestion des ressources naturelles								0	
Intensification et diversification								0	
Agriculture								0	

Indicateurs	Unité	Objectif du Projet	Réalisations antérieures		PTBA 2019			REALISATIONS CUMULEES	
			2016-2017	2018	Prévision	Réalisation	% réel	Quantité	% réel.
Champs-écoles encadrés	Nb	620	142	233	290	189	65%	564	91%
Nombre de participants aux CEP	Nb	12 400	2 851	4 333	5 800	3 654	63%	10 838	87%
<i>Dont femmes</i>	Nb	3 720	748	1 354	1 740	1 047	60%	3 149	85%
Superficie de réplification des thèmes appris sur CEP	Ha	5 900	735	1 397	2 555	1 238	48%	3 370	57%
Semences améliorées distribuées	kg	116 900	26 450	69 039	0	52 095		147 584	126%
Matériels agricoles distribués	Nb	9 350	2 495	1 603		1 049		5 147	55%
Insecticide distribué (traitement partie aérienne)	l	620	90	39		73		203	33%
Insecticide distribué (contre les insectes terricoles)	kg					185			
Fongicide distribué	kg	250	6	0		18		24	9%
CEP APICULTURE									
CEP apiculture encadrés	Nb	100	0	42	70	23	33%	65	65%
Nombre participants aux CEP	Nb	1 000	0	541	700	221	32%	762	76%
<i>Dont femmes</i>	Nb	300	0	62	210	14	7%	76	25%
Nombre de ruches complètes distribuées	Nb		0	635	1 400	219	16%	854	
Nombre Ruches peuplées	Nb		0	262		153		415	
Quantité de miel produite	l		0					0	
CEP ELEVAGE PORCIN								0	
CEP porciculture encadrés	Nb			10	20	2	10%	12	
<i>Naisseur</i>	Nb			5	5	1	20%	6	
<i>Engraissement</i>	Nb			5	15	1	7%	6	
Nombre participants aux CEP	Nb			50	100	10	10%	60	
<i>Dont femmes</i>	Nb			24	30	2	7%	26	
Nombre de cheptels distribués	Nb			101	355	31	9%	132	
Visite d'échanges								0	
Visites réalisées	Nb	63	1	4	7	4	57%	9	14%
Participants aux visites	Nb		16	65	140	72	51%	153	
<i>Dont femmes</i>	Nb		0	31	40	17	43%	48	

Indicateurs	Unité	Objectif du Projet	Réalisations antérieures		PTBA 2019			REALISATIONS CUMULEES	
			2016-2017	2018	Prévision	Réalisation	% réal	Quantité	% réal.
Appui au développement de l'agro-écologie et de reboisement									
Diffusion des techniques d'agriculture de conservation									
CEP agriculture de conservation encadrés	Nb	130	0	32	100	72	72%	104	80%
Nombre de participants aux CEP	Nb	1 300	0	372	1 000	782	78%	1 154	89%
Dont femmes	Nb	420	0	96	300	310	103%	406	97%
Superficiede réplication des thèmes appris sur CEP	Ha	650	0	64	250	119	48%	183	28%
Semences de culture principale distribuées	kg	32 500	0	2 138		1 485		3 623	11%
Matériels distribuées	Nb	390	0	14		10		24	6%
Insecticide distribué	l	130	0	15		19		34	26%
Mise en place de sites pilotes en agro-écologiques									
Sites agro-écologiques mis en place	Nb	27	0	0				0	0%
Reboisement et arboriculture fruitière									
Nouveaux pépiniéristes formés	Nb	26	39	0	6	0	0%	39	100%
Jeunes plants produits en pépinière	Nb	645 000	75 000	152 122	150 000	0	0%	227 122	35%
Jeunes plants reboisés	Nb	645 000	4 950	67 660	150 000	112 829	75%	185 439	29%
Bénéficiaires reboisement et arboriculture fruitière	Nb	29 250	654	6 092	15 000	8 660	58%	15 406	53%
Dont femmes	Nb	13 460	239	1 981	4 500	3 381	75%	5 601	42%
Sensibilisation et éducation environnementale									
Réunions de sensibilisation environnementale tenues au niveau sc	Nb	230	0	21		17		38	17%
Participants aux réunions de sensibilisation	Nb	1 040	0	1 833		472		2 305	222%
Dont femmes	Nb	420	0					0	0%
Nombre d'établissements scolaires touchées	Nb	26	0	21	20	17	85%	38	146%
Nombre d'encadreurs formés	Nb	52	0	2		0		2	4%
Réunions de sensibilisation environnementale tenues au des prod	Nb		0	31		21		52	
Nombre de participants aux réunions de sensibilisation	Nb		0	866		948		1 814	
Développement de solutions énergétiques alternatives									
Animateurs en foyers améliorés formés	Nb			15		33		48	

Indicateurs	Unité	Objectif du Projet	Réalisations antérieures		PTBA 2019			REALISATIONS CUMULEES	
			2016-2017	2018	Prévision	Réalisation	% réal	Quantité	% réal.
<i>Dont femmes</i>	Nb			8		17		25	
<i>Dont jeunes</i>	Nb			0				0	
Foyers économiques diffusés	Nb	5 000		410	7 500	366	5%	776	16%
Bénéficiaires de foyers améliorés	Nb	5 000		322	7 500	161	2%	483	10%
<i>Dont femmes</i>	Nb	2 500		73	2 250	90	4%	163	7%
<i>Dont jeunes</i>	Nb			61				61	
								0	
Prophylaxie animale								0	
Couloirs de vaccination installés	Nb	28	2	2	1	0	0%	4	14%
Guichets uniques pour marché de bovidés construits	Nb		2	2		0		4	
Activités extra-programme								0	
<i>Lutte antiacridienne</i>								0	
Quantité de produits achetés	l		25 000	0				25 000	
Superficie traitée	ha			0				0	
<i>Lutte antimurine</i>								0	
Quantité de rodenticide achetés	l		1 050					1 050	
Quantité d'appâts utilisés	kg		28 000	18 825		500		47 325	
Superficie protégée	Ha		2 202	2 499		66		4 767	
<i>Lutte contre chenille légionnaire</i>								0	
Nombre d'agents formés	Nb		0	65		35		100	
Quantité de produits achetés	l			0	7 500		0%	0	
Appui aux CSA et FDA								0	
FDA mis en place	Nb	1	1	0				1	100%
FDA appuyés	Nb	2	2	2	2		0%	4	100%
Abondement aux fonds FRDA	'000 MGA	1 200 000	220 000	0	330 000		0%	220 000	18%
CSA appuyés	Nb	7	7	0	7	10	143%	10	143%
Volet Appui à l'accès de proximité aux intrants et petits matériels agricoles									
Appui à l'installation de petits ateliers de fabrication de matériels agricoles									

Indicateurs	Unité	Objectif du Projet	Réalisations antérieures		PTBA 2019			REALISATIONS CUMULEES	
			2016-2017	2018	Prévision	Réalisation	% réal	Quantité	% réal.
Accès aux semences de qualité									
Paysans semenciers installés	Nb	7	2	0	12	5	42%	7	100%
Semences produites	t	250	40	29		9		78	31%
Riz	t		14	6	14	9	61%	29	
Haricot	t		21	10	18	0	0%	31	
Pois du cap	t		5	10	15	0	0%	15	
Arachide	t			3	7	0	0%	3	
Maïs					4	0	0%	0	
Accès aux matériels agricoles									
Artisans formés	Nb	5	2	1		0		3	60%
Mécaniciens formés	Nb		2	0				2	
Hangar pour unités de fabrication de matériels agricoles construit	Nb	5	0	1		2		3	60%
Matériels agricoles produits	Nb		2 596	3 036		630		6 262	
Matériels apicoles produits			220	10 200		630		11 050	
Boutiques d’approvisionnement en intrants agricoles									
Détenteurs de boutiques formés/recyclés	Nb		15	8		0		23	
Boutiques d'intrants installées	Nb	11	0	2	4	0	0%	2	18%
Volet Microprojets coup de pouce								0	
Nombre microprojets de coup de pouce	Nb	630	98	83	169	92	54%	273	43%
Bénéficiaires de microprojets de coup de pouce	Nb	5 040	629	582	1 045	583	56%	1 794	36%
Dont femmes	Nb	2 420	489	334	660	374	57%	1 197	49%
								0	
COMPOSANTE 2 : APPUI A L'ACCES AUX MARHCES ET AUX OPPORTUNITES ECONOMIQUES									
SOUS COMPOSANTE 2.1 : INFRASTRUCTURE DE DESENCLAVEMENT, STOCKAGE ET VALORISATION DES PRODUITS									
Volet Infrastructures de désenclavement									
Piste réhabilitée	km	34	0	5	4	0	0%	5	13%
Points crtitiques traités	Nb			0				0	
Embarcadère construit	Nb	9	0	0				0	0%

Indicateurs	Unité	Objectif du Projet	Réalisations antérieures		PTBA 2019			REALISATIONS CUMULEES	
			2016-2017	2018	Prévision	Réalisation	% réal	Quantité	% réal.
Drague tractable acquise	Nb	1	0	0				0	0%
Ouvrage de franchissement réhabilité	Nb	10	0	0	3		0%	0	0%
Volet infrastructure de stockage et de valorisation des produits			0						
Magasins de stockage de produits construits	Nb	12	0	0	1	0	0%	0	0%
GCV construits	Nb	8	0	0				0	0%
Magasins de groupage de lot construits	Nb	4	0	0				0	0%
SOUS COMPOSANTE 2.2 : Appui au PARTENARIAT OP/OM ET ACCES AUX SERVICES FINANCIERS									
Volet Organisation professionnelles des producteurs et appui au partenariat OP/OM									
Organisation des producteurs	Nb								
Nombre d'OP commerciales structurées	Nb	48		0				0	0%
Nombre des membres des OP commerciales	Nb			0				0	
<i>Dont femmes</i>	Nb			0				0	
Intermédiation									
Nombre d'OM contacté	Nb		1	5		8		14	
Contrat OP/OM établis	Nb			0	8	2	25%	2	
Quantité de produits vendus à travers couple OP/OM	T	4 900		38	1 100	0	0%	38	1%
Manifestation économiques									
Participation à des évènements économiques	Nb	36	6	4	4		0%	10	28%
Participants à des évènements économiques	Nb		35	46	40		0%	81	
<i>Dont femmes</i>	Nb			3	12		0%	3	
Volet Finance Rurale									
Nouvelle caisse IMF mis en place	Nb	8		0				0	0%
Nombre membres nouvelle caisse	Nb	7 800		0				0	0%
<i>Dont femmes</i>	Nb			0				0	
Montant total de crédit octroyé	USD			0				0	
COMPOSANTE 3 : GESTION DU PROJET ET SUIVI EVALUATION									
SOUS COMPOSANTE 3.1: COORDINATION ET GESTION DU PROJET									
Réunions CROS et CNP réalisées	Nb	14	6	3	3		0%	9	64%

Indicateurs	Unité	Objectif du Projet	Réalisations antérieures		PTBA 2019			REALISATIONS CUMULEES	
			2016-2017	2018	Prévision	Réalisation	% réal	Quantité	% réal.
Visites de terrains CROS et CNP	Nb	14	0	3	3		0%	3	21%
Taux de réalisation du PTBA	%	100%		51%	100%		0%	51%	
SOUS COMPOSANTE 3.2: SUIVI EVALUATION ET GESTION DES SAVOIRS									
Volet suivi évaluation									
Situation de référence élaborée		1	0	0	1		0%	0	0%
Enquête ROR réalisée	Nb	3	1	1	3		0%	2	67%
Enquête sondage de rendement réalisée	Nb	30	1	2	6		0%	3	10%
Volet information communication									
Dépliants, affiches, roll up élaborés	Nb		0	0				0	
Nombre de vidéo produits			0	2				2	
Mise à jour site web	Nb		0	1				1	



Investir dans les populations rurales

Madagascar

Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II

Revue à mi-parcours

Appendice 3: Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution

Dates de mission: 24 juillet au 8 août 2019

Date du document 12/11/2019

Identifiant du projet 2000000850

Numéro du rapport: 5170-MG

Afrique orientale et australe

Département de la gestion des programmes

Appendice 3. Respect des dispositions de l'accord de financement: Etat d'avancement

Section	Disposition	Objectif/date prévue	État d'avancement/date
Section B.5	Deux comptes désignés libellés en dollar des Etats-Unis (USD) destinés à recevoir les fonds provenant du prêt du Fonds et du don du Fonds fiduciaire ASAP sont ouverts au nom de l'emprunteur auprès de la Banque centrale de Madagascar	Au début du Projet	Disposition respectée. Les deux comptes désignés ont été ouverts conformément aux dispositions de l'accord de financement et les dépôts initiaux ont été reçus le 10 novembre 2016.
Section B.6	L'emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du Projet en monnaie locale pour un montant équivalent à Sept millions sept cents mille dollar des Etats-Unis (7 700 000 USD). Ces fonds représentent la contribution monétaire de l'Emprunteur au financement du Projet sur ses ressources propres internes, ainsi que l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le projet. Un compte de Projet sera ouvert en monnaie locale auprès du Trésor public ou d'un établissement bancaire acceptable pour le Fonds afin de recevoir la contribution monétaire de l'Emprunteur.	Annuellement	Disposition respectée. Les contributions en numéraire relatives aux accords FIDA, ASAP et OFID ont porté sur 1 milliard MGA (330 000 USD) versés en 2017 et 800 millions MGA (242 400 USD) versés en 2018. Pour l'année 2019, un montant de 735 millions MGA (204 000 USD) a été inscrit dans la loi de finances. Le processus de mobilisation de ces fonds a été entamé. Effectué annuellement.
Section 7.08	Les procédures de passation des marchés pour l'acquisition de biens, travaux et services, sont effectuées conformément aux procédures indiquées en Annexe 3	En permanence	Globalement conforme selon rapport exercice 2018. Le rapport sur le contrôle interne produit dans le cadre de l'audit des comptes de l'exercice 2018, n'a pas fait état de manquements majeurs.
Section 7.08	L'assurance pour les biens et les constructions doit être financée par les fonds du financement conformément à des saines pratiques commerciales.	Pendant la mise en œuvre du Projet	Disposition respectée. L'assurance sur les véhicules est payée par l'UGP. Le contrat va expirer en fin août 2019. L'UGP est en train de lancer une nouvelle procédure de sélection de la société d'assurance, étant donné que la société actuelle était contractée depuis la première phase. La procédure de sélection va aboutir avant la fin de ce mois d'août. L'assurance des locaux et biens de l'UGP a été signée pour la période 2018/2019. L'assurance sur les constructions en cours est prise en charge par les entreprises de travaux.
Section 8.03	Rapport d'activités et examens à mi-parcours: a) L'agent principal, ou une autre partie désignée dans l'accord, remet au Fonds des rapports d'activités périodiques conformes en la forme et sur le fonds aux exigences du Fonds.	Semestriel & annuel	Disposition respectée. Le rapport semestriel (version succincte) a été envoyé au FIDA. Le rapport d'activités de l'année 2018 a été envoyé au FIDA le 31 mars 2019 et le rapport financier incluant les états financiers avant audit a été envoyé au FIDA le 30 avril 2019.
Section 9.03 a) et b)	L'Emprunteur/ Le Bénéficiaire doit: a) faire vérifier, chaque année fiscale les comptes; b) remettre au Fonds dans les six (6) mois suivant la fin de l'année fiscale, le rapport d'audit et la réponse à la lettre de recommandation.	30 juin 2018	Disposition respectée. Le rapport d'audit portant sur l'exercice 2018 a été envoyé au FIDA le 25 juin 2019.